

SEANCES DU MERCREDI 16 JUILLET 1986
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 16 JULI 1986ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJET DE LOI (Discussion):

Projet de loi portant des dispositions fiscales.

Rapport des commissions réunies de la Justice et des Finances.
Chapitre III. — Discussion (reprise). — *Orateurs*: MM. Trussart, De Kerpel, Taminiaux, M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles, p. 1738.

Discussion et vote d'articles:

A l'article 53: *Orateurs*: M. Moureaux, M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles, M. Lallemant, p. 1744.

A l'article 55: *Orateurs*: M. Trussart, M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles, M. De Smeyter, p. 1746.

A l'article 62: *Orateurs*: M. Lallemant, M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles, MM. De Smeyter, Moureaux, Trussart, p. 1749.

A l'article 63: *Orateurs*: MM. Lallemant, Trussart, M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles, MM. de Wasseige, Moureaux, p. 1753.

A l'article 108: *Orateurs*: M. Moureaux, M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles, p. 1770.

ORDRE DES TRAVAUX:

Page 1778.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1985-1986
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1984-1985

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERP VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen.

Verslag van de verenigde commissies voor de Justitie en voor de Financiën. Hoofdstuk III. — Bespreking (hervatting). — *Sprekers*: de heren Trussart, De Kerpel, Taminiaux, de heer Gol, Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen, blz. 1738.

Beraadslaging en stemming over artikelen:

Bij artikel 53: *Sprekers*: de heer Moureaux, de heer Gol, Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen, de heer Lallemant, blz. 1744.

Bij artikel 55: *Sprekers*: de heer Trussart, de heer Gol, Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen, de heer De Smeyter, blz. 1746.

Bij artikel 62: *Sprekers*: de heer Lallemant, de heer Gol, Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen, de heren De Smeyter, Moureaux, Trussart, blz. 1749.

Bij artikel 63: *Sprekers*: de heren Lallemant, Trussart, de heer Gol, Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen, de heren de Wasseige, Moureaux, blz. 1753.

Bij artikel 108: *Sprekers*: de heer Moureaux, de heer Gol, Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen, blz. 1770.

REGLING VAN DE WERKZAAMHEDEN:

Bladzijde 1778.

6 feuilles/vellen

238

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

Mme Panneels-Van Baelen, secrétaire, prend place au bureau.
Mevrouw Panneels-Van Baelen, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 40 m.
De vergadering wordt geopend te 19 u. 40 m.

PROJET DE LOI PORTANT DES DISPOSITIONS FISCALES

Reprise de la discussion du rapport fait au nom des commissions réunies de la Justice et des Finances

Discussion et vote d'articles

ONTWERP VAN HET HOUDENDE FISCALE BEPALINGEN

Hervatting van de bespreking van het verslag uitgebracht namens de verenigde commissies voor de Justitie en voor de Financien

Beraadslaging en stemming over artikelen

M. le Président. — Nous reprenons la discussion du projet de loi portant des dispositions fiscales par la poursuite de l'examen du rapport, fait au nom des commissions réunies de la Justice et des Finances, au sujet du chapitre III, articles 53 à 116, texte adopté par les commissions réunies.

Wij hervatten de beraadslaging over het ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen met de voortzetting van de bespreking van het verslag, uitgebracht namens de verenigde commissies voor de Justitie en voor de Financien, betreffende hoofdstuk III, artikelen 53 tot 116, tekst aangenomen door de verenigde commissies.

La parole est à M. Trussart.

M. Trussart. — Monsieur le Président, monsieur le ministre, chers collègues, je suis vraiment navré de vous voir contraints d'écouter mon intervention, alors même que M. le ministre de la Justice a déjà donné une réponse circonstanciée et que de nombreuses répliques ont suivi. Je ne pouvais prévoir une pareille procédure qui, alors qu'il ne reste que trois orateurs à entendre, entraîne l'interruption du débat. Cela dit, je pense ne pas trop vous ennuyer, car mon intervention ne comprendra guère de redites.

Par les dispositions faisant partie du chapitre III inséré dans le projet portant des dispositions fiscales, le gouvernement entend modifier le statut du contribuable, d'abord en améliorant les relations entre celui-ci et l'administration, ensuite, en tendant à aligner la répression des infractions à la loi fiscale sur la répression en matière de droit commun.

Qu'en est-il en réalité? Ces objectifs sont-ils atteints dans ce chapitre III appelé pompeusement, et à mon avis, bien à tort, la charte du contribuable? En premier lieu, il s'agirait d'examiner si ces objectifs sont valables.

On ne peut qu'applaudir à la tentative timide de rendre un peu plus confortable la position du contribuable vis-à-vis de la machine fiscale.

Ainsi, nous pouvons marquer notre accord sur les mesures projetées aux articles suivants: l'article 53 qui prévoit la communication au contribuable des éléments de comparaison, dans le cas où l'administration utilise ce moyen de preuve pour le taxer; l'article 54 qui propose l'application d'office, en faveur du contribuable, des réductions d'impôt et abattements fiscaux en mesure d'être calculés par l'administration; l'article 104 portant sur la publication des barèmes de réduction des amendes administratives proportionnelles; l'article 109 traitant de la communication au contribuable, sanctionnée d'une amende, des faits constitutifs et des motifs.

Je ne cite pas l'article 108 qui concerne la non-rétroactivité des lois fiscales, puisque le Conseil d'Etat ne voit pas l'utilité de réaffirmer un principe général admis, mais y voit plutôt un danger.

Par contre, nous ne pouvons accepter une autre mesure que vous considérez comme devant augmenter la sécurité juridique du citoyen et qui est prévue à l'article 55.

Il s'agit de dispenser le contribuable qui a introduit une réclamation, du paiement de l'intérêt de retard sur le montant contesté, en cas d'absence de notification de la décision de l'administration dans les 18 mois suivant la réclamation et pour la période postérieure à celle de ces 18 mois.

Cette mesure est inacceptable, du moins dans la situation actuelle, car elle permettra à toute une série de gros contribuables avisés de se constituer des revenus supplémentaires de la manière la plus légale qui soit.

En effet, il est patent que l'administration n'est pas en mesure de résorber son arriéré, vu la masse de réclamations introduites, et qu'un nombre impressionnant de celles-ci ne pourront être l'objet d'une décision dans le délai de 18 mois, mais bien plus tard. Il suffira donc d'introduire un maximum de réclamations en prenant soin de retenir le montant contesté et de le placer dans un paradis fiscal. L'opération sera très bénéfique chaque fois, bien sûr, que la décision sera défavorable au contribuable.

Si, pour éviter ce débordement, le ministre des Finances demande à ses services d'accélérer l'examen des dossiers de l'espèce, il y a fort à parier qu'un grand nombre d'entre eux seront liquidés sans examen ou après un examen sommaire et qu'il va être fait droit à la plupart des réclamations, ce qui entraînera une perte sensible d'impôts pour le Trésor.

Monsieur le ministre, vous auriez tout intérêt à accepter la suppression de l'article 55 dans la situation présente et de ne le représenter que le jour où l'administration aura les moyens de traiter les réclamations dans un délai vraiment raisonnable qui devrait être inférieur à 18 mois.

Il reste donc quatre petits articles, sans compter les répétitions, pour faire suite à la remarque du ministre de la Justice, sur 62 pour rencontrer le premier objectif.

J'ai donc bien raison de parler de tentative timide. C'est, en effet, bien peu et largement insuffisant. Une charte du contribuable valable devrait certainement tenir compte de manière plus approfondie de l'environnement fiscal.

Elle devrait être axée, en tout premier lieu, sur une simplification du système fiscal dans son ensemble pour le rendre plus transparent au contribuable. Elle devrait également améliorer le rapport de force administré-administration en faveur du contribuable, car c'est là que le bât blesse particulièrement.

La majorité des contribuables qui n'ont pas les moyens financiers de s'offrir les services d'un expert fiscal extérieur à l'administration se trouvent bien dépourvus et désarmés en face des fonctionnaires spécialisés. Et, bien que, d'une manière générale, ceux-ci soient bien disposés, même compréhensifs, et certainement pas les *Torquemada* décrits par certains, sauf exceptions malheureusement, il se passe un jeu d'influences qui n'est absolument pas sain et qui se conclut quasi toujours au détriment du contribuable ordinaire.

Simplification absolument nécessaire du système, mais aussi de tous les formulaires que le contribuable doit « digérer », meilleure information, voilà ce qu'on espérait trouver dans ce projet de loi, mais on est loin du compte.

Venons-en au deuxième objectif, celui touchant la répression des infractions fiscales.

Monsieur le ministre, vous pouvez déclarer tout ce que vous voulez, mais vous ne pourrez jamais dissiper le préjugé défavorable du contribuable ordinaire envers ce projet de loi parce qu'il se rend compte de quel milieu il émane et quels intérêts il pourrait protéger.

Même si l'on n'admet pas les propos exagérés qui sont tenus concernant la répression des infractions aux lois fiscales, annonçant par exemple la disparition de l'ISI ou le démantèlement de moyens de recherche et de poursuite de la fraude, même si l'on admet qu'un prévenu n'est pas un condamné, donc qu'un prévenu fraudeur n'est pas un fraudeur, vous ne pourrez empêcher que s'ancre le sentiment, fondé à mon avis, que les dispositions que vous proposez auront beaucoup plus pour effet de freiner la répression de la grosse fraude que de protéger le contribuable honnête de la furia des inquisiteurs du fisc.

Comme je l'ai dit au début de mon intervention, il convient peut-être de se poser la question de savoir si c'est un bon objectif que de vouloir mettre sur le même pied un prévenu fraudeur et un prévenu de droit commun et s'ils doivent recevoir le même traitement en cas de condamnation. Pour ma part, je n'en suis pas convaincu.

Je dirai plutôt, avec M. Henrion, dans les développements de sa proposition de loi du 10 octobre 1979, que, par leur caractère exemplaire, les poursuites publiques doivent faire mieux comprendre le caractère antisocial des fraudes et influencer ainsi la conscience collective.

Si l'on décide cependant, dans un souci légitime de protection des individus et de respect des droits de l'homme, d'aligner le droit fiscal sur le droit commun, il faut le faire sans arrière-pensée et complètement, sans y déroger à plusieurs reprises comme dans l'article 57 et l'article 62 ainsi que chaque fois, mais ce n'est sans doute qu'une coïncidence, qu'il est question de limiter la répression des infractions fiscales.

Je ne reprendrai pas les nombreux arguments qui ont déjà été avancés pour démontrer que la « réforme » projetée est finalement mal justifiée.

A part l'installation d'un supplément de substituts du procureur du Roi qui, de toute façon, seront bien utiles étant donné l'ampleur de l'arrière judiciaire, nous ne pouvons appuyer l'ensemble des autres mesures de ce volet. Nous avons d'ailleurs déposé une série d'amendements visant à le rendre acceptable.

Pour conclure, je voudrais mettre l'accent sur deux points dont on n'a pas parlé dans la discussion et qui, pourtant, nous semblent très intéressants.

A notre avis, la tendance générale actuelle qui va vers la diminution des peines d'emprisonnement, voire leur disparition dans certains cas, déjà en voie d'application en matière fiscale depuis 1982 et renforcée

aujourd'hui, devrait être poursuivie, notamment par le biais de la réforme pénale en cours.

On se demande d'ailleurs pourquoi il n'a pas été prévu de modifier l'article 40 du Code pénal en ce qui concerne l'emprisonnement subsidiaire.

La prison, sauf cas rarissimes, n'amende pas les condamnés mais coûte très cher à la collectivité.

Il nous semble dès lors digne d'intérêt de s'orienter vers d'autres modes de répression en matière fiscale, qui soient davantage de nature à permettre l'application du principe général selon lequel l'auteur de toute infraction est tenu de réparer le dommage causé.

Ce serait certainement beaucoup plus profitable à la société.

Dans cette optique, il pourrait être donné, dans certains cas, une peine de substitution consistant en l'imposition, aux fraudeurs condamnés, de normes comptables particulières et de la tenue de documents spéciaux, voire de conditions du type de celles posées en cas de libération conditionnelle.

Il faudrait également permettre à l'administration de récupérer un maximum des impôts éludés et, si possible, des amendes administratives. Pour ce faire, il serait nécessaire d'autoriser l'échelonnement des paiements sur une très longue période afin de donner la possibilité au contribuable de s'acquitter de sa dette envers la collectivité et de réparer les dommages qu'il lui a causés.

Cette façon de faire risquerait moins de mettre en péril le tissu économique et d'aboutir à la destruction d'entreprises ou à la suppression d'emplois.

Ces dernières propositions nécessiteraient la mise en vigueur d'une réforme importante des Codes fiscal et pénal.

En attendant, il nous paraît souhaitable que la collectivité soit dotée de moyens lui permettant d'obtenir la réparation complète à laquelle elle a droit, chaque fois que cela s'avère possible. Un moyen, par exemple, serait de donner à l'administration, comme au ministère public, la capacité d'agir dans un délai nettement plus long qu'aujourd'hui, sans que la prescription joue.

C'est la teneur d'un amendement que nous avons introduit et que j'aurai l'occasion de défendre ultérieurement. (*Applaudissements sur les bancs Ecolo, Agalev.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Kerpel.

De heer De Kerpel. — Mijnheer de Voorzitter, het toeval wil dat de bedenkingen die ik wens te maken bij het hoofdstuk III van dit ontwerp eigenlijk minder gericht zijn tot de minister van Justitie dan tot de regering in het algemeen en de minister van Financiën in het bijzonder. Ik ben ervan overtuigd dat de vertegenwoordiger van de regering die thans aanwezig is even goed als — of misschien nog beter dan — Vice-Eerste minister Gol de regering zal inlichten over wat ik heb te zeggen.

Voorafgaandelijk wil ik mijn verwondering uitspreken en vragen stellen nopens het feit dat deze algemene beraadslaging voortijdig werd afgebroken, waardoor mijn uiteenzetting na het antwoord van de minister enigszins uitgehold kan klinken.

Van meet af aan wens ik duidelijk te stellen dat de CVP-fractie, evenzeer als om het even wie, bezorgd is om de rechtszekerheid van de burgers, en meer speciaal van de belastingplichtige. Gezien hoofdstuk III van het ontwerp ertoe strekt deze rechtszekerheid te verfijnen, kunnen wij er dan ook mede instemmen.

Tijdens de bespreking in de verenigde commissies voor de Justitie en de Financiën — collega Weckx heeft dit reeds aangehaald — is overigens gebleken dat, afgezien van het traditioneel geharrewar tussen de meerderheid en de oppositie, er een zekere consensus bestond over een groot aantal bepalingen van dit ontwerp. In die omstandigheden is het toch wel verwonderlijk dat dit ontwerp zoveel deining heeft verwekt bij onze bevolking. Gevoelgeladen argumenten, zowel *pro* als *contra*, schieten vaak het doel voorbij en overstijgen het reële opzet van het wetsontwerp.

Persoonlijk denk ik dat deze reacties in ruime mate te wijten zijn aan het feit dat hoofdstuk III van dit ontwerp door sommigen werd begiftigd met de pompeuze naam « het handvest van de belastingplichtige ». Deze betiteling lijkt, ten aanzien van de juiste draagwijdte van de behandelde materie, sterk overdreven en werd klaarblijkelijk ingegeven door motieven van politieke aard.

Ik heb dit bijzonder spijtig gevonden, omdat deze term de idee oproept als zou de belastingplichtige in België, in de regel, het zwak, weerloos

slachtoffer zijn van een almachtige, onmenselijke maar vooral onrechtvaardige belastingadministratie. Sommigen spraken zelfs van een zogenaamde « fiscale inquisitie ».

Een dergelijke voorstelling van zaken is verwerpelijk. Zij is allereerst onjuist. De cijfers verstrekt door de minister over het aantal door de belastingen ingediende klachten bij het parket — 156 in 1984 — zijn verhelderend. Maar veel erger vind ik de psychose, die aldus wordt geschapen, en die zonder enige twijfel tot gevolg heeft dat een aantal belastingplichtigen, die voordien nooit enig conflict hadden met het bestuur, zich voortaan, zonder reden, onveilig zullen voelen en bijgevolg geprikkeld gaan reageren wanneer zij in contact komen met belastingambtenaren.

Welnu, mijnheer de Voorzitter, de belastingambtenaren hebben het al moeilijk genoeg, en ik wou van deze gelegenheid gebruik maken om de aandacht van deze vergadering te vestigen op de bijzonder moeilijke omstandigheden waarin zij hun delicate opdracht uitoefenen.

De heer Luyten. — Zeer juist.

De heer De Kerpel. — Dit heeft tot gevolg dat zij zelf dagelijks aan stress onderhevig zijn maar vooral dat de fiscale wetten zo slecht worden toegepast dat ettelijke miljarden verloren gaan voor de staatskas.

Op de eerste plaats wou ik de aandacht van deze vergadering vestigen op het schromelijk gebrek aan mankracht in de belastingadministraties. Bijzonder kenschetsend is de situatie in het bestuur van de Directe Belastingen, waar het kader sinds vele jaren niet meer werd aangepast en waar nochtans op basis van dit achterhaald kader ruim 600 eenheden te kort zijn, met het gevolg dat ook in deze diensten, ondanks het bijzonder confidentieel karakter van de behandelde dossiers en de ingewikkeldheid van de toe te passen reglementeringen, talrijke tewerkgestelde werklozen worden ingezet. Zij worden vaak na enkele maanden omgewisseld en er zijn geen waarborgen van kwalificatie en moraal en evenmin van opleiding. Het resultaat hiervan is de volledige ontreding van deze diensten en het feit dat het niet meer mogelijk is aan de burgers een fiscaal gelijke en vooral rechtvaardige behandeling te waarborgen.

Een treffende illustratie van deze ontreding vormt het centraal taxatiekantoor van Brussel, waar van een effectief van 59 eenheden tewerkgesteld in 1981, einde 1985 nog slechts 35 statutaire, behoorlijk opgeleide en bediende ambtenaren beschikbaar zijn, bijgestaan door een tiental tewerkgestelden met tijdelijk statuut. Het moet dan ook geen verwondering wekken dat Brussel doorgaat voor het fiscaal paradijs van België!

Op de tweede plaats wou ik bij deze gelegenheid de aandacht vestigen op de enorme achterstand, die onze fiscale administraties hebben opgelopen op het stuk van hun materiële uitrusting, vergeleken met de mogelijkheden die momenteel bestaan zowel qua kantooruitrusting als qua aanwending van informaticatechnieken.

Het klinkt misschien prozaïsch, maar alle belastingambtenaren beklaagen zich spontaan over een tekort, niet alleen aan dicteerapparaten, tekstverwerkers en dies meer, maar zelfs aan rekenmachines, kasregisters, fotokopieertoestellen en doodgewoon meubilair. Maar daar komt bij dat er tot dusver bij het ministerie van Financiën nog helemaal geen sprake is van een geïntegreerd systeem van informatica, een geïntegreerd systeem waarbij de verschillende besturen van het departement in onderling contact gegevens over de belastingplichtigen uitwisselen en verwerken en waarbij daarenboven een bestendige georganiseerde samenwerking wordt nagestreefd met de andere openbare diensten.

De oudsten onder ons kunnen zich voorzeker de fiscale hervorming van 1962 herinneren waarbij werd gestreefd naar een globalisatie zowel van alle inkomsten als van alle voorheffingen met een jaarlijkse afrekening.

Deze hervorming is schromelijk mislukt omdat zij een kwarteeuw te vroeg is gekomen en men ondertussen nog geen gebruik heeft kunnen maken van de moderne informaticatechnieken die thans onbegrensde mogelijkheden bieden voor de verzameling, de rangschikking en vooral de confrontatie van massale informaties. Talrijke bediende-ambtenaren van onze belastingdiensten ergeren zich bovenmatig over de vertraging waarmee de Staat zijn fiscaal apparaat moderniseert. Bij velen onder hen is de ergernis omgeslagen in moedeloosheid, wanneer zij de jongste dagen in de pers een aantal echo's hebben waargenomen waaruit blijkt dat zij daarenboven nog onheus worden bejegend.

Op de derde plaats zal ik het enkele ogenblikken hebben over het wettelijk arsenaal waarover de ambtenaren beschikken om hun opdracht

te vervullen en de subtiële nuance tussen belastingfraude en belastingontwijking.

Inzake de fiscale fraude wordt in dit wetsontwerp terzelfder tijd geslagen en gezalft. De rechterlijke macht wordt beter uitgerust om fiscale fraude op te sporen en te straffen. De aanstelling van een vijftiental substituten, gespecialiseerd in fiscale aangelegenheden, moet het gerecht normaliter toelaten doelmatiger in te grijpen. Deze verfijning van het gerechtelijk apparaat mag evenwel geen voorwendsel zijn om de uitvoerende macht, inzonderheid waar het gaat over de concrete toepassing van artikel 242 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, te ontmantelen.

Ter zake hebben wij met voldoening kennis genomen van de verklaringen, door de minister afgelegd in de verenigde commissies voor de Justitie en de Financiën en luidens welke « het ontwerp geen afbreuk doet aan het bestaan, de middelen en de bevoegdheden van de Bijzondere Belastinginspectie, evenmin als aan die van welke andere belastingadministratie ook ». Ik verwijs hiervoor naar bladzijde 19 van het verslag.

Nog altijd in verband met de belastingfraude wil ik in dezelfde gedachting nog even stilstaan bij de bepalingen vervat in de artikelen 60, 69, 79, 85, 92, 100 en 106 waarbij de meldingsplicht van ambtenaren, in het algemeen ingeschreven in artikel 29 van het Wetboek van strafvordering, voor de belastingambtenaren wordt gemoduleerd zodat de belastingambtenaren zich niet meer rechtstreeks in verbinding dienen te stellen met de procureur des Konings maar dat er een filter wordt ingebouwd. Daardoor wordt concreet op het terrein, namelijk in de belastingdiensten, een totaal nieuwe toestand geschapen zowel ten aanzien van de ondergeschikte ambtenaren als ten aanzien van de gewestelijke directeurs en de directeur-generaal van de Bijzondere Belastinginspectie. Aan de betrokkenen zullen dan ook precieze richtlijnen moeten worden gegeven omtrent de manier waarop zij zich in deze nieuwe wettelijke context zullen moeten gedragen.

Er rijzen ter zake veel vragen. Ik mag toch veronderstellen dat het niet de bedoeling is geweest van de minister de ondergeschikte ambtenaren te verhinderen zich rechtstreeks te wenden tot de gewestelijke directeur of de directeur-generaal van de Bijzondere Belastinginspectie?

Indien men het personeelslid verplicht, zelfs voor deze interne aangiften de hiërarchische weg te volgen, dan moet dit nauwkeurig worden gereguleerd, derwijze dat het betrokken personeel weet waaraan zich te houden en vooral dat het zich in voorkomend geval zou kunnen disculperen wanneer het bij toepassing van artikel 29 van het Wetboek van strafvordering zou worden vervolgd voor niet-aangifte of het niet-naleven van de verplichting die daarin is vervat. Er zijn dus bijkomende onderrichtingen nodig voor het ondergeschikt personeel, maar niet alleen voor het ondergeschikt personeel.

Dit is nog veel meer het geval voor de gewestelijke directeurs en voor de directeur-generaal van de Bijzondere Belastinginspectie zelf. Wanneer die ambtenaren de machtiging gaan verlenen om een dossier al dan niet over te zenden aan de procureur, dan moet ter zake een zekere coördinatie worden tot stand gebracht en een zekere eenheid van visie tussen de verschillende gewestelijke directeurs van het land.

Men kan verwachten dat, zoals het reeds het geval is voor de procureurs-generaal ten opzichte van de procureurs, daaromtrent precieze indicaties zullen worden verschaft. De bevolking, en vooral de gewetensvolle belastingbetaler, verwacht van de regering dat de zogenaamde filter niet zal ten gevolge hebben dat de vervolging van de fiscale misdrijven nog zeldzamer wordt dan tot nu toe het geval is.

Ik vraag dan nogmaals, zoals ik reeds gedaan heb in de commissie, ons zo spoedig mogelijk in kennis te stellen van de instructies die ingevolge de nieuwe wet zullen worden gegeven zowel aan het ondergeschikt personeel als aan de gewestelijke directeurs en de directeur-generaal van de Bijzondere Belastinginspectie.

Het verheugt ons dat het wetsontwerp verscheidene bepalingen bevat waardoor de praktijken van belastingontwijking in een aantal gevallen worden verhinderd of bemoeilijkt. Dit mag ons nochtans niet beletten de vraag te stellen of onze belastingadministratie wel beschikt over de nodige wettelijke middelen om de belastingontwijking te bestrijden. Ontwijking betekent immers dat men op een volkomen legale wijze zijn juridisch statuut verandert, zodat de situatie waarin men belastbaar is, juridisch ophoudt te bestaan; dit is dus ontwijking in rechte. Een andere ontwijkingstechniek bestaat erin alleen de feitelijke grondslag tot heffing weg te nemen.

Door de fiscale wetgeving wordt alleen het overtreden van de belastingwet als strafbaar aangezien, en dit laatste doet men niet als men belastingen ontwijkt of vermijdt. Niemand kan worden gestraft voor iets dat

door de wetgever niet in een wet is vastgelegd. Dit betekent onder meer dat de strafwetgeving als uitzonderingswetgeving niet analogisch kan worden uitgebreid.

Het Hof van Cassatie heeft in het befaamde arrest-Brepols van 6 juni 1961 dan ook uitdrukkelijk als regel gesteld dat de belastingplichtige het recht heeft om de weg van de minste belastingweerstand te kiezen, op voorwaarde dat hij alle juridische consequenties aanvaardt die daaraan verbonden zijn. Verbergt of vervormt hij sommige juridische consequenties, dan is er sprake van simulatie en kan de daad als ontduiking worden gecatalogeerd.

Een echte belastingvermijding is dus een legale optie. Dit is nochtans een zuivere juridische benadering. In een economische benadering daarentegen is het juridische onderscheid tussen ontduiken en ontwijken veel minder relevant. Zowel ontduiken als ontwijken vermindert de overheidsinkomsten. Beide zijn concurrentievervalsend en beide vertekenen de door het progressieve belastingstelsel nagestreefde doel van de billijker herverdeling van de inkomens. In die zin is belastingontwijking trouwens nefaster voor de herverdeling omdat ze, zoals wetenschappelijk bewezen werd, een privilege is voor de rijkere en omdat het om grotere bedragen gaat.

Men kan zich afvragen of bepaalde handelingen die economisch en moreel als ontduiking van belastingen moeten worden aangezien, maar door de strikte interpretatie van de wet als belastingontwijking worden beschouwd, toch niet moeten worden bestreden. Zoals ik zoeven zei, zijn in deze fiscale wet maatregelen opgenomen die een aantal ontwijkingsmechanismen onmogelijk maken. De vindingsrijkheid van de belastingontwijker in het vinden van gaten in de belastingwetgeving is echter groot en de wetgever loopt meestal achterop bij het sluiten van de vluchtwegen.

In het buitenland, waar men met dezelfde wantoestanden geconfronteerd wordt, maar waar de tolerantie tegenover de fraude minder groot schijnt te zijn dan in België, is het juridische arsenaal van de fiscus uitgebreid met instrumenten om de ontwijking op permanente wijze te bestrijden.

Zo bestaat onder andere in Nederland en Zweden het principe dat niet naar de vorm van een transactie moet worden gekeken, maar wel naar het economisch resultaat. Indien het enige motief van een transactie de belastingontwijking is, dan wordt deze transactie ofwel onbestaande verklaard ofwel belast volgens de economische substantie en niet volgens de juridische vorm. Het verbod van de analogische uitbreiding van de fiscale wetgeving heeft België gemeenschappelijk met andere landen waar de fiscale wetgeving minder gesofistikeerd is en de fraude welig tiert.

Uiteraard geeft het hierboven beschreven systeem een ruimere interpretatiebevoegdheid aan de rechter, wat sommigen in strijd kunnen achten met de filosofie van de wetgeving in ons land. Momenteel wordt door de rechterlijke macht nochtans het principe gehuldigd dat de interpretatie van de fiscale wetten volgens hun economische gronden verboden is.

Mijns inziens zou in de wet moeten worden ingeschreven dat artificiële constructies die worden opgezet met het doel belastingen te ontwijken — vele van deze constructies vallen niet onder het begrip simulatie, dat in de Belgische rechtspraak zeer omzichtig gehanteerd wordt —, ofwel nietig moeten worden verklaard, ofwel moeten worden genegeerd, zodat belasting kan worden geheven op de meest overeenstemmende economische transactie die wel belastbaar is.

Tot besluit van mijn betoog, wou ik er mijn spijt over uitdrukken dat de jongste maanden met zoveel woorden wordt gesproken over de bescherming van de belastingplichtige, zonder dat daarbij, *mutatis mutandis*, de fiscale misdrijven werden gebrandmerkt als een bijzonder verwerpelijke vorm van incivismisme.

Ik vraag mij zelfs af waarom, parallel met de afkondiging van dit zogenaamd « handvest van de belastingplichtige », de regering geen initiatief zou nemen om onze bevolking te doen begrijpen dat, als wij dan fier zijn op onze welvaartsstaat, de middelen daartoe nimmer of nooit uit de hemel vallen, maar onveranderlijk moeten worden geput uit de zak van de belastingplichtige. Als de belastingplichtige zich daaraan onttrekt, dan maakt hij zich noch min noch meer, schuldig aan diefstal, niet alleen ten opzichte van de gemeenschap, maar vooral ten opzichte van zijn medeburgers. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De heer Luyten. — Dat is het echte incivismisme. En nu, Maurits, gaat u tegenstemmen.

M. Eicher. — Je suppose qu'après cela vous n'allez pas voter oui.

M. le Président. — La parole est à M. Taminiaux.

M. Taminiaux. — Monsieur le Président, dans l'exposé des motifs, on peut lire que « le chapitre III du présent projet de loi tend à réaliser les engagements pris par le gouvernement dans la déclaration qu'il a faite au Parlement le 29 novembre 1985 en annonçant qu'il accroîtrait la sécurité juridique des contribuables ».

Lors de son allocution devant les commissions réunies de la Justice et des Finances, M. le ministre de la Justice a notamment souligné son souci d'une « meilleure information et de meilleures relations entre le contribuable et l'administration », ce qui rencontre aussi — faut-il le dire? — nos préoccupations.

A l'opinion publique, on a parlé de « charte du contribuable ». Mots merveilleux! Enfin, se disent les bonnes gens, nous allons être protégés. Des mots magiques qui sécurisent tout de suite! Oui, mais aussi des mots qui abusent, des mots qui trompent. Pour certains: des lettres sur une étiquette, rien de plus. Une étiquette qu'on collerait inutilement sur la bouteille du plus faible, du plus vulnérable, le chômeur, par exemple. Car, pour lui, cette bouteille de protection supplémentaire qu'il attendait aussi, est tellement vide qu'elle n'a besoin ni de bouchon ni d'étiquette. Et on peut la retourner dans tous les sens; la bouteille de ce petit peuple défavorisé ne risque pas de perdre son contenu de sécurité nouvelle.

Le nouveau cru de protection juridique est arrivé. Mais ce n'est pas pour tout le monde! Le chômeur n'en verra pas une goutte dans son verre. Ce vin-là n'est pas pour lui! C'est simple: On n'y a même pas pensé!

Eh oui! C'est vrai — et c'est humain —, on défend d'abord ceux qu'on aime, ceux qu'on connaît bien! Accepte-t-on de gaieté de cœur de voir ses amis contraints de subir des peines d'emprisonnement, de payer des amendes considérables et d'être livrés à la vindicte publique? Non, n'est-ce pas?

Et en plus, tout cela parce que des fonctionnaires se prennent au sérieux, font du zèle! Du moins, c'est ce qu'on raconte sans le prouver! Il n'est pas possible qu'on traite ainsi des contribuables. L'image du bourgeois bien pensant est brouillée. C'est inadmissible. Les lois sont mal faites. Fini tout cela! Il faut démanteler cette mécanique. Que le fonctionnaire ne soit plus que témoin! C'est bien suffisant.

Et quelle importance si le personnel de l'Inspection spéciale des impôts a déjà récupéré, en peu de temps quand même, plus de dix milliards de francs de fraude fiscale qui avaient échappé au Trésor public? Mais il est vrai que, pour certains, frauder l'Etat, ce n'est pas frauder. Et puis, si les fraudeurs ne paient pas, que le gouvernement prenne des mesures pour trouver l'argent qui manque au fisc, qu'il fasse payer les plus nombreux! Ah oui! C'est exact: les travailleurs et ceux qui vivent de revenus de remplacement sont les plus nombreux et ils paieront! Les décisions du conclave de Val-Duchesse le prouvent de manière éclatante. Même pour le chômeur, et j'y reviendrai encore à un autre moment dans la discussion du premier chapitre de votre projet.

En effet, dois-je rappeler que le chômeur et sa famille sont aussi des contribuables? Pour ma part, je ne conçois pas qu'on effectue une véritable marche arrière dans le traitement et la sanction de la fraude fiscale alors qu'on n'envisage pas du tout la protection du chômeur, dans son statut de chômeur. D'un côté, on offre des garanties à ceux qui sont susceptibles de voler ou d'avoir volé l'Etat et, de l'autre, on ignore superbement la nécessité de protéger ceux qui ont des revenus diminués, comme les chômeurs. Et pourtant, il est fréquent que ceux-ci soient l'objet d'une véritable insécurité juridique. Et je vais le prouver!

Les fonctionnaires des Contributions, de l'Inspection spéciale des impôts, de la TVA, de l'Enregistrement et des Domaines ne seront donc plus que témoins dans le jugement des fraudes fiscales.

D'autres l'ont dit avant moi, ces agents de l'Etat ne pourront donc plus être requis comme experts, ni participer aux perquisitions, ni fixer le montant des taxes.

Mais vous savez comme moi que le chômeur, lui, doit toujours supporter des sanctions qui sont prises à son égard directement par le fonctionnaire responsable de l'Onem. Ces sanctions peuvent aller jusqu'à la privation des allocations de chômage, comme si l'on attribuait à ce fonctionnaire le droit particulièrement désagréable d'enlever la dernière tartine de la bouche du chômeur. Mission infernale!

Je vais m'expliquer. Je me rappelle que, lors de la discussion en séance publique des décisions du conclave de Val-Duchesse, il a souvent été répondu aux intervenants de l'opposition qu'ils se trompaient lorsqu'ils

parlaient d'exclusion, car le régime proposé mentionnait la suspension et non pas l'exclusion du chômage.

Pourtant, il est clair que l'exclusion existe toujours, et je vais vous citer quelques cas vécus qui prouvent à quel point il est nécessaire de protéger juridiquement le chômeur.

Un chômeur est surpris d'abord en train de peindre la corniche de l'habitation d'une vieille voisine et puis, un peu plus tard, occupé à réparer un mur mitoyen dans le fond de son jardin. Il certifie n'avoir pas touché un franc pour ce travail, mais il a été dénoncé. Il a dû rembourser une semaine d'indemnités, a été exclu pour huit semaines et, du fait de la récidive, il a été exclu définitivement, et cela après moins d'un an de chômage! Mais ce n'est pas tout! Il a ensuite été condamné à trois mois de prison, avec sursis quand même, par le tribunal civil.

Voilà jusqu'où peut mener un simple manque d'information. Car, en effet, l'intéressé aurait dû savoir qu'il devait avertir l'Onem avant d'entreprendre des travaux bénévoles. Il ne le savait pas et n'imaginait certainement jamais que, pour avoir rendu service, il serait puni, si durement puni!

Un autre cas m'a été rapporté. C'est celui d'un chômeur qui est invité l'avant-midi à se présenter pour un emploi l'après-midi du même jour, dans une entreprise. Malheureusement, il n'arrive pas à s'organiser dans l'immédiat car il devait prendre des dispositions pour ses enfants et son épouse. Il a été pénalisé de vingt-six semaines.

Et cette mère de famille qui vit seule avec ses deux enfants et à laquelle on propose un emploi qui, elle le sait, est déjà occupé. Elle a déjà répondu à tant de demandes de ce genre qu'elle ne s'y présente pas. On lui inflige suspension et remboursement de trente-deux semaines d'allocations de chômage.

Et il y a aussi ces fameux motifs qu'on qualifie d'« conduite notoire ». Ces deux mots, par eux-mêmes, contiennent des notions qui peuvent faire appel à l'arbitraire. Bien sûr, il faut éviter que cette conduite amène des revenus supplémentaires — vous voyez ce que je veux dire — ou, au contraire, dilapide les indemnités, au détriment de la famille.

Mais savez-vous que l'Onem a le droit d'enquêter sur la vie privée? Savez-vous que, même avec un certificat de bonnes vie et mœurs, vous pouvez tomber sous l'application de ces dispositions?

Que penserait-on de mesures qui viseraient à supprimer les revenus à tous les éthyliques? Des suspensions de plusieurs semaines ont pourtant déjà été prononcées en vertu de ces motifs.

Bien sûr, vous me direz qu'il existe un recours au tribunal du travail, mais reconnaissez que ces dispositions légales ouvrent la porte à de nombreuses possibilités d'abus.

De telles dispositions existent-elles à l'égard des plus riches? Il y a là encore deux poids, deux mesures.

Qu'en est-il donc de la protection juridique du plus démuné?

Je pourrais citer encore bien d'autres exemples mais je terminerai en faisant référence à un article paru dans *Le Soir* du 9 janvier dernier. Il s'agissait d'un jeune chômeur, exclu du chômage et obligé de rembourser des allocations pour un montant d'environ 50 000 francs. Pour régler ce conflit entre ce chômeur et le bureau régional de l'Onem de Mons, pour qu'une décision soit prise devant le tribunal du travail, il aura fallu huit ans et le tribunal a conclu en spécifiant que « l'Onem a violé le principe général des droits de la défense puisque le demandeur — donc, le chômeur — n'a pas été avisé des griefs que l'Onem articulait contre lui et n'a pas eu un délai suffisant pour présenter utilement sa défense ».

Ces problèmes de protection juridique du chômeur sont donc bien réels. Parfois, ils sont d'autant plus insupportables qu'ils surviennent suite à des dénonciations anonymes et à l'usage d'une démarche de bas étage, comme la délation.

Vous accordez des droits à ceux qui sont suspectés de fraude fiscale mais il ne vous vient pas à l'idée, à cette occasion, de penser à la défense des droits fondamentaux de ceux dont les ressources, déjà si maigres, risquent d'être supprimées. C'est symptomatique mais c'est votre choix politique, tout simplement!

Et dans ma région qui compte quelque 18 000 chômeurs, il arrive que l'on compare ces attaques contre les chômeurs avec une information qui circule selon laquelle plus de 50 p.c. des titulaires de professions libérales ne paient pas d'impôts car ils déclarent des revenus inférieurs au minimum taxable...

Je sais que cette matière est délicate car plusieurs petits indépendants vivent très difficilement et certaines professions libérales rapportent peu, surtout pour les jeunes qui débutent. Je serai donc prudent. Mais ce

pourcentage m'interpelle et je souhaiterais que M. le ministre des Finances puisse le faire vérifier.

Ne serait-il pas possible qu'il nous soit fourni, pour chaque bureau régional des Contributions, les chiffres exacts en cette matière pour l'année 1985.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Savez-vous, monsieur Taminiaux, ce que gagnent les avocats stagiaires?

M. Taminiaux. — Je l'ai dit, monsieur le Vice-Premier ministre, je suis prudent et je demande qu'il soit procédé à des vérifications.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — De quelle région s'agit-il?

M. Taminiaux. — De la région du Centre.

M. Moureaux. — Vous abordez un sujet dangereux, monsieur le ministre. Vous n'avez jamais organisé la rémunération des avocats stagiaires.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Que dites-vous là? Vous savez très bien qu'un système est mis en place depuis trois ans et que 75 millions sont inscrits à mon budget à cette fin.

M. Moureaux. — Vous avez mis trois ans pour mettre ce système en vigueur.

M. Taminiaux. — De plus, ne pourrait-on pas connaître également pour 1985 et pour chaque bureau régional de l'Onem : le nombre et la durée des mesures de suspension des allocations de chômage; le nombre d'exclusions définitives; le montant total des remboursements réclamés?

Je pense que des informations exactes et complètes seront utiles pour nous éclairer et nous aider à forger notre jugement.

Messieurs les ministres, chers collègues, les situations vécues que je viens de vous décrire brièvement, reflètent une réalité que vous n'avez pas abordée dans votre projet et je le regrette vivement, car elle touche les plus désarmés et les plus vulnérables d'entre nos citoyens.

Quoi que vous en disiez, les mesures que vous vous apprêtez à faire entrer dans notre législation constituent un recul en matière de dissuasion de la fraude fiscale.

Que ce soit par le rétrécissement du rôle des fonctionnaires, par l'alignement du droit pénal fiscal sur le droit pénal commun, vous modifiez les dispositions existantes en instaurant un régime qui ne fait plus de la fraude fiscale un délit très grave et particulier tel qu'il était appréhendé précédemment.

J'ai tenu à vous montrer qu'il y avait aussi et surtout des mesures à prendre pour la protection juridique du plus faible, et plus spécialement du chômeur, qui déjà privé du droit au travail, amputé d'une partie importante de ses ressources et affaibli dans sa dignité humaine, est livré à des décisions qui peuvent être arbitraires et graves au point de le priver de revenus pour lesquels il a cependant cotisé.

Je ne suis évidemment pas opposé à la protection juridique du citoyen, bien au contraire, mais comment allez-vous expliquer à l'opinion publique le soin avec lequel vous traitez les fraudeurs, pendant que vous laissez les chômeurs languir au fond des oubliettes de vos châteaux, qu'ils soient de Val-Duchesse ou d'ailleurs?

Une fois de plus, la balance de la justice penche en faveur des forts. Le fléau s'incline comme vous le souhaitez! Vous laissez à des fonctionnaires de l'inspection régionale de l'Onem toutes les responsabilités en matière d'enquête, de jugement de sanction concernant les infractions au règlement du chômage, et ce alors que l'action répressive peut aboutir à la suppression pure et simple des allocations! C'est quasiment une atteinte au droit de vivre!

Vous avez déterminé vos priorités. Vous connaissez les nôtres. Votre charte du contribuable est une duperie pour tous ceux que je viens de citer, car elle ignore la protection des plus démunis tout en offrant des garanties à ceux qui auraient préjudicié l'Etat.

En notre âme et conscience, nous ne pouvons l'accepter. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Monsieur le Président, je voudrais simplement, afin que les trois membres qui sont intervenus après ma réponse, ne se sentent pas frustrés, apporter brièvement certains éléments d'information. Je reste à la disposition du Sénat pour répondre, lorsque nous aborderons l'examen des articles, quant aux amendements introduits.

Il est vrai que les points qui ont été évoqués dans les dernières interventions, en particulier par MM. De Kerpel et Taminiaux, ont été développés par d'autres membres de cette assemblée ou le seront à l'occasion de l'examen des amendements.

M. De Kerpel demande notamment que le Parlement ait connaissance le plus rapidement possible des instructions internes à l'administration qui seront prises après l'adoption de la loi, notamment l'unification de la jurisprudence des directeurs régionaux et des rapports hiérarchiques au sein de l'administration. Bien entendu, je pense que le ministre des Finances se fera un plaisir de communiquer ces informations lorsque la loi entrera en vigueur.

Il convient que le gouvernement informe mieux la population sur le caractère incivique de la fraude fiscale qui est une infraction grave si elle est organisée, « vicieuse et malicieuse » comme le soulignait M. Henrion. Je n'ai pas dit autre chose dans mon intervention. Plusieurs membres du gouvernement, en même temps que moi et avant moi, l'ont déclaré publiquement.

A M. Taminiaux, le dernier intervenant, je ne vois pas que répondre. Son discours, de nature essentiellement politique, se serait mieux inséré dans la discussion générale de l'ensemble du projet de loi que dans celle de ce chapitre III dont nous venons de terminer l'examen.

M. de Wasseige. — Pas du tout !

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Nous nous préoccupons évidemment de certains abus qui peuvent exister dans l'application de la législation sur le chômage. C'est une des raisons pour lesquelles nous veillerons, dans les arrêtés à prendre avant la fin du mois de juillet, à nous préoccuper de certaines matières relatives aux cohabitants. Par ailleurs, nous nous préoccupons aussi de l'application équitable et correcte de la législation sociale.

C'est la raison pour laquelle la déclaration gouvernementale prévoit qu'après la charte dont nous parlons actuellement, une charte de l'assuré social fasse également l'objet d'un projet de loi.

M. Trussart voudrait soit la suppression de l'article prévoyant la suspension ou la démission de l'intérêt de retard après 18 mois, soit sa mise en vigueur seulement lorsque l'arriéré de l'administration des Contributions sera revenu à un niveau inférieur à celui qu'il atteint aujourd'hui. Il craint, en effet, que l'existence de ce délai amène l'administration à donner systématiquement raison au contribuable — je pense qu'il se fait des illusions —, avec, comme conséquence, une perte de recettes pour le Trésor.

Cette crainte est non fondée car l'administration garde la possibilité d'instruire le dossier, même après 18 mois. Seul, l'incitant additionnel que constitue le paiement de l'intérêt de retard disparaît mais le principal reste évidemment exigible.

C'est une garantie pour le citoyen qu'on ne pourra laisser traîner une réclamation éternellement à ses frais. C'est le citoyen que nous voulons protéger par ce projet et non les abus de l'administration. M. Trussart souhaite le maintien et non la suppression du cumul obligatoire des sanctions pénales. Il est donc extrêmement répressif et il veut sanctionner le caractère antisocial de la fraude fiscale. C'est un point de vue qui rejoint d'ailleurs celui de M. Taminiaux. Il estime qu'il faut faire deux justes, une justice fiscale plus sévère et une justice pénale ordinaire moins sévère. Il me semble être en contradiction avec d'autres orateurs de l'opposition qui ont reconnu qu'il ne fallait pas deux droits pénaux différents...

M. Moureaux. — Vous le faites dans l'autre sens.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — ... mais qu'il fallait au contraire essayer d'éviter des sanctions pénales différenciées ou en tout cas leur application différenciée.

M. Trussart. — Il n'a pas été question de cela dans mon intervention, monsieur le ministre.

M. Lallemand. — Je crois que vous avez mal compris M. Trussart.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Vous avez bien contesté le cumul obligatoire des sanctions pénales, monsieur Trussart ? Si vous le souhaitez, je puis me dispenser de répondre !

La simplification de la réglementation et l'amélioration de l'information du contribuable, voilà, d'après M. Trussart, ce que le projet aurait dû contenir.

Je pense effectivement que cette coordination doit être faite et le gouvernement souhaite cette simplification des dispositions fiscales. C'est à cette fin qu'il a désigné une commission royale formée de quatre spécialistes.

M. Moureaux. — La charte *bis* !

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Son rapport devra être remis à la fin de l'année. Il s'agira de la simplification — que demande l'honorable membre — de la fiscalité, réalisée sur la base de ce rapport.

Quant à l'amélioration de l'information du contribuable, elle doit être surtout le fait — le ministre des Finances s'y est engagé — de circulaires, de mesures réglementaires, administratives. Certaines dispositions du projet y contribuent déjà, notamment la communication au contribuable des éléments de comparaison lorsqu'il est taxé de cette manière, la publication du tarif des amendes administratives et l'indication, dans l'avis de l'administration, des critères appliqués pour les amendes administratives. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt in de bespreking van het verslag, uitgebracht namens de verenigde commissies voor de Justitie en voor de Financien, verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de beraadslaging over de artikelen waarop dit verslag betrekking heeft.

Plus personne ne demandant la parole dans la discussion du rapport fait au nom des commissions réunies de la Justice et des Finances, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles faisant l'objet de ce rapport.

Je signale qu'une série d'amendements, signés par moins de trois membres, ont été présentés à différents articles du projet de loi en discussion.

Ik deel u mee dat een reeks amendementen ondertekend door minder dan drie leden, zijn ingediend op verschillende artikelen van het in behandeling zijnde ontwerp van wet.

Puis-je considérer que ces amendements sont appuyés ?

Mag ik aannemen dat deze amendementen gesteund worden ? (*Talrijke leden staan op.*)

Aangezien deze amendementen reglementair gesteund worden, maken ze deel uit van de bespreking.

Ces amendements étant régulièrement appuyés, ils feront partie de la discussion.

L'article 53 est ainsi rédigé :

Chapitre III. — Sécurité juridique du contribuable et création de la fonction de substitut du procureur du Roi, spécialisé en matière fiscale

Section 1. — Sécurité juridique du contribuable

Modifications au Code des impôts sur les revenus

Art. 53. Dans l'article 251 du Code des impôts sur les revenus, remplacé par l'article 41 de la loi du 3 novembre 1976, l'alinéa suivant est inséré entre le premier alinéa et le deuxième :

« Lorsque l'administration fait usage du moyen de preuve prévu à l'article 248, § 1^{er}, alinéa premier, elle communique de la même manière le montant des bénéfices ou profits de trois contribuables similaires ainsi que les éléments nécessaires pour établir proportionnellement le montant des bénéfices ou profits du contribuable concerné. »

Hoofdstuk III. — Rechtszekerheid van de belastingplichtige en instelling van het ambt van substituuat-procureur des Konings, gespecialiseerd in fiscale aangelegenheden

Afdeling 1. — Rechtszekerheid van de belastingplichtige

Wijzigingen aan het Wetboek van de inkomstenbelastingen

Art. 53. In artikel 251 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, vervangen door artikel 41 van de wet van 3 november 1976, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd:

« Wanneer de administratie gebruik maakt van het bewijsmiddel bedoeld in artikel 248, § 1, eerste lid, deelt zij op dezelfde wijze het bedrag mede van de winsten of baten van drie soortgelijke belastingplichtigen, alsmede de gegevens die nodig zijn voor het verhoudingsgewijs bepalen van de winsten of baten van de betrokken belastingplichtige. »

De heren De Smeyter en Pataer stellen voor dit artikel te doen vervallen.

Het woord is aan de heer De Smeyter.

De heer De Smeyter. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar mijn verantwoording bij dit amendement.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement is aangehouden. Le vote sur l'amendement est réservé.

De heren De Smeyter en Pataer stellen volgend subsidiair amendement voor:

« Dit artikel te vervangen als volgt: »

« Art. 53. In artikel 251 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, vervangen door artikel 41 van de wet van 3 november 1976, wordt tussen het eerste en het tweede lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt: »

« Indien de administratie daarbij gebruik maakt van het in artikel 248, § 1, eerste lid, voorgescreven bewijsmiddel, vermeldt zij daarenboven alle in acht genomen nuttige inlichtingen waaruit zij meent te kunnen besluiten dat het ter zake gaat om soortgelijke belastingplichtigen. »

« Remplacer cet article par ce qui suit: »

« Art. 53. Dans l'article 251 du Code des impôts sur les revenus, remplacé par l'article 41 de la loi du 3 novembre 1976, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2: »

« Si l'administration fait usage à cette occasion du moyen de preuve prévue à l'article 248, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, elle communique en outre tous les renseignements utiles dont elle a tenu compte et dont elle estime pouvoir conclure qu'il s'agit en l'espèce de contribuables similaires. »

Het woord is aan de heer De Smeyter.

De heer De Smeyter. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar mijn verantwoording bij dit amendement.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement is aangehouden. Le vote sur l'amendement est réservé.

M. Moureaux et consorts présentent l'amendement que voici:

« Remplacer les mots « Dans l'article 251 du Code des impôts sur les revenus, etc. » par les mots: « Dans l'article 248 du Code des impôts sur les revenus, l'alinéa suivant est inséré au § 1^{er}, entre le premier alinéa et le deuxième. »

« In dit artikel de woorden « In artikel 251 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen... ingevoegd » te vervangen als volgt: « In artikel 248, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen wordt, tussen het eerste en het tweede lid, het volgende lid ingevoegd: »

La parole est à M. Moureaux.

M. Moureaux. — Monsieur le Président, l'article 53 commence par les mots « Dans l'article 251 du Code des impôts sur les revenus, etc. ». On prévoit ensuite un dispositif permettant de donner au contribuable des garanties sur la communication des points de comparaison. Le fait de situer cette disposition à l'article 251 du Code est une erreur.

La procédure de l'article 248 est exceptionnelle. Le texte est clairement précédé de la mention « à défaut d'éléments probants ».

Je crains qu'en insérant le nouveau texte à l'article 251 — plutôt qu'à l'article 248 — sous le titre générique de ce chapitre « rectification de la déclaration », on aboutisse, au niveau de l'administration fiscale, à interpréter cette procédure exceptionnelle de recours aux trois points de comparaison — ou à un nombre supérieur à trois — comme une procédure ordinaire de rectification au profit de l'administration.

Autrement dit, qu'on permette d'utiliser, non plus dans des cas exceptionnels, la procédure de recours aux points de comparaison mais qu'elle ne puisse être utilisée au niveau de la rectification de la déclaration.

J'aurais souhaité, monsieur le ministre, que pour la discussion de cet amendement, ce soit votre collègue des Finances qui soit présent parce qu'il s'agit d'une matière qui concerne très spécialement la technique de perception de l'impôt.

Il ne s'agit pas d'un amendement qui met en cause le dispositif gouvernemental, mais qui vise au contraire à éviter que les intentions du gouvernement en l'espèce — intentions que nous approuvons — puissent finalement être interprétées par certains agents taxateurs de manière défavorable pour le contribuable.

C'est l'intérêt du gouvernement lui-même et de la majorité de suivre cet amendement et de modifier la place de l'article qui est ainsi inséré, en le faisant riper de l'article 251 à l'article 248.

Il s'agit donc d'une toilette de texte qui devrait éviter que les modifications apportées puissent avoir une interprétation défavorable au contribuable.

Il serait peut-être souhaitable que le ministre de la Justice puisse connaître l'opinion du ministre des Finances et des hauts fonctionnaires de l'administration fiscale avant que nous tranchions sur cette question. (Applaudissements sur les bancs socialistes.)

M. le Président. — La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Je puis répondre au nom du gouvernement que la crainte des auteurs de l'amendement n'est pas fondée.

L'administration ne peut, en effet, recourir à une procédure de taxation par comparaison que pour certaines catégories de revenus, à savoir les bénéfices ou profits, et ce pour autant que les contribuables ne soient pas en mesure de fournir des éléments probants.

M. le Président. — La parole est à M. Moureaux.

M. Moureaux. — Monsieur le Président, je me réjouis de la réponse du ministre; il s'agit d'une raison supplémentaire de changer la place de l'article puisqu'il vient de confirmer qu'on ne pouvait utiliser cette procédure pour la rectification de la déclaration. En effet, dans cette hypothèse, à priori, le contribuable fournit des éléments probants.

Je pense, par conséquent, que vous me donnez raison et que vous auriez pu, sans grand dommage, accepter la modification proposée.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement is aangehouden.

M. Lallemand et consorts présentent les amendements que voici:

« A. Dans l'alinéa nouveau proposé par cet article: »

1. Remplacer les mots « bénéfices ou profits » par les mots « bénéfices d'exploitation ou profits bruts »;

2. Supprimer le mot « trois. »

« A. In het nieuwe lid, zoals voorgesteld door dit artikel: »

1. De woorden « winsten of baten » te vervangen door de woorden « brutobedrijfswinsten of baten »;

2. Het woord « drie » te doen vervallen. »

« B. Compléter le texte proposé par un deuxième alinéa, libellé comme suit :

« L'administration doit établir la réalité des éléments de comparaison, sans dévoiler toutefois l'identité des contribuables. »

« B. Aan de voorgestelde tekst een tweede lid toe te voegen, luidende :

« De administratie moet de waarachtigheid van de vergelijkingspunten bewijzen, zonder evenwel de identiteit van de belastingplichtigen te onthullen. »

La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, l'amendement que nous proposons n'est pas vraiment un amendement de fond. Il ne tend pas davantage que le précédent à mettre en question les intentions du gouvernement en la matière de l'article 51, devenu article 53.

Nous demandons tout d'abord de supprimer le mot « trois ». On dit en effet, à l'ancien article 51, que « lorsque l'administration fait usage du moyen de preuve prévu à l'article 248, paragraphe 1^{er}, alinéa premier, elle communique de la même manière le montant des bénéfices ou profits des trois contribuables similaires... »

J'ignore si le mot « des » est correct. Je suppose qu'il faut lire « de trois contribuables similaires ». Le ministre me dira ce qu'il en est.

Mais pourquoi faut-il communiquer le montant des bénéfices ou profits de trois contribuables, alors que l'administration peut communiquer des points de comparaison plus nombreux ? Il est important que le contribuable puisse avoir connaissance de l'ensemble des points de comparaison qui sont invoqués par le fisc, et pas seulement de trois.

La deuxième remarque est liée à une question fondamentale.

Lorsque nous avons débattu en commission de l'article 51 du projet initial, devenu article 53, nous avons fait observer qu'il y avait un risque assez important de voir le contribuable, à qui on soumet les points de comparaison, identifier les contribuables dont les comptabilités et les revenus sont ainsi soumis à son appréciation. Nous avons indiqué qu'il s'agissait d'une situation particulièrement inquiétante et préjudiciable, puisque, la plupart du temps, les points de comparaison qu'on invoque seront ceux de concurrents, surtout dans le domaine des commerçants et des indépendants.

Bien entendu, un problème essentiel se pose : lors même que le gouvernement veut protéger les droits du contribuable, il pourrait, en édictant une mesure qui vise à favoriser les droits d'un autre contribuable à qui l'on oppose des points de comparaison, favoriser la levée du secret qui couvre les déclarations fiscales et nuire directement à des contribuables qui sont utilisés à titre de point de comparaison.

La chose n'est pas théorique. En effet, au cours du débat qui s'est déroulé en commission, le ministre de la Justice, en réponse à un des intervenants, a fait la déclaration suivante que je tire de la page 26 du rapport : « Le juge peut toujours exiger la preuve que celui qui émet une prétention n'a pas menti. En effet, la liberté du magistrat ne peut pas être entamée. Si l'une des parties en cause invoque que les moyens apportés par l'administration ne correspondent pas à la réalité, le juge a toujours le pouvoir et la possibilité de les vérifier. » Voilà bien le problème. Le contribuable a donc la possibilité de savoir de qui émanent les comptabilités qu'on lui oppose.

Ce point de vue n'a pas été partagé par le ministre des Finances qui a émis un avis très différent.

Lors de la discussion de ce problème en commission, un commissaire est intervenu — je me réfère toujours au rapport — « en insistant pour que l'identité des contribuables servant de point de comparaison ne soit jamais communiquée au contribuable taxé, et ce même par une juridiction. Le ministre des Finances confirme ce point de vue. Le ministre de la Justice, à son tour, attire l'attention sur le fait qu'un long laps de temps sera alors écoulé et que, dès lors, les points de comparaison auront en tout cas perdu de leur actualité, au moment où le tribunal aurait à en connaître ». Il s'agit ici d'un problème purement pratique.

La question qui se pose est de savoir comment nous pouvons éviter que, dans cette procédure de preuve particulière que régit l'article 53 de notre projet, l'identité des contribuables dont la comptabilité est invoquée soit révélée à celui qui fait l'objet du contrôle. Cette question est

vraiment importante et c'est la raison pour laquelle nous avons déposé un amendement qui tend à apporter deux modifications au texte du gouvernement.

Notre première proposition, qui est constructive mais sur laquelle nous n'insistons pas particulièrement, est que l'administration pourrait communiquer non pas le montant des bénéfices ou profits des trois contribuables mais le montant des bénéfices d'exploitation ou profits bruts. Ces derniers ne comportent pas la révélation des charges dont le contribuable, qui sert de point de comparaison, a fait état dans sa déclaration.

La communication des charges, le nombre de personnes qu'il emploie, par exemple, permet généralement d'identifier ce contribuable. Une série d'éléments contribuent, en effet, à faciliter son identification.

C'est une suggestion. Vous pouvez évidemment la rejeter, monsieur le ministre. Elle n'est peut-être pas essentielle, mais elle témoigne en tout cas d'un souci, à mon sens, capital de protéger les contribuables dont les comptabilités sont soumises à des tiers qui font l'objet de contrôle.

Le point B de l'amendement est beaucoup plus important. Nous y proposons que l'administration établisse la réalité des éléments de comparaison sans dévoiler toutefois l'identité des contribuables.

Nous dressons, en effet, une barrière absolue à la révélation de l'identité, que ce soit au niveau judiciaire ou antérieurement, des contribuables dont les situations fiscales sont révélées à ceux qui font l'objet de la procédure prévue à l'article 53.

Cette disposition me paraît importante. Je la soumets à l'appréciation de l'assemblée en espérant qu'elle sera retenue. (Applaudissements sur les bancs socialistes.)

M. le Président. — La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Monsieur le Président, M. Lallemand aura compris que le gouvernement ne souhaite pas modifier, quant au fond, la procédure de taxation par comparaison, ce qu'impliquerait l'adoption de l'amendement.

Il est, par ailleurs, évident que les dispositions relatives au secret professionnel restent d'application. Ainsi qu'il a été précisé en commission, l'identité des contribuables servant de point de comparaison ne peut, en aucun cas, être publiquement dévoilée.

M. Lallemand. — Sauf en justice.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Publiquement.

M. Lallemand. — Que veut dire « publiquement », si, dans un jugement, il est fait état du fait que les situations sont effectivement exactes parce qu'elles correspondent aux déclarations de MM. X ou Y ? Que je sache, les jugements sont rendus en séance publique.

Selon vous, dès lors, un jugement ne peut, d'après ce texte de loi, faire état d'une quelconque manière, du nom de contribuables dont la comptabilité a été invoquée à titre de comparaison ?

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Le juge se fera sa conviction.

M. Lallemand. — Permettez-moi de vous faire remarquer, monsieur le ministre, que cela pose un problème important.

Vous déclarez que le juge, c'est-à-dire le tribunal, peut toujours révéler la connaissance de l'identité de ceux dont on soumet la déclaration à titre de comparaison.

Nous estimons cette situation inadmissible et le ministre des Finances est également de cet avis, puisqu'il a confirmé, et vous l'avez entendu, qu'il était inadmissible que le nom des contribuables soit révélé. Vous avez souligné que cette révélation était toujours possible, en tout cas, au niveau judiciaire.

Je vous rétorque, et c'est la raison du présent amendement, qu'il est dès lors indispensable, si l'on suit votre argumentation, de prendre une disposition visant à empêcher le justiciable de pouvoir, par le truchement

d'une contestation en justice, avoir connaissance de l'identité de ceux dont la comptabilité lui a été révélée.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Je confirme qu'il n'est pas question de révéler l'identité des contribuables concernés au public, à des concurrents ou à des tierces personnes.

Le secret professionnel doit être respecté.

Je confirme également que le juge doit pouvoir apprécier le sérieux des éléments allégués par l'administration.

M. le Président. — Le vote sur ces amendements et le vote sur l'article 53 sont réservés.

De stemming over die amendementen en de stemming over artikel 53 zijn aangehouden.

Art. 54. L'article 277, § 3, du même Code, inséré par l'article 4 de la loi du 27 juin 1966 et modifié par l'article 19 de la loi du 10 février 1981 et par l'article 33 de la loi du 27 décembre 1984, est remplacé par la disposition suivante:

« § 3. Le directeur des Contributions ou le fonctionnaire délégué par lui accorde aussi d'office le dégrèvement:

1^o Des excédents de précomptes et versements anticipés visés à l'article 211, § 2, pour autant que ces excédents aient été constatés par l'administration ou signalés par le redevable à celle-ci dans les trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition auquel appartient l'impôt sur lequel ces précomptes et versements anticipés sont imputables;

2^o Des réductions visées aux articles 80 et 81, 87 et 88 et 162, § 1^{er}, pour autant que le fait générateur de ces réductions ait été constaté par l'administration ou signalé par le redevable à celle-ci dans les trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition auquel appartient l'impôt sur lequel ces réductions doivent être accordées. »

Art. 54. Artikel 277, § 3, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 4 van de wet van 27 juni 1966 en gewijzigd bij artikel 19 van de wet van 10 februari 1981 en bij artikel 33 van de wet van 27 december 1984, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« § 3. De directeur der Belastingen of de door hem gedelegeerde ambtenaar verleent ook ambtshalve ontlasting:

1^o Van het overschot van de voorheffingen en voorafbetalingen als bedoeld in artikel 211, § 2, voor zover dit overschot door de administratie werd vastgesteld of door de belastingsschuldige aan de administratie werd bekendgemaakt binnen drie jaar vanaf 1 januari van het aanslagjaar waartoe de belasting behoort waarmede deze voorheffingen en voorafbetalingen zijn te verrekenen;

2^o Van de in artikelen 80 en 81, 87 en 88 en 162, § 1, bedoelde verminderingen voor zover het tot die verminderingen aanleiding gevend feit door de administratie werd vastgesteld of door de belastingsschuldige aan de administratie werd bekendgemaakt binnen drie jaar vanaf 1 januari van het aanslagjaar waartoe de belasting behoort waarop die verminderingen moeten worden verleend. »

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 55 est ainsi rédigé:

Art. 55. L'article 305 du même Code, modifié par l'article 4 de la loi du 25 juillet 1974, par l'article 34 de la loi du 27 décembre 1984 et par l'article 37 de la présente loi, et dont le texte ainsi modifié formera le § 1^{er}, est complété par un § 2, rédigé comme suit:

« § 2. A défaut de notification de la décision visée à l'article 276 dans les dix-huit mois suivant l'introduction de la réclamation, l'intérêt de retard prévu au § 1^{er} n'est pas dû sur la partie de la cotisation qui excède le montant déterminé conformément à l'article 301, pendant la période commençant le premier du mois qui suit celui de l'expiration dudit délai de dix-huit mois et se terminant à la fin du mois pendant lequel la décision du directeur est notifiée. »

Art. 55. Artikel 305 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 25 juli 1974, bij artikel 34 van de wet van 27 december 1984, en bij artikel 37 van deze wet, en waarvan de aldus gewijzigde tekst § 1 zal vormen, wordt aangevuld met een § 2, luidend als volgt:

« § 2. Geschiedt de kennisgeving van de in artikel 276 bedoelde beslissing niet binnen achttien maanden na de indiening van het bezwaarschrift, dan is de in § 1 bedoelde nalatigheidsinterest niet verschuldigd voor het gedeelte van de aanslag dat hoger is dan het overeenkomstig artikel 301 vastgestelde bedrag, gedurende het tijdperk dat begint op de eerste van de maand welke volgt op die waarin die termijn van achttien maanden verstrijkt, en afloopt op het einde van de maand waarin van de beslissing van de directeur kennis wordt gegeven. »

Mevrouw Aelvoet en de heer Trussart stellen voor dit artikel te doen vervallen.

La parole est à M. Trussart.

M. Trussart. — Monsieur le Président, nous en revenons avec cet amendement, à la réponse incomplète que M. le ministre vient de donner et qui ne tenait pas compte de toutes les données de mon intervention.

En effet, il ne se justifie pas de ne plus percevoir les intérêts de retard sur la partie de la cotisation contestée qui dépasse le montant de l'impôt incontestablement dû, si aucune décision n'est intervenue dans les 18 mois de l'introduction d'une réclamation.

J'ai dit précédemment que l'arriéré de l'administration en matière de réclamations est assez important et que de nombreuses réclamations n'étaient pas examinées dans le délai de 18 mois. Il s'ensuit que, pour une très grande partie de ces réclamations, des intérêts de retard devraient être dus, certainement dans le cas où une décision, qui viendrait même deux ou trois ans après le jour de l'introduction de la demande, serait défavorable à l'intéressé. Sinon, les contribuables auraient tout intérêt à introduire systématiquement une réclamation, puisqu'ils pourraient compter placer la différence entre la partie incontestablement due et les montants contestés, à un taux très intéressant et, par la suite, ne pas payer à l'Etat l'intérêt de retard. L'opération serait extrêmement rentable dans le chef des contribuables avisés.

C'est seulement en deuxième partie de mon intervention que j'ai dit que si, pour éviter ce débordement, le ministre des Finances demandait aux fonctionnaires de l'administration de régler au plus tôt le contentieux existant et d'essayer de liquider le reliquat d'arriérés, les fonctionnaires seraient obligés de laisser partir un grand nombre de réclamations sans examen sérieux et, finalement, de faire droit à la plupart des réclamations introduites. Il y aurait de toute façon, là aussi, une perte sensible pour le Trésor.

Dans les deux cas, l'opération est très peu intéressante pour le fisc.

Dans ces conditions, tant que l'administration n'a pas les moyens de résorber son retard, il paraît indiqué de supprimer l'article 55 et de le représenter ultérieurement lorsque l'administration pourra traiter toutes les réclamations dans un délai vraiment raisonnable qui, de toute façon, devrait être certainement très largement inférieur aux 18 mois légalement prévus.

M. le Président. — La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — L'exposé des motifs explique clairement les raisons pour lesquelles le gouvernement désire rétablir cette règle jadis d'application, pour tenir compte de l'important arriéré des réclamations. L'ancien délai de six mois a cependant été porté à dix-huit mois.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement is aangehouden.

De heren De Smeyter en Pataer stellen volgend amendement voor:

« Dit artikel te vervangen als volgt:

« Art. 55. 1^o Het opschrift boven artikel 276 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen wordt als volgt vervangen: « Onderafdeling IV. — Beslissing nopens de bezwaren »;

2^o In artikel 276 van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij artikel 7 van de wet van 30 mei 1972, bij artikel 2 van de wet van 16 maart 1976 en bij artikel 41 van de wet van 8 augustus 1980, wordt tussen het eerste en het tweede lid een bijkomend nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt:

« Uitspraak nopens de bezwaren wordt gedaan uiterlijk vier jaren nadat het oorspronkelijk bezwaarschrift is ingediend. Met betrekking

tot de grieven waarover binnen deze termijn geen uitspraak werd gedaan, worden deze grieven van rechtswege geacht geheel te zijn ingewilligd.»

« Remplacer cet article par ce qui suit :

« Art. 55. 1^o L'intitulé précédent l'article 276 du Code des impôts sur les revenus est remplacé par ce qui suit : « Sous-section IV. — Décision sur les griefs » ;

2^o A l'article 276 du même Code, modifié par l'article 7 de la loi du 30 mai 1972, par l'article 2 de la loi du 16 mars 1976 et par l'article 41 de la loi du 8 août 1980, il est inséré, entre le premier et le deuxième alinéa, un alinéa nouveau, rédigé comme suit :

« Il est statué sur les griefs au plus tard quatre ans après la présentation de la réclamation initiale. Les griefs sur lesquels il n'a pas été statué dans ce délai sont d'office censés avoir été admis. »

De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

De heren De Smeyter en Pataer stellen volgende subsidiaire amendementen voor :

« 1^o De tekst van dit artikel, die als 2^o genummerd wordt, te doen voorafgaan door een 1^o, luidende :

« 1^o In artikel 276 van hetzelfde Wetboek wordt tussen het eerste en het tweede lid een nieuwe lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Uitspraak nopens de bezwaren wordt gedaan uiterlijk vier jaren nadat het oorspronkelijk bezwaarschrift is ingediend ; met betrekking tot de grieven waarover binnen deze termijn geen uitspraak werd gedaan, worden deze grieven van rechtswege geacht geheel te zijn ingewilligd. »

« 1^o Faire précéder le texte de cet article, qui en devient le 2^o, par un 1^o rédigé comme suit :

« 1^o Dans l'article 276 du même Code, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Il est statué sur les griefs au plus tard quatre années après la présentation de la réclamation initiale ; pour ce qui est des griefs sur lesquels il n'a pas été statué dans ce délai, ils sont d'office censés avoir été pris en considération. »

« 2^o De aanhef van het 2^o te vervangen als volgt :

« 2^o In het Wetboek van de inkomstenbelastingen wordt een artikel 306ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 306ter. ... »

« 2^o Remplacer la phrase liminaire du 2^o par ce qui suit :

« 2^o Dans le Code des impôts sur les revenus, il est inséré un article 306ter rédigé comme suit :

« Art. 306ter. ... »

Het woord is aan de heer De Smeyter.

De heer De Smeyter. — Mijnheer de Voorzitter, de regering moet soms worden herinnerd aan wat zij in de regeringsverklaring heeft beloofd.

De alternatieve benadering, die wij hier voorstellen, wordt ook in de regeringsverklaring vermeld, doch de regering laat na deze belofte om te zetten in een wettekst. Deze wettelijke regeling kan echter niet langer uitblijven. Om de regering te helpen, hebben wij dan ook een amendement ingediend betreffende de afschaffing van de nalatigheidsinteressen. Wij vrezen immers dat het aantal klachten die zullen worden ingediend om te kunnen profiteren van de afschaffing van de nalatigheidsinteressen aanzienlijk zal toenemen.

Om die reden hebben wij het eerste amendement ingediend. Mocht de regering daar niet mee akkoord kunnen gaan, dan stellen wij als tegemoetkoming, de twee subsidiaire amendementen voor.

M. le Président. — La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Le gouvernement a annoncé dans l'exposé des motifs

du projet de loi qu'il prendrait des mesures administratives en vue de résorber l'arriéré dans le traitement des réclamations.

De Voorzitter. — De stemming over die amendementen en de stemming over artikel 55 zijn aangehouden.

Le vote sur ces amendements et le vote sur l'article 55 sont réservés.

Bij wijze van amendement, stellen de heren De Smeyter en Kenzeler voor volgend artikel 55bis (nieuw) in te voegen :

« Art. 55bis. Artikel 307 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen wordt opgeheven. »

« Art. 55bis. L'article 307 du Code des impôts sur les revenus est abrogé. »

Het woord is aan de heer De Smeyter.

De heer De Smeyter. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar de verantwoording bij mijn amendement.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

Art. 56. L'article 309, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par l'article 5 de la loi du 27 juin 1966 et modifié par l'article 30, § 5, 4^o, de la loi du 15 juillet 1966 et par l'article 35 de la loi du 27 décembre 1984, est complété comme suit :

« 4^o De réductions visées à l'article 277, § 3, 2^o, effectuées d'office, après l'expiration des délais de réclamation et de recours. »

Art. 56. Artikel 309, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 5 van de wet van 27 juni 1966 en gewijzigd bij artikel 30, § 5, 4^o, van de wet van 15 juli 1966 en bij artikel 35 van de wet van 27 december 1984, wordt aangevuld als volgt :

« 4^o Van de verminderingen als bedoeld bij artikel 277, § 3, 2^o, die na het verstrijken van de termijnen van bezwaar en beroep, van ambtswege geschiedt. »

— Adopté.

Aangenomen.

De Voorzitter. — De heren De Smeyter en Pataer stellen een amendement voor, ertoe strekkend een artikel 56bis (nieuw) in te voegen.

De Raad van State is om advies verzocht over dit amendement.

Art. 57. Dans l'article 339 du même Code, remplacé par l'article 1^{er} de la loi du 10 février 1981, les mots « ou de l'une de ces peines seulement » sont insérés entre les mots « 500 000 francs » et « celui qui ».

Art. 57. Artikel 339 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 1 van de wet van 10 februari 1981, wordt aangevuld met de woorden « of met één van die straffen alleen ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 58. A l'article 340 du même Code, remplacé par l'article 1^{er} de la loi du 10 février 1981, les modifications suivantes sont apportées :

1^o Dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou de l'une de ces peines seulement » sont insérés entre les mots « 500 000 francs » et « celui qui » ;

2^o L'alinéa 2 est complété par les mots « ou de l'une de ces peines seulement ».

Art. 58. In artikel 340 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 1 van de wet van 10 februari 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o In het eerste lid worden tussen de woorden « 500 000 frank » en « wordt gestraft », de woorden « of met één van die straffen alleen » ingevoegd ;

2° Het tweede lid wordt aangevuld met de woorden « of met één van die straffen alleen ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 59. L'article 342 du même Code, remplacé par l'article 1^{er} de la loi du 10 février 1981, est complété par les mots « ou de l'une de ces peines seulement ».

Art. 59. Artikel 342 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 1 van de wet van 10 februari 1981, wordt aangevuld met de woorden « of met één van die straffen alleen ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 60. L'article 346 du même Code, remplacé par l'article 1^{er} de la loi du 10 février 1981, est complété par les mots « ou de l'une de ces peines seulement ».

Art. 60. Artikel 346 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 1 van de wet van 10 februari 1981, wordt aangevuld met de woorden « of met één van die straffen alleen ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 61. A l'article 347 du même Code, remplacé par l'article 1^{er} de la loi du 10 février 1981 et modifié par l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 41 du 2 avril 1982, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 1^{er}, les mots « Sous réserve de la dérogation prévue au § 4 » sont supprimés;

2° Les §§ 2 et 4 sont abrogés.

Art. 61. In artikel 347 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 1 van de wet van 10 februari 1981 en gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 41 van 2 april 1982, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 worden de woorden « Onder voorbehoud van de afwijking waarin § 4 voorziet, zijn » geschrapt en wordt tussen de woorden « artikel 85 » en « van toepassing » het woord « zijn » ingevoegd;

2° De §§ 2 en 4 worden opgeheven.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 62 est ainsi rédigé :

Art. 62. L'article 350 du même Code, remplacé par l'article 47 de la loi du 8 août 1980 et modifié par l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 10 février 1981, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 350. § 1^{er}. L'action publique est exercée par le ministère public.

§ 2. Toutefois, le ministère public ne pourra engager de poursuites si les faits sont venus à sa connaissance à la suite d'une plainte ou d'une dénonciation d'un fonctionnaire dépourvu de l'autorisation dont il est question à l'article 29, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle.

§ 3. A moins que sa connaissance des faits ne résulte d'une plainte déposée ou d'une dénonciation faite par les fonctionnaires des administrations fiscales du ministère des Finances, dûment autorisés, le procureur du Roi doit, s'il veut engager des poursuites pour des faits pénalement punissables aux termes du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution, demander l'avis du directeur régional des Contributions directes compétent. Le procureur du Roi joint à sa demande d'avis, les éléments de fait dont il dispose; le directeur régional doit, dans les quatre mois de la date de sa réception, répondre à la demande qui lui aura été adressée.

§ 4. Si, avant la clôture des débats devant une juridiction répressive, une autre autorité judiciaire ou administrative est saisie d'une contestation qui porte sur l'application d'une disposition du présent Code ou d'un arrêté pris pour son exécution, le juge saisi de l'action publique doit, si la solution de la contestation lui paraît de nature à exercer une influence sur cette action, surseoir à statuer sur les préventions ou sur l'une d'elles, jusqu'à ce qu'il ait été mis fin à la contestation par une

décision coulée en force de chose jugée. Pendant la durée de la surséance, la prescription de l'action publique est suspendue.

§ 5. Dans le cas visé au § 3, la prescription de l'action publique est suspendue entre la date de la demande d'avis et celle à laquelle le directeur régional des Contributions directes donne cet avis.

La durée de cette suspension ne peut excéder quatre mois. »

Art. 62. Artikel 350 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 47 van de wet van 8 augustus 1980 en gewijzigd bij artikel 2, § 1, van de wet van 10 februari 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 350. § 1. De strafvordering wordt uitgeoefend door het openbaar ministerie.

§ 2. Het openbaar ministerie kan echter geen vervolgingen instellen, indien het kennis heeft gekregen van de feiten tengevolge van een klacht of een aangifte van een ambtenaar die niet de machtiging had waarvan sprake is in artikel 29, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering.

§ 3. Tenzij de procureur des Konings met de feiten bekend is geraakt ingevolge een klacht die is ingediend of een aangifte die is gedaan door ambtenaren van de belastingbesturen van het ministerie van Financiën die daartoe behoorlijk gemachtigd zijn, moet hij, indien hij een vervolging wil instellen wegens feiten die naar luid van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten strafrechtelijk strafbaar zijn, het advies van de bevoegde gewestelijke directeur der Directe Belastingen vragen. De procureur des Konings voegt het feitenmateriaal waarover hij beschikt bij zijn verzoek om advies; de gewestelijke directeur dient binnen vier maanden na de ontvangst van het aan hem gerichte verzoek hierop te antwoorden.

§ 4. Indien, vóór het sluiten van de debatten voor een strafrechter, bij een andere gerechtelijke of administratieve overheid een geschil aanhangig wordt gemaakt over de toepassing van een bepaling van dit Wetboek of van een ter uitvoering ervan genomen besluit, moet de rechter bij wie de strafvordering aanhangig is, indien de oplossing van het geschil hem van die aard schijnt te zijn dat ze een invloed kan hebben op de strafvordering, de uitspraak over de tenlasteleggingen of over één ervan uitstellen totdat aan het geschil een einde is gemaakt door een in kracht van gewijsde gegane beslissing. Tijdens dat uitstel is de verjaring van de strafvordering geschorst.

§ 5. In het geval bedoeld in § 3, wordt de verjaring van de strafvordering geschorst tussen de datum van het verzoek om advies en die waarop de gewestelijke directeur der Directe Belastingen dit advies uitbrengt.

Deze schorsing mag niet langer duren dan vier maanden. »

De heer De Smeyter alsmede de heer Lallemand c.s. stellen voor dit artikel te doen vervallen.

M. De Smeyter ainsi que M. Lallemand et consorts proposent la suppression de cet article.

De stemming over die amendementen is aangehouden.

Le vote sur ces amendements est réservé.

M. Lallemand et consorts présentent les amendements subsidiaires que voici :

« A. Compléter le § 2 de l'article 350 proposé par ce qui suit :

« En cas d'urgence ou de flagrant délit, les fonctionnaires pourront déposer une dénonciation motivée auprès du procureur du Roi du ressort. »

« A. Paragraaf 2 van het voorgestelde artikel 350 aan te vullen als volgt :

« In spoedgevallen of bij ontdekking op heterdaad kunnen de ambtenaren een beredeneerde aangifte doen bij de procureur des Konings van het rechtsgebied. »

« B. Remplacer le § 3 de l'article 350 proposé par ce qui suit :

« § 3. A moins que sa connaissance des faits résulte d'une plainte déposée ou d'une dénonciation faite par les fonctionnaires des administrations fiscales du ministère des Finances, dûment autorisés, le procureur du Roi peut, dans le cadre des poursuites pour des faits pénalement punissables aux termes du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution, demander l'avis du directeur régional de l'Inspection spéciale des impôts compétent.

Le procureur du Roi joint à sa demande d'avis les éléments de fait dont il dispose. Le directeur régional doit, dans le mois de la date de sa réception, répondre à la demande qui lui aura été adressée.»

«B. Paragraaf 3 van het voorgestelde artikel 350 te vervangen als volgt:

«§ 3. Tenzij de procureur des Konings met de feiten bekend is geraakt ingevolge een klacht die is ingediend of een aangifte die is gedaan door ambtenaren van de belastingbesturen van het ministerie van Financiën die daartoe behoorlijk gemachtigd zijn, kan hij, in het kader van een vervolging wegens feiten die naar luid van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten strafrechtelijk strafbaar zijn, het advies van de bevoegde gewestelijke directeur van de Bijzondere Belastinginspectie vragen.

De procureur des Konings voegt het feitenmateriaal waarover hij beschikt bij zijn verzoek om advies. De gewestelijke directeur moet binnen een maand na de ontvangst van het aan hem gerichte verzoek hierop antwoorden.»

«C. Supprimer les §§ 4 et 5.»

«C. Paragrafen 4 en 5 te doen vervallen.»

La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, l'amendement tendant à la suppression des articles 62, 71, 87, 94, 102 et 107, est fondamental.

Je ne m'attarderai pas longuement sur sa défense puisqu'il porte sur un point essentiel dont nous avons débattu au cours de la discussion générale.

Il vise à permettre aux fonctionnaires des administrations fiscales, en cas d'urgence ou en cas de flagrant délit, de déposer une dénonciation motivée auprès du procureur du Roi du ressort.

La justification de cet amendement est évidemment très claire. Le système instauré par le gouvernement établit un filtre, une barrière, entre le procureur du Roi et les administrations, et nous estimons que l'obligation imposée aux fonctionnaires de se référer aux directeurs régionaux ou au directeur général de l'ISI risque, dans de nombreux cas, de faire perdre un temps précieux et d'empêcher ainsi la découverte d'éléments essentiels susceptibles d'établir les infractions dont les indices auraient été révélés à l'administration fiscale.

A titre subsidiaire, nous disons que si l'on admet que les membres de l'administration fiscale doivent nécessairement transmettre les dossiers à leurs directeurs régionaux ou au directeur général et qu'ils ne peuvent plus de leur propre initiative saisir les parquets, il faut à tout le moins leur permettre, en cas d'urgence, de saisir directement le procureur du Roi, avec, éventuellement, une décision motivée.

Des exemples patents ont été cités: un employé vient révéler que son patron, dont il apparaît, par ailleurs, que la comptabilité est tout à fait anormale, est occupé par exemple à détruire des documents établissant une comptabilité noire ou d'autres éléments. Dans un cas de ce genre, il est évidemment indispensable de réagir immédiatement. Le parquet doit pouvoir intervenir sans attendre la décision d'un directeur général ou régional. Cet amendement, qui s'inscrit dans la philosophie du gouvernement, puisqu'il est subsidiaire, crée une exception essentielle: en cas d'urgence, il permet aux fonctionnaires de saisir directement le procureur du Roi.

Aussi, nous pensons que cet amendement est essentiel et nous espérons qu'il sera pris en considération.

Pour le reste, notre amendement B ne suscite pas de gros problèmes. Il reprend en effet, le texte du projet, sauf qu'il remplace mot «doit» par le mot «peut»; autrement dit, le procureur du Roi peut demander l'avis du directeur régional, mais il n'y est pas contraint, ce qui est une modification importante.

En ce qui concerne la suppression des paragraphes 4 et 5, le libellé me paraît tout à fait éloquent. Je me réfère à la justification et ne trouve pas nécessaire de m'expliquer davantage sur ce point.

M. le Président. — La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Monsieur le Président, M. Lallemand veut, à titre

principal, supprimer l'article et, à titre subsidiaire, compléter par «En cas d'urgence ou de flagrant délit, les fonctionnaires pourront déposer une dénonciation motivée auprès du procureur du Roi du ressort.»

Je ne vois pas en quoi le cas d'urgence et de flagrant délit devrait modifier le principe selon lequel la plainte ou la dénonciation devrait être autorisée par les fonctionnaires compétents. Cette autorisation peut, en effet, être obtenue, si nécessaire, dans les plus brefs délais.

M. Lallemand propose également de modifier le paragraphe 3 de l'article. En fait, en remplaçant l'obligation faite au procureur du Roi de demander un avis, par une faculté, le projet vise — et ce point a été largement débattu — à ce que l'avis ou l'autorisation du supérieur hiérarchique de l'administration figure toujours au dossier.

Vous proposez aussi, monsieur Lallemand, la suppression du paragraphe 4 qui concerne l'obligation faite au juge répressif de surseoir à statuer si une autre autorité judiciaire ou administrative est saisie d'une contestation qui paraît de nature à exercer une influence sur l'action répressive.

En fait, vous allez plus loin qu'en maintenant le système actuel, du moins si votre amendement est libellé conformément à votre intention, puisque les textes légaux existants donnent déjà la faculté au juge de surseoir à statuer.

Vous voulez supprimer également le paragraphe 5, lequel prévoit la suspension de l'action publique entre la date de la demande d'avis et celle à laquelle le directeur donne cet avis. On ne voit pas pourquoi la prescription devrait courir pendant cette période.

Enfin, vous proposez la suppression de l'article 107 du projet, qui modifie l'article 29 du Code d'instruction criminelle en introduisant les principes consacrés dans les différents codes fiscaux. A titre subsidiaire, vous proposez l'adaptation de ce texte aux principes défendus dans vos amendements, c'est-à-dire le cas d'urgence et le flagrant délit.

Vous proposez de compléter cet article par une disposition obligeant le directeur de l'administration fiscale à motiver par écrit le refus de porter à la connaissance du procureur du Roi les faits dont il est saisi, et à communiquer sa décision au fonctionnaire qui les a dénoncés.

Il s'agirait d'une pratique tout à fait contraire à la pratique administrative habituelle. Ce serait obliger un fonctionnaire supérieur à se justifier d'une décision à l'égard de l'un de ses subordonnés.

M. Lallemand. — Je n'ai pas encore défendu cet amendement.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Nous y reviendrons.

M. Lallemand. — Si vous le voulez bien, car il mérite une plus longue justification.

M. le Président. — L'article 107 est renvoyé au Conseil d'Etat pour avis. Il ne convient pas de le discuter maintenant; nous y reviendrons.

Le vote sur les amendements est réservé.

De stemming over de amendementen is aangehouden.

De heer De Smeyter stelt volgend subsidiair amendement voor:

«1° Artikel 62 te vervangen als volgt:

«In hetzelfde Wetboek wordt in titel VII, hoofdstuk X, afdeling 2, een artikel 350bis (nieuw) ingevoegd, luidende:

«Art. 350bis. De ambtenaren aangewezen door de minister van Financiën, zijn bevoegd om de procureur des Konings en de onderzoeksrechter bij te staan in de werkzaamheden die zij verrichten en om hun medewerking te verlenen aan het personeel van de gerechtelijke politie bij de parketten, van de rijkswacht en van de gemeentelijke politie in het vervullen van de plichten waarmee dit personeel door de procureur des Konings of de onderzoeksrechter is belast.»

«1° Remplacer l'article 62 par ce qui suit:

«Dans le titre VII, chapitre X, section 2, du même Code, il est inséré un article 350bis (nouveau), rédigé comme suit:

«Art. 350bis. Les fonctionnaires désignés par le ministre des Finances sont habilités à assister le procureur du Roi et le juge d'instruction dans les devoirs qu'ils accomplissent et à prêter leur concours au personnel de la police judiciaire près les parquets, de la gendarmerie et de la police

communale dans l'accomplissement des devoirs dont ce personnel est chargé par le procureur du Roi ou le juge d'instruction.»

Het woord is aan de heer De Smeyter.

De heer De Smeyter. — Mijnheer de Voorzitter, het nieuwe systeem zal er ongetwijfeld toe bijdragen de overtuiging aan te wakkeren dat fiscale misdrijven echte misdrijven zijn, dat ze, net als de gemeenrechtelijke misdrijven, een ernstig nadeel aan de maatschappij berokkenen en dat ze, op dezelfde voet geplaatst als andere strafbare feiten, even drastisch beteugeld moeten worden.

Een ander probleem is dit van de praktische samenwerking tussen de fiscus en de parketten. Hier blijkt dus een en ander mank te lopen en worden we geconfronteerd met ernstige betwistingen, waarnaar onder meer door de heer van Honsté, procureur-generaal van het rechtsgebied van het Hof van beroep te Brussel, in zijn rede bij de plechtige openingszitting van het Hof op 1 september 1982, werd verwezen.

Liever dan de bevoegdheid van het openbaar ministerie te beperken, stelt hij voor wettelijk bepaalde en beperkte machten toe te kennen aan ambtenaren van de fiscale administratie met het oog op de bijstand aan de gerechtelijke overheden.

In zijn rede stelt hij zelfs de wetswijziging voor die we hier in dit voorstel van artikel overnemen.

De wettelijke basis die alzo zal worden gegeven aan het optreden van fiscale ambtenaren binnen het strafrechtelijk onderzoek, neemt evenwel niet de problemen weg die gepaard gaan met de samenloop tussen het fiscaal en het strafrechtelijk onderzoek. Dit probleem vloeit vooral voort uit het feit dat de ambtenaren van Financiën, die nu, maar ook in de toekomst, meewerken aan de opsporing en het onderzoek van fiscale misdrijven terzelfder tijd ook hun bevoegdheid als taxatieambtenaar behouden. Dit geldt sinds de wet van 8 augustus 1980 ook expliciet voor de ambtenaren van de Bijzondere Belastinginspectie. Vandaar dat aan de betrokken ambtenaren de taxatiebevoegdheid wordt ontnomen in de zaak waarbij ze als deskundige toegewezen worden aan de gerechtelijke overheid.

Het voorgaande geldt eveneens voor mijn andere gelijkaardige amendementen.

M. le Président. — La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Ces amendements visent à titre principal à supprimer les articles 62, 63 et les articles analogues qui sont insérés dans tous les codes fiscaux. Il s'agit, pour l'article 62, de l'autorisation de l'avis du directeur régional ou du directeur général de l'ISI, pour l'article 63, de la disposition prévoyant que les fonctionnaires ne peuvent être entendus comme témoins. Il s'agit donc de la problématique longuement abordée en commission et en séance publique. Je n'y reviens donc pas, la discussion générale en a fait litier.

A titre subsidiaire, M. De Smeyter propose que des fonctionnaires désignés par le ministre des Finances soient habilités à assister le procureur du Roi et le juge d'instruction dans les devoirs qu'ils accomplissent et à prêter leur concours au personnel de la police judiciaire près les parquets, de la gendarmerie et de la police communale dans l'accomplissement des devoirs dont ce personnel est chargé par le procureur du Roi ou le juge d'instruction.

Les fonctionnaires désignés par le ministre des Finances cesseraient d'exercer, dans leur mission d'assistance, les compétences qui leur sont conférées en matière d'impôts.

Ce principe, peut-être louable, est totalement à l'opposé de celui poursuivi par le projet qui vise à éviter que les fonctionnaires des administrations fiscales interviennent dans les procédures judiciaires.

Prévoir que ces fonctionnaires cesseraient d'exercer des compétences en matière d'impôts lorsqu'ils exercent une fonction judiciaire ne change évidemment rien à la situation. Ce serait permettre à ces personnes de porter une double casquette, ce qui ne serait pas sain. La solution prévue dans le projet de loi est beaucoup plus équilibrée.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

Subsidiairement à l'amendement subsidiaire de M. Lallemand et consorts, M. Moureaux et consorts présentent l'amendement que voici :

« Remplacer le § 2 de l'article 350 proposé par cet article par ce qui suit :

« Sans préjudice des articles 24 et 112 de la Constitution, 29, 59, 61, 127 et suivants du Code d'instruction criminelle, 1^{er}, 6 et 8 de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive, le ministère public ne pourra engager de poursuites pour les infractions purement fiscales, avant d'avoir recueilli l'avis prévu au § 3, si les faits sont venus à sa connaissance à la suite d'une plainte ou d'une dénonciation d'un fonctionnaire dépourvu de l'autorisation nécessaire. »

« Paragraaf 2 van artikel 350, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt :

« Overminderd de artikelen 24 en 112 van de Grondwet, de artikelen 29, 59, 61, 127 en volgende van het Wetboek van strafvordering, de artikelen 1, 6 en 8 van de wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis, kan het openbaar ministerie de vervolging wegens louter fiscale misdrijven eerst instellen na het advies bedoeld in § 3 te hebben ontvangen, wanneer het gaat om feiten waarvan het kennis heeft gekregen tengevolge van een klacht of een aangifte van een ambtenaar die niet de vereiste machtiging had. »

La parole est à M. Moureaux.

M. Moureaux. — Monsieur le Président, je ne défendrai qu'une fois cet amendement qui revient à plusieurs reprises. Cette reproduction est simplement due en effet à la répétition du même mécanisme dans plusieurs codes.

Il s'agit de remplacer le § 2 de l'article 350 (nouveau), qui est donc l'article 62 de la loi.

Dans le texte qui est proposé aux suffrages du Sénat à l'issue des travaux de la commission, et qui vient du projet gouvernemental, il est prévu que le ministère public ne pourra engager de poursuites si les faits sont venus à sa connaissance à la suite d'une plainte ou d'une dénonciation d'un fonctionnaire dépourvu de l'autorisation. Le but de l'amendement proposé est d'essayer de mettre en concordance le texte du § 2 avec les débats en commission.

En effet, ce § 2, tel qu'il est libellé actuellement pourrait faire croire à l'interdiction, pour le ministère public, d'engager des poursuites lorsque les faits sont venus à sa connaissance par l'intermédiaire d'un fonctionnaire non autorisé.

Or, il résulte des travaux de la commission, et de manière claire, que, dans le cas où le ministère public est saisi par un fonctionnaire non autorisé, le procureur du Roi doit demander l'avis du directeur compétent.

Autrement dit, il n'y a pas interdiction, blocage, impossibilité, nullité des poursuites; il y a recours, report sur la procédure du § 3. C'est la raison pour laquelle nous proposons de mettre : « Le ministère public ne pourra engager de poursuites pour les infractions purement fiscales avant d'avoir recueilli l'avis prévu au § 3 », ce qui correspond mieux aux intentions du législateur telles qu'elles résultent des travaux de la commission.

Vous avez remarqué, au passage, que nous employons les termes « pour les infractions purement fiscales ». Cette deuxième précision provient des travaux de la commission. En effet, il résulte de ces derniers que le filtre, l'autorisation ou l'avis préalable ne joue, en réalité, qu'en cas d'infraction purement fiscale et non d'infraction de droit commun. Pour cette dernière infraction, le procureur du Roi n'a pas les mains liées, il n'est pas « subordonné » à l'avis préalable du directeur des Contributions.

Ce sont deux aspects de notre amendement qui visent à mettre le texte de la loi en conformité avec les travaux de la commission, alors que le texte proposé par le gouvernement laisse planer des ambiguïtés et est même en contradiction avec la volonté affirmée de la commission et des ministres.

Nous avons également apporté des précisions dans l'exorde du texte en stipulant : « Sans préjudice des articles 24 et 112 de la Constitution, 29, 59, 61, 127 et suivants du Code d'instruction criminelle, 1^{er}, 6 et 8 de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive. » En effet, il est résulté des travaux de la commission que l'obligation d'autorisation du fonctionnaire, imposée par le § 2, ne pouvait pas jouer dans les cas prévus par l'article 24 de la Constitution ou pour permettre de déroger

dans les faits à l'article 112; cela a été l'objet de la discussion tout à l'heure et le ministre a dit clairement que telle n'était pas l'intention du gouvernement.

Je rappelle que l'article 24 stipule qu'aucune autorisation n'est nécessaire pour déposer une plainte à charge d'un fonctionnaire public.

Il est donc évident que le texte actuel, s'il est voté, ne peut pas empêcher un fonctionnaire de saisir le pouvoir judiciaire de fautes commises, par exemple, par son directeur des Contributions, par de hauts fonctionnaires ou même des membres de l'exécutif.

L'article 24 de la Constitution garantit le droit absolu d'un fonctionnaire, quel qu'il soit, de porter à la connaissance du parquet les fautes pénales commises par des fonctionnaires publics, même par des supérieurs hiérarchiques. Il serait tout à fait paradoxal d'imaginer que le fonctionnaire de l'ISI ou de l'administration fiscale doive demander une autorisation à son directeur pour faire connaître au parquet que celui-ci est complice de délits fiscaux.

Il est donc indispensable que le texte rappelle de manière très claire que les dispositions en projet ne peuvent pas contredire ce passage essentiel de notre Constitution.

Il en va de même en ce qui concerne les articles 29, 59, 61, 127 et suivants du Code d'instruction criminelle. La discussion en commission a été éclairante à ce sujet. L'article 29 concerne précisément l'obligation faite au fonctionnaire de porter à la connaissance du parquet les infractions qu'il pourrait constater. Le fait d'y ajouter l'alinéa 2 ne change rien à la situation, par exemple, du directeur des Contributions.

En ce qui concerne les articles suivants, il s'agit, bien entendu, de rappeler, pour autant que de besoin, que les pouvoirs du juge d'instruction restent tout à fait intacts au regard du projet.

Il est donc évident que le juge d'instruction n'est pas soumis aux autorisations préalables et au filtre prévu par le nouvel article 350. Dès lors, le juge d'instruction, quel que soit son mode de saisine, pourra poursuivre son instruction. Lorsqu'il agit dans le cas de flagrant délit, il pourra faire ce que ferait le procureur du Roi dans ce cas.

Pour cette raison, j'ai été particulièrement étonné de la réponse du ministre lorsqu'il disait tout à l'heure que cela n'avait aucune importance et que l'amendement de notre collègue Lallemant sur le flagrant délit et l'urgence n'a pas de sens, alors que précisément, il résulte clairement du Code d'instruction criminelle que les traitements réservés par le législateur en matière de flagrant délit sont totalement différents. En effet, dans ce cas, le juge d'instruction peut agir sans être le moins du monde requis par le procureur du Roi. Le fait qu'il n'y ait pas de réquisition de poursuite signifie que le frein constitué par l'avis que le procureur du Roi a le droit de demander en cas de flagrant délit n'existe pas.

Autrement dit, il suffira que le fonctionnaire de l'ISI ou le fonctionnaire des Contributions saisissent directement, en cas de flagrant délit, le juge d'instruction, pour qu'il court-circuite très efficacement le système de filtre.

Il était pratique pour le procureur du Roi de lever ce filtre. J'ai trouvé la réponse du gouvernement assez indigente sur ce point lorsqu'il dit que le directeur des Contributions peut être saisi à toute allure, sans problème.

Monsieur le ministre, si un fonctionnaire de l'administration fiscale apprend que des éléments de fraude se trouvent à l'aéroport de Bruxelles-National, sur un passager en partance, qui va quitter la Belgique dans les vingt-cinq minutes, je vois mal comment on pourra demander l'avis préalable du directeur des Contributions pour permettre au procureur du Roi de prendre les mesures nécessaires. Cela ne tient pas debout.

Je dis aussi, bien entendu, que le système traditionnel va pouvoir fonctionner et que le juge d'instruction, en matière de flagrants délits, pourra exercer ses pouvoirs qu'il tient du Code d'instruction criminelle, sans devoir demander l'avis du directeur des Contributions.

Pour être complets, nous avons rappelé les dispositions de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive car, vous le savez, monsieur le ministre, la jurisprudence a clairement établi désormais que les juges d'instruction délivraient des mandats d'arrêt sans devoir obtenir l'avis préalable ou la réquisition préalable du procureur du Roi. Il s'agit du mécanisme en vigueur actuellement.

Il est évident que si c'est le juge d'instruction qui est saisi de manière régulière d'une instruction à charge d'un fraudeur fiscal, il ne devra absolument pas obtenir la réquisition du procureur du Roi pour délivrer un mandat d'arrêt. Dès lors, seul le procureur du Roi est bridé par l'autorisation préalable du § 3. Aucun filtre ne jouera dans ce cas.

Il nous a semblé que, compte tenu de la technicité assez extraordinaire de ce projet et de ses conséquences telles qu'elles sont apparues en commission, il n'était sans doute pas superflu, du point de vue pédagogique, de reprendre, dans un texte clair, l'ensemble des constatations de la commission et de les insérer dans la loi. Il s'agit là du but de l'amendement qui n'est pas un amendement politique, mais bien un amendement de technique juridique qui vise à mettre en concordance le texte que le Sénat devrait voter avec les intentions clairement exprimées au cours des travaux préparatoires.

M. le Président. — La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Monsieur le Président, je ne vois pas l'utilité de l'amendement présenté par M. Moureaux. Il est évident qu'un texte de loi peut préciser qu'il ne déroge à aucune loi existante ni à la Constitution. C'est ce principe que veut définir M. Moureaux.

La discussion d'amendements en commission a permis d'éclairer un certain nombre d'éléments, mais je tiens à ajouter que la référence à l'article 24 de la Constitution est inadéquate, car cet article vise les poursuites contre les fonctionnaires pour faits de leur administration. Or, il n'est besoin d'aucune autorisation préalable pour poursuivre un fonctionnaire relativement à un fait de son administration.

Enfin, je précise que la loi ne poursuit pas des fins pédagogiques, mais normatives. Par conséquent, cet amendement me semble inadéquat.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement is aangehouden.

M. Trussart présente les amendements que voici :

« A. Supprimer le § 2 de l'article 350 proposé. »

« A. Paragraaf 2 van artikel 350, zoals voorgesteld door dit artikel, te doen vervallen. »

« B. Au § 3 de l'article 350 proposé, apporter les modifications suivantes :

1. A la quatrième ligne, supprimer les mots « dûment autorisés »;
2. A la quatrième ligne, remplacer le mot « doit » par le mot « peut »;
3. A la pénultième ligne, remplacer le mot « quatre » par le mot « deux »;
4. Ajouter un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« La demande d'avis dont il est question à l'alinéa précédent n'est pas interruptive des devoirs d'information et d'instruction. Toutefois, la citation du prévenu doit être précédée de l'avis, sauf si des circonstances graves et urgentes la requièrent. »

« B. In § 3 van het voorgestelde artikel 350 de volgende wijzigingen aan te brengen :

1. Op de vierde en vijfde regel te doen vervallen de woorden « die daartoe behoorlijk gemachtigd zijn »;
2. Op de vijfde regel de woorden « moet hij » te vervangen door de woorden « kan hij »;
3. In de laatste zin de woorden « vier maanden » te vervangen door de woorden « twee maanden »;
4. Een tweede lid toe te voegen, luidende :

« Het verzoek om advies bedoeld in het voorgaande lid, schort de onderzoeks- en opsporingsplicht niet op. Het advies moet echter aan de dagvaarding van de beklagde voorafgaan, tenzij gewichtige en dringende omstandigheden anders vereisen. »

La parole est à M. Trussart.

M. Trussart. — Monsieur le Président, l'amendement que je présente à l'article 62 est assez similaire à ceux qui ont déjà été discutés, excepté le fait que je ne présente pas d'amendement subsidiaire et que je ne supprime pas l'ensemble de l'article 62, mais seulement le § 2 de l'article 350 proposé.

Par ailleurs, au § 3, je propose de supprimer, après modification du § 2, les mots « dûment autorisés ». Ensuite, à la quatrième ligne, je

propose le remplacement du mot « doit » par le mot « peut ». Nous donnons ainsi la possibilité au procureur du Roi de demander l'avis, mais sans obligation.

A l'avant-dernière ligne du § 3, nous proposons de remplacer le mot « quatre » par le mot « deux ».

Enfin, j'en viens à la partie la plus intéressante de notre amendement: nous proposons l'ajout d'un deuxième alinéa rédigé comme suit: « La demande d'avis dont il est question à l'alinéa précédent n'est pas interruptive des devoirs d'information et d'instruction. Toutefois, la citation du prévenu doit être précédée de l'avis, sauf si des circonstances graves et urgentes la requièrent. »

Sur ce point, je me réfère globalement à la justification des amendements précédents. J'ajouterai que la limitation de la capacité d'action des procureurs du Roi est effectivement une atteinte à la séparation des pouvoirs. C'est au procureur du Roi qu'il appartient d'apprécier l'opportunité des poursuites pénales et la nécessité de requérir l'avis d'un fonctionnaire du ministère des Finances. Ainsi que le précise le Code d'instruction criminelle en son article 47 du livre premier — Cassation 24 septembre 1971: « Le procureur du Roi peut toutefois recueillir des renseignements ou des informations complémentaires, afin d'apprécier s'il y a lieu de requérir le juge d'instruction d'instruire, soit de donner citation devant le tribunal correctionnel, soit de laisser la plainte, la dénomination ou le procès-verbal sans suite. »

Ceci démontre clairement la capacité du procureur du Roi et la liberté qu'il doit conserver dans ce domaine.

M. le Président. — La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Monsieur le Président, j'ai déjà répondu longuement à ces arguments, tant en commission qu'en séance publique.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement is aangehouden.

De heer Pataer stelt volgende amendementen voor:

« A. In § 3 van artikel 350 voorgesteld door dit artikel, na de eerste volzin een nieuwe volzin in te voegen, luidende:

« Dit advies dient niet te worden ingewonnen indien er ernstige vermoedens zijn dat de belastingplichtige die het mogelijke voorwerp uitmaakt van de vervolging, zich aan de vervolging wil onttrekken. »

« A. Au § 3 de l'article 350 proposé par cet article, insérer, après la première phrase, une nouvelle phrase libellée comme suit:

« Cet avis ne doit pas être demandé s'il existe de sérieuses présomptions selon lesquelles le contribuable qui fait l'objet éventuel des poursuites veut se soustraire à celles-ci. »

« B. Hetzelfde artikel 350, § 3, aan het slot aan te vullen als volgt:

« Het niet-involgen van dit advies dient door de procureur des Konings schriftelijk te worden gemotiveerd. Deze schriftelijke motivering dient te worden gevoegd bij het dossier dat werd geopend na de klacht of de aangifte. »

« B. Compléter le même article 350, § 3, in fine, par les dispositions suivantes:

« Le procureur du Roi est tenu de motiver par écrit le non-respect de cet avis. Cette motivation écrite doit être jointe au dossier qui a été ouvert après la plainte ou la dénonciation. »

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 62 zijn aangehouden.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 62 sont réservés.

L'article 63 est ainsi rédigé:

Art. 63. Dans le titre VII, chapitre X, section II, du même Code, il est inséré un article 350bis rédigé comme suit:

« Art. 350bis. Sous peine de nullité de l'acte de procédure, les fonctionnaires de l'administration des Contributions directes et de l'administration de l'Inspection spéciale des impôts ne peuvent être entendus que comme témoins. »

Art. 63. In titel VII, hoofdstuk X, afdeling II van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 350bis ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 350bis. De ambtenaren van de administratie der Directe Belastingen en van de administratie van de Bijzondere Belastinginspectie mogen, op straffe van nietigheid van de akte van rechtspleging, slechts als getuige worden gehoord. »

De heer De Smeyter, de heer Lallemand c.s. alsmede de heer Trussart stellen voor dit artikel te doen vervallen.

M. De Smeyter, M. Lallemand et consorts ainsi que M. Trussart proposent la suppression de cet article.

De stemming over die amendementen is aangehouden.

Le vote sur ces amendements est réservé.

De heer De Smeyter stelt volgend subsidiair amendement voor:

« Artikel 63 te vervangen als volgt:

« Art. 63. In hetzelfde Wetboek wordt onder dezelfde hoofding een artikel 350ter (nieuw) ingevoegd, luidende:

« Art. 350ter. — Voor de in artikel 350bis bedoelde ambtenaren vervallen ten aanzien van de overtredingen waarbij hun bijstand of medewerking wordt gevraagd op basis van dat artikel, de bevoegdheden die door de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake belastingen, rechten en taken worden verleend aan de fiscale administratie en aan de ambtenaren ervan. »

« Art. 63. Remplacer l'article 63 par ce qui suit:

« Dans le même Code, il est inséré sous le même intitulé un article 350ter (nouveau), rédigé comme suit:

« Art. 350ter. — Les fonctionnaires visés à l'article 350bis cessent d'exercer à l'égard des infractions pour lesquelles leur assistance et leur concours est requis sur la base dudit article, les compétences conférées en matière d'impôts, de droits et de taxes à l'administration fiscale et à ses fonctionnaires par les dispositions légales et réglementaires. »

De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

M. Lallemand et consorts présentent l'amendement subsidiaire que voici:

« Remplacer l'article 350bis proposé par cet article par la disposition suivante:

« Les fonctionnaires de l'administration des Contributions directes et de l'administration de l'Inspection spéciale des impôts peuvent être requis à tout moment d'apporter leur concours au ministère public. »

« Artikel 350bis, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt:

« De ambtenaren van de administratie der Directe Belastingen en van de administratie van de Bijzondere Belastinginspectie kunnen te allen tijde verzocht worden hun medewerking te verlenen aan het openbaar ministerie. »

La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le ministre, l'amendement que nous proposons est évidemment inacceptable pour vous et nous devons dès lors nous résigner à cette incommunicabilité désastreuse qui s'établit entre nous puisque vous refusez indiscutablement d'adopter la vision constructive de l'opposition.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Je l'ai acceptée jusqu'à la fin des travaux en commission.

M. Lallemand. — En général, vous l'acceptez fort bien, mais en l'occurrence...

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Intellectuellement, je puis l'accepter, monsieur Lallemand.

M. Lallemand. — Intellectuellement donc, vous allez me suivre, même si politiquement vous restez dans le désert du libéralisme économique. (*Sourires.*) Nous allons cependant essayer très brièvement de vous convaincre.

Nous proposons, en effet, exactement le contraire de ce qui est prévu dans votre projet, puisque celui-ci stipule que les fonctionnaires de l'administration des Contributions ne peuvent plus assister aux actes inhérents à l'instruction, aux perquisitions, etc.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — En 1978, le gouvernement de l'époque — dont étaient vos amis, monsieur Lallemand — avait proposé une loi-programme contenant des dispositions d'arrêtés de pouvoirs spéciaux.

Chaque fois qu'un article mentionnait « Le Roi peut... » j'ai déposé des amendements disant « Le Roi ne peut pas... ».

M. Lallemand. — C'est fort bien. Il est regrettable que vous ne soyez plus dans l'opposition, notre tâche s'en trouverait facilitée. (*Rires.*)

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Je ne faisais pas confiance au gouvernement de l'époque et j'avais raison.

M. Lallemand. — Nous serions merveilleusement unis dans un combat enfin positif! (*Sourires.*)

Vous avez, rappelé les doléances d'un officier supérieur de la gendarmerie laquelle, vous ne l'ignorez pas, se plaint souvent qu'on empiète quelque peu sur ses prérogatives. Cet officier prétendait que les fonctionnaires de l'ISI ou des Contributions, lors d'enquêtes, ont tendance à interroger, voire à diriger les interrogatoires.

Je vous ai répondu que c'était significatif de la nécessité devant laquelle se trouvent les juges d'instruction de disposer de personnel parfaitement compétent en matière de fraude fiscale pour mener, comme il se doit, leur instruction. Les juges d'instruction, les procureurs ont amené les fonctionnaires des Contributions à participer aux instructions pénales et non l'inverse.

Nous pensons que la disparition de fonctionnaires spécialisés en matière d'interrogatoires ou de perquisitions risque d'avoir des conséquences très négatives pour ceux qui en font l'objet.

Ceux qui ont la pratique des affaires pénales, savent parfaitement ce que je veux dire.

Lorsqu'un officier de gendarmerie ou de police judiciaire ne trouve pas immédiatement les indices qui motivent l'enquête, il a tendance à utiliser des procédés de pression. Par exemple, s'il faut saisir, au lieu de saisir quelques livres, les seuls pertinents pour l'affaire, il saisit tout!

Cette façon de procéder m'a été rapportée, à plusieurs reprises, par des avocats qui se plaignaient de ces pratiques.

D'ailleurs, vous verrez que, dans bon nombre de procès, on a saisi rigoureusement tout, mettant ainsi la société saisie dans l'incapacité de continuer ses activités ou la laissant continuer dans des conditions très défavorables. L'amendement que nous avons défendu consiste à répondre au vœu des procureurs généraux, que vous aviez consultés et qui, effectivement, vous disaient qu'à leur avis, il y avait peut-être des illégalités dans la pratique existante, illégalités tenant au fait que la loi doit — ou devrait — habiliter les agents de l'administration à participer à des interrogatoires, à des actes d'instruction parce que, disaient ces procureurs, il y a incontestablement là un reproche « possible » — c'est dit très prudemment — de violation du secret professionnel, par exemple.

Cette disposition légale, je vous l'offre royalement. Elle va permettre, en effet, de répondre au vœu de ces éminents magistrats qui sollicitaient de vous la légalisation, en quelque sorte, de pratiques qu'ils approuvaient totalement et dont ils comprenaient parfaitement l'utilité. Cet amendement va, en effet, incontestablement répondre à cette demande puisqu'il dit que les fonctionnaires de l'administration des Contributions directes et de l'administration de l'Inspection spéciale des impôts peuvent être requis à tout moment d'apporter leur concours au ministère public.

C'est exactement le pendant de l'article 41 du Code d'instruction criminelle dont parlait tout à l'heure M. Moureaux, lorsqu'il invoquait cet article qui permet au procureur du Roi, en cas de flagrant délit, de se faire accompagner d'hommes qu'il juge compétents pour l'éclairer sur l'enquête ou l'information qu'il doit mener. Cela peut être un expert en balistique ou un fonctionnaire des Contributions, s'il s'agit d'une affaire fiscale compliquée, etc.

Cet amendement répond à cette demande des procureurs généraux et tend à légaliser une situation qui, par ailleurs, n'avait pas subi les critiques des juridictions supérieures, puisque vous savez que la Cour de cassation avait refusé d'annuler toutes les demandes d'annulation qui lui étaient adressées en raison de la présence des officiers de l'ISI dans les interrogatoires, dans les actes d'instruction en général. Mais peut-être vont-ils améliorer tout cela en vous donnant un excellent amendement que vous allez comprendre intellectuellement, même si politiquement vous allez demander de le rejeter.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — M. Lallemand a donné la réponse. (*Sourires.*)

M. le Président. — Le vote sur l'amendement est réservé.
De stemming over het amendement is aangehouden.

M. Moureaux et consorts présentent l'amendement que voici :

« A l'article 350bis proposé par cet article supprimer le mot « que » entre les mots « entendus » et « comme témoins. »

« In artikel 350bis, zoals voorgesteld door dit artikel, het woord « slechts » te vervangen door het woord « niet. »

La parole est à M. Moureaux.

M. Moureaux. — Monsieur le Président, j'ai déposé, en ordre tout à fait subsidiaire, à l'article 63 un amendement que je qualifierai de « maïeutique ».

Le gouvernement nous propose en effet un texte qui prévoit que les fonctionnaires de l'administration ne peuvent être entendus que comme témoins. Il en a suffisamment été question. Cela signifie que vous désirez en quelque sorte — et j'y ai insisté dans la discussion générale — déroger au droit commun et supprimer le droit qui est celui de tout citoyen et du procureur du Roi de recourir à un citoyen compétent en vertu de l'article 43 du Code d'instruction criminelle.

Nous estimons, quant à nous, que la logique est de permettre aux fonctionnaires de l'administration fiscale d'être utilisés comme personnes compétentes pour assister les magistrats instructeurs et les procureurs du Roi dans leur information.

Vous dites que les fonctionnaires d'administration ne peuvent plus assister le procureur, dans le cadre de l'article 43, mais peuvent être entendus comme témoins, et uniquement comme témoins.

Fait embarrassant : il existe une jurisprudence. Certains magistrats, certains tribunaux estiment que, dans la mesure où tel fonctionnaire a exercé une activité taxatrice, est intervenu dans la procédure de taxation ou est à l'origine de la poursuite, il ne peut être accepté comme témoin parce qu'il est au service d'une des parties, ou pour toute autre raison. Ils écartent donc son témoignage en vertu de la notion de procès équitable dont on vient de parler.

La conséquence de tout cela, le piège majeur, c'est qu'on n'entend plus du tout les fonctionnaires de l'administration. On ne les voit plus lors de l'instruction; ils ne sont plus experts; ils n'assistent plus le procureur du Roi, et le magistrat les refuse comme témoins parce qu'ils seraient « suspects de... »

Je souhaiterais entendre le ministre m'affirmer clairement que, désormais, les fonctionnaires de l'administration fiscale, comme tout fonctionnaire ayant dressé un procès-verbal dans une affaire de droit commun, ou comme un commissaire de police entendu comme témoin de l'instruction ou de l'information qu'il a conduite à la demande du procureur du Roi, pourront être entendus sous serment comme témoins de ce qu'ils savent, et de rien d'autre.

C'est pour clarifier les choses que j'ai déposé cet amendement. Je ne le cache pas, notre préférence va au maintien d'une situation où les fonctionnaires de l'administration fiscale peuvent intervenir comme personnes compétentes pour assister la répression.

Une solution me paraît possible. Elle consiste à ne plus entendre ces fonctionnaires comme témoins, puisque leur objectivité est mise en doute, mais, comme il est proposé dans divers amendements, à leur assurer une fonction officielle dans l'instruction.

Si vous leur refusez cela — et j'ai cru comprendre, de la réponse que vous avez fournie, que vous le refusiez fermement —, il doit être clair que, dans le cadre de cette loi, l'audition des fonctionnaires de l'administration fiscale en qualité de témoins ne peut plus être refusée.

Je déciderai de notre amendement en fonction de votre réponse.

M. le Président. — La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — M. Moureaux a déclaré vouloir déposer un amendement s'inspirant de la maïeutique. S'il se prend pour Socrate, le gouvernement n'est pas l'un de ses disciples!

M. Lallenmand. — C'est dommage!

M. le Président. — Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement is aangehouden.

De heer Pataer stelt volgend amendement voor:

« Artikel 350bis voorgesteld door dit artikel aan te vullen als volgt:

« , zij het in elk stadium van de procedure. »

« Compléter l'article 350bis proposé par cet article, par les mots suivants:

« quel que soit le stade de la procédure. »

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 63 zijn aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 63 sont réservés.

Par voie d'amendement subsidiaire, M. Trussart propose l'insertion d'un article 63bis (nouveau) que voici:

« Dans le même Code il est inséré un article 350ter et un article 350quater, libellés comme suit:

« Art. 350ter. Le Roi désignera sur proposition conjointe des ministres de la Justice et des Finances, des fonctionnaires de l'Inspection spéciale des impôts, revêtus d'un grade de niveau 1 au moins et ayant deux ans d'ancienneté au moins au sein de ce service, comme officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur du Roi à compétence restreinte à la recherche et à la constatation des infractions aux lois fiscales.

Les fonctionnaires désignés seront placés sous l'autorité et la surveillance des procureurs généraux et sous la direction des procureurs du Roi au cours de leur mission accomplie en tant qu'officiers de police judiciaire. Ils restent soumis à l'autorité du ministre des Finances dans l'accomplissement de leur mission générale.

A peine de nullité de la procédure fiscale, ces fonctionnaires ne pourront participer à une information ou à une instruction à l'égard d'un contribuable qui aura fait l'objet de leur part d'un acte administratif ou d'une enquête administrative dans l'accomplissement de leur mission générale, qui est directement lié à l'affaire en cause.

Art. 350quater. Sans préjudice de son droit de recouvrer l'impôt éludé et les amendes administratives suivant les modes prévus par la loi, l'administration est recevable à se constituer partie civile devant la juridiction répressive pour demander une somme de un franc à titre de réparation du dommage moral causé à la collectivité par le délit de fraude fiscale. »

« In hetzelfde Wetboek worden een artikel 350ter en een artikel 350quater ingevoegd, luidende:

« Art. 350ter. Op gezamenlijk voorstel van de minister van Justitie en de minister van Financiën, stelt de Koning ambtenaren van de Bijzondere Belastinginspectie die ten minste een graad van niveau 1 bezitten en twee

jaar anciënniteit in die dienst hebben, aan als officieren van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, die uitsluitend bevoegd zijn om overtredingen van de belastingwetten op te sporen en vast te stellen.

Voor de opdrachten die zij als officier van gerechtelijke politie uitvoeren, staan de aangestelde ambtenaren onder het gezag en het toezicht van de procureurs-generaal en onder de leiding van de procureurs des Konings. Voor de uitvoering van hun algemene opdracht, blijven zij onderworpen aan het gezag van de minister van Financiën.

Op straffe van nietigheid van de fiscale procedure, mogen die ambtenaren niet deelnemen aan een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek tegen een belastingplichtige tegen wie zij, bij de uitvoering van hun algemene opdracht, een administratieve handeling of een administratief onderzoek hebben verricht welke rechtstreeks verband houdt met de betrokken zaak.

Art. 350quater. Onverminderd haar recht om de ontdoken belasting en de administratieve boete te vorderen op de wijze bepaald in de wet, kan de administratie zich burgerlijke partij stellen bij de strafrechter om een bedrag van 1 frank te eisen tot vergoeding van de morele schade toegebracht aan de gemeenschap door het misdrijf van belastingfraude. »

La parole est à M. Trussart.

M. Trussart. — Monsieur le ministre, l'amendement que nous présentons tendant à l'insertion d'un article 63bis (nouveau) est pour nous jugé très important. La disposition projetée, celle qui permet aux fonctionnaires de l'administration de n'être entendus que comme témoins, vise en fait à empêcher les fonctionnaires d'être partie prenante au cours du déroulement de l'enquête judiciaire et elle aura nécessairement pour effet de restreindre la collaboration entre les administrations fiscales, collaboration qui montre de plus en plus son efficacité, si l'on en croit les derniers chiffres obtenus par l'ISI et qui sont donnés dans son bilan de l'année 1985.

Les renseignements recueillis lors des interrogatoires sont souvent sources de données nouvelles; de même, la collaboration lors des perquisitions et des saisies de documents est extrêmement utile: le fonctionnaire des Finances sait mieux que personne quelles sont les pièces à saisir et comment les dépouiller. Qui peut affirmer, la violation du caractère secret de l'instruction mise à part, que la présence et l'intervention des fonctionnaires de l'administration des Finances, au stade de l'instruction, ne sont pas compatibles avec le respect des droits de la défense et ne permettent pas d'assurer aux prévenus un procès équitable?

Même si l'on admet ce point de vue, même si l'on admet que la lutte contre la fraude fiscale doit rentrer dans le droit commun — alors que, par ailleurs, la plupart ne contestent pas que la fraude fiscale, lorsqu'elle s'appuie sur un faux en écriture tout au moins, est un délit grave qui blesse l'intérêt général —, la disposition projetée est largement insuffisante et ne peut avoir comme résultat qu'une désorganisation de la collaboration entre le parquet et les agents des Finances, donc un affaiblissement sensible de la recherche et de la répression de la grande fraude. Si la disposition est maintenue, il faut la compléter afin de pallier l'éloignement des fonctionnaires de la procédure d'instruction en mettant en œuvre de nouveaux moyens contre la fraude fiscale par, tout d'abord, la mise à la disposition du procureur du Roi, sur réquisition et par affaire, d'agents du ministère des Finances qui seront revêtus de la qualité d'officiers de police judiciaire à compétence restreinte, contrairement à ce qui figure dans d'autres amendements.

En second lieu, la possibilité qui devrait être donnée à l'administration de se constituer partie civile.

Notre amendement est conçu de telle manière — et c'est un élément assez important à retenir — que, à peine de nullité de la procédure fiscale, ces fonctionnaires requis ne pourront participer à une information ou à une instruction à l'égard d'un contribuable qui aura fait l'objet de leur part d'un acte administratif ou d'une enquête administrative dans l'accomplissement de leur mission générale, qui est directement liée à l'affaire en cause.

Un garde-fou très important est ainsi mis dans ce domaine.

J'en arrive maintenant à l'article 350quater que nous proposons d'ajouter. Son contenu est le suivant: « Sans préjudice de son droit de recouvrer l'impôt éludé et les amendes administratives suivant les modes prévus par la loi, l'administration est recevable à se constituer partie civile devant la juridiction répressive pour demander une somme d'un franc à

titre de réparation du dommage moral causé à la collectivité par le délit de fraude fiscale. »

La justification de cette partie de l'amendement est reprise des explications fournies par le remarquable document élaboré par M. Kirkpatrick, selon lequel « l'administration victime de la fraude fiscale se trouve, en tout cas en matière d'impôts directs, dans une situation moins favorable que n'importe quel particulier lésé par une infraction. Sur le plan des principes, ce n'est pas injustifiable car les intérêts de la collectivité sont défendus par le ministère public.

En pratique cependant, l'administration connaît généralement mieux la matière des impôts sur les revenus que les membres du parquet, ainsi que le soulignent certaines propositions déposées depuis 1984. La présence d'un avocat de l'administration à l'audience peut donc être utile pour soutenir l'accusation, du moins dans les affaires complexes.

En revanche, il n'est pas souhaitable que la juridiction répressive soit obligée de déterminer le montant des impôts qui ont été éludés au préjudice du fisc. Pour réaliser cet objectif, la commission Ganshof avait envisagé de conférer à l'administration le droit d'intervenir volontairement devant la juridiction répressive, mais elle y a renoncé en raison des difficultés qu'aurait entraînées l'organisation d'une telle procédure. »

Une réforme plus simple permet d'atteindre cet objectif. C'est celle que propose l'amendement que je viens de vous exposer. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. le Président. — La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Ce problème a déjà été largement débattu en commission et en séance publique, monsieur le Président.

Il s'agit de propositions qui sont contraires à l'esprit du projet. Celui-ci a choisi la voie de la création de substituts spécialisés en matière fiscale pour renforcer le dispositif de lutte contre la fraude et non celle que préconise l'amendement.

En ce qui concerne certains propos qui ont été tenus au sujet du problème de la constitution du fisc comme partie civile devant les juridictions répressives, l'opinion de M. Kirkpatrick, qui a été citée, ne fait pas l'unanimité en doctrine; elle est controversée. Rien ne s'oppose, sur la base du droit actuel, à ce que l'administration fiscale se constitue partie civile devant une juridiction répressive. Elle peut toujours le faire.

Le « risque » existe et, par conséquent, les arguments s'opposant à la confusion des rôles restent pertinents.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement is aangehouden.

Par voie d'amendement, M. Lallemand et consorts proposent l'insertion d'un article 63bis (nouveau) que voici :

« Le même Code est complété par un article 350ter libellé comme suit :

« Le Roi peut, sur proposition conjointe des ministres de la Justice et des Finances, désigner des agents de l'administration de l'Inspection spéciale des impôts, ayant au moins un grade de niveau 1, comme officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi. Ils ont pour mission de rechercher et de constater les infractions aux lois fiscales.

Lorsqu'ils agissent en qualité d'officier de police judiciaire, les agents sont placés sous l'autorité et la surveillance du procureur général du ressort et agissent sous la direction du procureur du Roi qui requiert leur assistance. Ils restent sous l'autorité hiérarchique du ministre des Finances pour accomplir leur mission générale ».

« Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 350ter luidende :

« De Koning kan op gezamenlijk voorstel van de ministers van Justitie en Financiën, ambtenaren van de administratie van de Bijzondere Belastinginspectie aanwijzen met ten minste een graad van niveau 1, als officier van gerechtelijke politie hulpofficier van de procureur des Konings. Zij zijn belast met de opsporing en de vaststelling van de overtredingen van de belastingwetten.

Wanneer zij optreden in de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, staan die ambtenaren onder het gezag en toezicht van de procureur-generaal van het rechtsgebied, en werken onder leiding van de procureur des Konings die om hun bijstand vraagt. Voor het vervullen

van hun algemene opdracht blijven zij onder het hiërarchische gezag van de minister van Financiën. »

La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, cet amendement, qui vise à l'insertion d'un article 63bis (nouveau), est assez proche de celui que M. Trussart vient de défendre.

Il répondait d'une certaine manière aux avis de certains membres du CVP qui avaient tenu à faire acter dans le rapport que la désignation de membres de l'administration fiscale comme officiers de police judiciaire pouvait être une solution. Le ministre a répondu qu'il pourrait l'envisager si les moyens budgétaires lui étaient attribués. Cette solution ne règle cependant pas tous les problèmes juridiques qui sont liés à la qualité d'officier de police judiciaire d'un agent de l'administration fiscale.

Je retire l'amendement que nous avions déposé car celui de M. Trussart est mieux rédigé que le nôtre. Il comporte une limitation qui est heureuse et qui n'est pas prévue dans l'amendement que nous avions établi.

Je me permets d'ajouter qu'il conviendrait de réformer complètement l'ISI pour pouvoir suivre la voie suggérée par l'amendement. Il faudrait prévoir une réforme plus approfondie que celle qui est envisagée dans l'amendement, même si la présente réforme me paraît aller dans la bonne direction.

M. le Président. — L'amendement est donc retiré.

Het amendement is ingetrokken.

L'article 64 est ainsi rédigé :

Modifications au Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus

Art. 64. A l'article 2 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, modifié par l'article 3 de la loi du 10 février 1981, les modifications suivantes sont apportées :

1^o Dans l'alinéa 3, les mots « 345 à 350 » sont remplacés par les mots « 345 à 349 »;

2^o L'article est complété par l'alinéa suivant :

« Les articles 350 et 350bis du Code des impôts sur les revenus sont applicables aux infractions aux dispositions du présent Code et aux arrêtés pris pour son exécution. »

Wijzigingen aan het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen

Art. 64. In artikel 2 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 10 februari 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o In het derde lid worden de woorden « 345 tot 350 » vervangen door de woorden « 345 tot 349 »;

2^o Het artikel wordt aangevuld met het volgend lid :

« De artikelen 350 en 350bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen zijn van toepassing op de overtredingen van de bepalingen van dit Wetboek en de ter uitvoering ervan genomen besluiten. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 65. Dans le titre I^{er} du même Code, il est inséré un article 2bis, rédigé comme suit :

« Art. 2bis. Dans les limites prévues par la loi, le montant des amendes administratives proportionnelles prévues par le présent Code ou par les arrêtés pris pour son exécution, est fixé selon une échelle dont les graduations sont déterminées par le Roi. »

Art. 65. In titel I van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2bis. Binnen de door de wet gesteld grenzen, wordt het bedrag van de proportionele administratieve boeten vastgesteld in dit Wetboek

of in de ter uitvoering ervan genomen besluiten, bepaald volgens een schaal waarvan de trappen door de Koning worden vastgesteld.»

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 66. L'article 71 du même Code, remplacé par l'article 7, § 2, de la loi du 10 février 1981, est complété par les mots «ou de l'une de ces peines seulement».

Art. 66. Artikel 71 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 7, § 2, van de wet van 10 februari 1981, wordt aangevuld met de woorden «of met één van die straffen alleen».

— Adopté.

Aangenomen.

Modifications au Code de la taxe sur la valeur ajoutée

Art. 67. Dans l'article 73 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, remplacé par l'article 9 de la loi du 10 février 1981, les mots «ou de l'une de ces peines seulement» sont insérés entre les mots «500 000 francs» et «celui qui».

Wijzigingen aan het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde

Art. 67. Artikel 73 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, vervangen door artikel 9 van de wet van 10 februari 1981, wordt aangevuld met de woorden «of met één van die straffen alleen».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 68. A l'article 73bis du même Code, inséré par l'article 9 de la loi du 10 février 1981, les modifications suivantes sont apportées:

1^o Dans l'alinéa 1^{er}, les mots «ou de l'une de ces peines seulement» sont insérés entre les mots «500 000 francs» et «celui qui»;

2^o L'alinéa 2 est complété par les mots «ou de l'une de ces peines seulement».

Art. 68. In artikel 73bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 9 van de wet van 10 februari 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o In het eerste lid worden tussen de woorden «500 000 frank» en «wordt gestraft» de woorden «of met één van die straffen alleen» ingevoegd;

2^o Het tweede lid wordt aangevuld met de woorden «of met één van die straffen alleen».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 69. L'article 73quater du même Code, inséré par l'article 9 de la loi du 10 février 1981, est complété par les mots «ou de l'une de ces peines seulement».

Art. 69. Artikel 73quater van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 9 van de wet van 10 februari 1981, wordt aangevuld met de woorden «of met één van die straffen alleen».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 70. A l'article 73quinquies du même Code, inséré par l'article 9 de la loi du 10 février 1981 et modifié par l'article 2 de l'arrêté royal n° 41 du 2 avril 1982, les modifications suivantes sont apportées:

1^o Dans le § 1^{er}, les mots «Sous réserve de la dérogation prévue au § 4» sont supprimés;

2^o Les §§2 et 4 sont abrogés.

Art. 70. In artikel 73quinquies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 9 van de wet van 10 februari 1981 en gewijzigd bij artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 41 van 2 april 1982, worden de volgende wijzigingen aangebracht;

1^o In § 1, worden de woorden «Onder voorbehoud van de afwijking waarin § 4 voorziet, zijn» geschrapt en wordt tussen de woorden «artikel 85» en «van toepassing» het woord «zijn» ingevoegd;

2^o De §§ 2 en 4 worden opgeheven.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 71 est ainsi rédigé:

Art. 71. L'article 74 du même Code, remplacé par l'article 9 de la loi du 10 février 1981, est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 74. § 1^{er}. L'action publique est exercée par le ministère public.

§ 2. Toutefois le ministère public ne pourra engager de poursuites si les faits sont venus à sa connaissance à la suite d'une plainte ou d'une dénonciation d'un fonctionnaire dépourvu de l'autorisation dont il est question à l'article 29, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle.

§ 3. A moins que sa connaissance des faits ne résulte d'une plainte déposée ou d'une dénonciation faite par les fonctionnaires des administrations fiscales du ministère des Finances, dûment autorisés, le procureur du Roi doit, s'il veut engager des poursuites pour des faits pénalement punissables au termes du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution, demander l'avis du directeur régional de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, compétent. Le procureur du Roi joint à sa demande d'avis les éléments de fait dont il dispose; le directeur régional doit, dans les quatre mois de la date de sa réception, répondre à la demande qui lui aura été adressée.

§ 4. Si, avant la clôture des débats devant une juridiction répressive, une autorité judiciaire est saisie d'une contestation qui porte sur l'application d'une disposition du présent Code ou d'un arrêté pris pour son exécution, le juge saisi de l'action publique doit, si la solution de la contestation lui paraît de nature à exercer une influence sur cette action, surseoir à statuer sur les préventions ou sur l'une d'elles, jusqu'à ce qu'il ait été mis fin à la contestation par une décision coulée en force de chose jugée. Pendant la durée de la surséance, la prescription de l'action publique est suspendue.

§ 5. Dans le cas visé au § 3, la prescription de l'action publique est suspendue entre la date de la demande d'avis et celle à laquelle le directeur général de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, donne cet avis.

La durée de cette suspension ne peut excéder quatre mois.»

Art. 71. Artikel 74 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 9 van de wet van 10 februari 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling:

«Art. 74. § 1. De strafvordering wordt uitgeoefend door het openbaar ministerie.

§ 2. Het openbaar ministerie kan echter geen vervolging instellen indien het kennis heeft gekregen van de feiten tengevolge van een klacht of een aangifte van een ambtenaar die niet de machtiging had waarvan sprake is in artikel 29, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering.

§ 3. Tenzij de procureur des Konings met de feiten bekend is geraakt ingevolge een klacht die is ingediend of een aangifte die is gedaan door ambtenaren van de belastingbesturen van het ministerie van Financiën die daartoe behoorlijk gemachtigd zijn, moet hij, indien hij een vervolging wil instellen wegens feiten die naar luid van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten strafrechtelijk strafbaar zijn, het advies van de bevoegde gewestelijke directeur van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen, vragen. De procureur des Konings voegt het feitenmateriaal waarover hij beschikt bij zijn verzoek om advies; de gewestelijke directeur dient binnen vier maanden na de ontvangst van het aan hem gerichte verzoek hierop te antwoorden.

§ 4. Indien, vóór het sluiten van de debatten voor een strafrechter, bij een andere gerechtelijke overheid een geschil aanhangig wordt gemaakt over de toepassing van een bepaling van dit Wetboek of van een ter uitvoering ervan genomen besluit, moet de rechter bij wie de strafvordering aanhangig is, indien de oplossing van het geschil hem van die aard schijnt te zijn dat ze een invloed kan hebben op de strafvordering, de uitspraak over de tenlasteleggingen of over één ervan uitstellen totdat

aan het geschil een einde is gemaakt door een in kracht van gewijsde gegane beslissing. Tijdens dat uitstel is de verjaring van de strafvordering geschorst.

§ 5. In het geval bedoeld in § 3, wordt de verjaring van de strafvordering geschorst tussen de datum van het verzoek om advies en die waarop de gewestelijke directeur van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen dit advies uitbrengt.

Deze schorsing mag niet langer duren dan vier maanden. »

De heer De Smeyter alsmede de heer Lallemand c.s. stellen voor dit artikel te doen vervallen.

M. De Smeyter ainsi que M. Lallemand et consorts proposent la suppression de cet article.

De stemming over de amendementen is aangehouden.

Le vote sur les amendements est réservé.

De heer De Smeyter stelt volgens subsidiair amendement voor:

« Het artikel 71 op overeenkomstige wijze zoals bij artikel 62 te vervangen. »

« Remplacer en conséquence l'article 71. »

De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

M. Lallemand et consort présentent les amendements subsidiaires que voici:

« A. Compléter le § 2 de l'article 74 proposé par ce qui suit:

« En cas d'urgence ou de flagrant délit, les fonctionnaires pourront déposer une dénonciation motivée auprès du procureur du Roi du ressort. »

« A. Paragraaf 2 van het voorgestelde artikel 74 aan te vullen als volgt:

« In spoedgevallen of bij ontdekking op heterdaad kunnen de ambtenaren een beredeneerde aangifte doen bij de procureur des Konings van het rechtsgebied. »

« B. Remplacer le § 3 de l'article 74 par ce qui suit:

« § 3. A moins que sa connaissance des faits résulte d'une plainte déposée ou d'une dénonciation faite par les fonctionnaires des administrations fiscales du ministère des Finances, dûment autorisés, le procureur du Roi peut, dans le cadre des poursuites pour des faits pénalement punissables aux termes du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution, demander l'avis du directeur régional de l'Inspection spéciale des impôts compétent.

Le procureur du Roi joint à sa demande d'avis les éléments de fait dont il dispose. Le directeur régional doit, dans le mois de la date de sa réception, répondre à la demande qui lui aura été adressée. »

« B. Paragraaf 3 van het voorgestelde artikel 74 te vervangen als volgt:

« § 3. Tenzij de procureur des Konings met de feiten bekend is geraakt ingevolge een klacht die is ingediend of een aangifte die is gedaan door ambtenaren van de belastingbesturen van het ministerie van Financiën die daartoe behoorlijk gemachtigd zijn, kan hij, in het kader van een vervolging wegens feiten die naar luid van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten strafrechtelijk strafbaar zijn, het advies van de bevoegde gewestelijke directeur van de Bijzondere Belastinginspectie vragen.

De procureur des Konings voegt het feitenmateriaal waarover hij beschikt bij zijn verzoek om advies. De gewestelijke directeur moet binnen een maand na de ontvangst van het aan hem gericht verzoek hierop antwoorden. »

« C. Supprimer les §§ 4 et 5. »

« C. Paragrafen 4 en 5 te doen vervallen. »

Le vote sur les amendements est réservé.

De stemming over de amendementen is aangehouden.

M. Moureaux et consorts présentent, subsidiairement à l'amendement subsidiaire de M. Lallemand et consorts, l'amendement que voici:

« Remplacer le § 2 de l'article 74 proposé par cet article par ce qui suit:

« Sans préjudice des articles 24 et 112 de la Constitution, 29, 59, 61, 127 et suivants du Code d'instruction criminelle, 1, 6 et 8 de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive, le ministère public ne pourra engager de poursuites pour les infractions purement fiscales, avant d'avoir recueilli l'avis prévu au § 3, si les faits sont venus à sa connaissance à la suite d'une plainte ou d'une dénonciation d'un fonctionnaire dépourvu de l'autorisation nécessaire. »

« Paragraaf 2 van artikel 74, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt:

« Onverminderd de artikelen 24 en 112 van de Grondwet, de artikelen 29, 59, 61, 127 en volgende van het Wetboek van strafvordering, de artikelen 1, 6 en 8 van de wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis, kan het openbaar ministerie de vervolging wegens louter fiscale misdrijven eerst instellen na het advies bedoeld in § 3 te hebben ontvangen, wanneer het gaat om feiten waarvan het kennis heeft gekregen tengevolge van een klacht of een aangifte van een ambtenaar die niet de vereiste machtiging had. »

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 71 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 71 zijn aangehouden.

L'article 72 est ainsi rédigé:

Art. 72. Dans le chapitre XI, section 2, du même Code, il est inséré un article 74bis, rédigé comme suit:

« Art. 74bis. Sous peine de nullité de l'acte de procédure, les fonctionnaires de l'administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines et de l'administration de l'Inspection spéciale des impôts, ne peuvent être entendus que comme témoins. »

Art. 72. In hoofdstuk XI, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 74bis ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 74bis. De ambtenaren van de administratie van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen en van de administratie van de Bijzondere Belastinginspectie mogen, op straffe van nietigheid van de akte van rechtspleging, slechts als getuige worden gehoord. »

De heer De Smeyter, de heer Trussart, alsmede de heer Lallemand c.s. stellen voor dit artikel te doen vervallen.

M. De Smeyter, M. Trussart ainsi que M. Lallemand et consorts proposent la suppression de cet article.

De stemming over die amendementen is aangehouden.

Le vote sur ces amendements est réservé.

De heer De Smeyter stelt volgens subsidiair amendement voor:

« Het artikel 72 op overeenkomstige wijze te vervangen. »

« Remplacer en conséquence l'article 72. »

De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

M. Lallemand et consorts présentent l'amendement subsidiaire que voici:

« Remplacer l'article 74bis proposé par cet article par la disposition suivante:

« Les fonctionnaires de l'administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration de l'Inspection spéciale des impôts peuvent être requis à tout moment d'apporter leur concours au ministère public. »

« Artikel 74bis, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt :

« De ambtenaren van de administratie van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen en van de administratie van de Bijzondere Belastinginspectie kunnen te allen tijde verzocht worden hun medewerking te verlenen aan het openbaar ministerie. »

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 72 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 72 zijn aangehouden.

Par voie d'amendement subsidiaire, M. Trussart propose l'insertion d'un article 72bis (nouveau) que voici :

« Dans le même Code, il est inséré un article 74ter et un article 74quater, rédigés comme suit :

« Art. 74ter. ... »

(Même texte que celui de l'article 350ter proposé à l'article 63bis).

« Art. 74quater. ... »

(Même texte que celui de l'article 350quater proposé à l'article 63bis). »

« In hetzelfde Wetboek worden een artikel 74ter en een artikel 74quater ingevoegd, luidende :

« Art. 74ter. ... »

(Zelfde tekst als artikel 350ter bij artikel 63bis).

« Art. 74quater. ... »

(Zelfde tekst als artikel 350quater bij artikel 63bis). »

Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement is aangehouden.

Par voie d'amendement, M. Lallemand et consorts proposent l'insertion d'un article 72bis (nouveau) que voici :

« Le même Code est complété par un article 74ter libellé comme suit :

« Le Roi peut, sur proposition conjointe des ministres de la Justice et des Finances, désigner des agents de l'administration de l'Inspection spéciale des impôts, ayant au moins un grade de niveau 1, comme officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi. Ils ont pour mission de rechercher et de constater les infractions aux lois fiscales. »

Lorsqu'ils agissent en qualité d'officier de police judiciaire, les agents sont placés sous l'autorité et la surveillance du procureur général du ressort et agissent sous la direction du procureur du Roi qui requiert leur assistance. Ils restent sous l'autorité hiérarchique du ministre des Finances pour accomplir leur mission générale. »

« Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 74ter, luidende :

« De Koning kan op gezamenlijk voorstel van de ministers van Justitie en Financiën, ambtenaren van de administratie van de Bijzondere Belastinginspectie aanwijzen met ten minste een graad van niveau 1, als officier van gerechtelijke politie hulpofficier van de procureur des Konings. Zij zijn belast met de opsporing en de vaststelling van de overtredingen van de belastingwetten. »

Wanneer zij optreden in de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, staan die ambtenaren onder het gezag en toezicht van de procureur-generaal van het rechtsgebied, en werken ze onder leiding van de procureur des Konings, die om hun bijstand vraagt. Voor het vervullen van hun algemene opdracht blijven zij onder het hiërarchische gezag van de minister van Financiën. »

Cet amendement est retiré.

Dit amendement is ingetrokken.

L'article 73 est ainsi rédigé :

Art. 73. L'article 84 du même Code est complété par l'alinéa suivant :

« Dans les limites prévues par la loi, le montant des amendes fiscales proportionnelles prévues par le présent Code ou par les arrêtés pris pour

son exécution, est fixé selon une échelle dont les graduations sont déterminées par le Roi. »

Art. 73. Artikel 84 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid :

« Binnen de door de wet gestelde grenzen, wordt het bedrag van de proportionele fiscale boeten vastgesteld in dit Wetboek of in de ter uitvoering ervan genomen besluiten, bepaald volgens een schaal waarvan de trappen door de Koning worden vastgesteld. »

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 74 est ainsi rédigé :

Art. 74. Dans le chapitre XIV du même Code, il est inséré un article 84bis, rédigé comme suit :

« Art. 84bis. Dans les cas spéciaux, le directeur régional de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines compétent peut accorder, aux conditions qu'il détermine, l'exonération de tout ou partie des intérêts prévus par l'article 91, §§ 1^{er} et 2. »

Art. 74. In hoofdstuk XIV van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 84bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 84bis. In bijzondere gevallen mag de bevoegde gewestelijke directeur van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen, onder door hem bepaalde voorwaarden, vrijstelling verlenen voor alle in artikel 91, § 1 en § 2, bedoelde interesten of voor een deel ervan. »

De heren De Smeyter en Kenzeler stellen voor dit artikel te doen vervallen.

MM. De Smeyter et Kenzeler proposent la suppression de cet article.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 74 zijn aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 74 sont réservés.

Modifications au Code des taxes assimilées au timbre

Art. 75. L'article 202⁴ du Code des taxes assimilées au timbre, inséré par l'article 8 de la loi du 13 juin 1951, est complété par l'alinéa suivant :

« Dans les limites prévues par la loi, le montant des amendes fiscales proportionnelles prévues par le présent Code ou par les arrêtés pris pour son exécution, est fixé selon une échelle dont les graduations sont déterminées par le Roi. »

Wijzigingen aan het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen

Art. 75. Artikel 202⁴ van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, ingevoegd bij artikel 8 van de wet van 13 juni 1951, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Binnen de door de wet gestelde grenzen wordt het bedrag van de proportionele fiscale boeten vastgesteld in dit Wetboek of in de ter uitvoering ervan genomen besluiten, bepaald volgens een schaal waarvan de trappen door de Koning worden vastgesteld. »

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 76 est ainsi libellé :

Art. 76. Dans le titre XV du même Code, il est inséré un article 202^{4bis}, rédigé comme suit :

« Art. 202^{4bis}. Dans les cas spéciaux, le directeur régional de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines compétent peut accorder, aux conditions qu'il détermine, l'exonération de tout ou partie des intérêts prévus par l'article 164 et l'article 179¹. »

Art. 76. In titel XV van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 202^{4bis} ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 202^{4bis}. In bijzondere gevallen mag de bevoegde gewestelijke directeur van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen, onder door hem bepaalde voorwaarden, vrijstelling verlenen voor alle in de artikelen 164 en 179¹ bedoelde interesten of voor een deel ervan. »

De heren De Smeyter en Kenzeler stellen voor dit artikel te doen vervallen.

MM. De Smeyter et Kenzeler proposent la suppression de cet article.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 76 zijn aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 76 sont réservés.

Art. 77. Dans l'article 207 du même Code, remplacé par l'article 11 de la loi du 10 février 1981, les mots « ou de l'une de ces peines seulement » sont insérés entre les mots « 500 000 francs » et « celui qui ».

Art. 77. Artikel 207 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 11 van de wet van 10 februari 1981, wordt aangevuld met de woorden « of met één van die straffen alleen ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 78. A l'article 207^{bis} du même Code, inséré par l'article 11 de la loi du 10 février 1981, les modifications suivantes sont apportées:

1^o Dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou de l'une de ces peines seulement » sont insérés entre les mots « 500 000 francs » et « celui qui »;

2^o L'alinéa 2 est complété par les mots « ou de l'une de ces peines seulement ».

Art. 78. In artikel 207^{bis} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 11 van de wet van 10 februari 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o In het eerste lid worden tussen de woorden « 500 000 frank » en « wordt gestraft », de woorden « of met één van die straffen alleen » ingevoegd;

2^o Het tweede lid wordt aangevuld met de woorden « of met één van die straffen alleen ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 79. L'article 207^{quater} du même Code, inséré par l'article 11 de la loi du 10 février 1981, est complété par les mots « ou de l'une de ces peines seulement ».

Art. 79. Artikel 207^{quater} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 11 van de wet van 10 februari 1981, wordt aangevuld met de woorden « of met één van die straffen alleen ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 80. A l'article 207^{quinquies} du même Code, inséré par l'article 11 de la loi du 10 février 1981 et modifié par l'article 3 de l'arrêté royal n° 41 du 2 avril 1982, les modifications suivantes sont apportées:

1^o Dans le § 1^{er}, les mots « Sous réserve de la dérogation prévue au § 4 » sont supprimés;

2^o Les §§ 2 et 4 sont abrogés.

Art. 80. In artikel 207^{quinquies} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 11 van de wet van 10 februari 1981 en gewijzigd bij artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 41 van 2 april 1982, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o In § 1 worden de woorden « Onder voorbehoud van de afwijking waarin § 4 voorziet, zijn » geschrapt en wordt tussen de woorden « artikel 85 » en « van toepassing » het woord « zijn » ingevoegd;

2^o De §§ 2 en 4 worden opgeheven.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 81 est ainsi libellé:

Art. 81. L'article 207^{nonies} du même Code, inséré par l'article 11 de la loi du 10 février 1981, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 207^{nonies}. § 1^{er}. L'action publique est exercée par le ministère public.

§ 2. Toutefois, le ministère public ne pourra engager de poursuites si les faits sont venus à sa connaissance à la suite d'une plainte ou d'une dénonciation d'un fonctionnaire dépourvu de l'autorisation dont il est question à l'article 29, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle.

§ 3. A moins que sa connaissance des faits ne résulte d'une plainte déposée ou d'une dénonciation faite par les fonctionnaires des administrations fiscales du ministère des Finances, dûment autorisés, le procureur du Roi doit, s'il veut engager des poursuites pour des faits pénalement punissables aux termes du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution, demander l'avis du directeur régional de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, compétent. Le procureur du Roi joint à sa demande d'avis les éléments de fait dont il dispose; le directeur régional doit, dans les quatre mois de la date de sa réception, répondre à la demande qui lui aura été adressée.

§ 4. Si, avant la clôture des débats devant une juridiction répressive, une autre autorité judiciaire est saisie d'une contestation qui porte sur l'application d'une disposition du présent Code ou d'un arrêté pris pour son exécution, le juge saisi de l'action publique doit, si la solution de la contestation lui paraît de nature à exercer une influence sur cette action, surseoir à statuer sur les préventions ou sur l'une d'elles, jusqu'à ce qu'il ait été mis fin à la contestation par une décision coulée en force de chose jugée. Pendant la durée de la surséance, la prescription de l'action publique est suspendue.

§ 5. Dans le cas visé au § 3, la prescription de l'action publique est suspendue entre la date de la demande d'avis et celle à laquelle le directeur régional de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, donne cet avis.

La durée de cette suspension ne peut excéder quatre mois. »

Art. 81. Artikel 207^{nonies} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 11 van de wet van 10 februari 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 207^{nonies}. § 1. De strafvordering wordt uitgeoefend door het openbaar ministerie.

§ 2. Het openbaar ministerie kan echter geen vervolging instellen indien het kennis heeft gekregen van de feiten tengevolge van een klacht of een aangifte van een ambtenaar die niet de machtiging had waarvan sprake is in artikel 29, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering.

§ 3. Tenzij de procureur des Konings met de feiten bekend is geraakt ingevolge een klacht die is ingediend of een aangifte die is gedaan door ambtenaren van de belastingbesturen van het ministerie van Financiën die daartoe behoorlijk gemachtigd zijn, moet hij, indien hij een vervolging wil instellen wegens feiten die naar luid van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten strafrechtelijk strafbaar zijn, het advies van de bevoegde gewestelijke directeur van de Belasting over de Toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen, vragen. De procureur des Konings voegt het feitenmateriaal waarover hij beschikt bij zijn verzoek om advies; de gewestelijke directeur dient binnen vier maanden na de ontvangst van het aan hem gerichte verzoek hierop te antwoorden.

§ 4. Indien, vóór het sluiten van de debatten voor een strafrechter, bij een andere gerechtelijke overheid een geschil aanhangig wordt gemaakt over de toepassing van een bepaling van dit Wetboek of van een ter uitvoering ervan genomen besluit, moet de rechter bij wie de strafvordering aanhangig is, indien de oplossing van het geschil hem van die aard schijnt te zijn dat ze een invloed kan hebben op de strafvordering, de uitspraak over de tenlasteleggingen of over één ervan uitstellen totdat aan het geschil een einde is gemaakt door een in kracht van gewijsde gegane beslissing. Tijdens dat uitstel is de verjaring van de strafvordering geschorst.

§ 5. In het geval bedoeld in § 3, wordt de verjaring van de strafvordering geschorst tussen de datum van het verzoek om advies en die waarop

de gewestelijke directeur van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen dit advies uitbrengt.

Deze schorsing mag niet langer duren dan vier maanden.»

De heer De Smeyter alsmede de heer Lallemand c.s. stellen voor dit artikel te doen vervallen.

M. De Smeyter ainsi que M. Lallemand et consorts proposent la suppression de cet article.

De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

De heer De Smeyter stelt volgend subsidiair amendement voor:

« Het artikel 81 op overeenkomstige wijze te vervangen. »

« Remplacer en conséquence l'article 81. »

De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

M. Lallemand et consorts présentent les amendements subsidiaires que voici:

« A. Compléter le § 2 de l'article 207nonies proposé par ce qui suit:

« En cas d'urgence ou de flagrant délit, les fonctionnaires pourront, déposer une dénonciation motivée auprès du procureur du Roi du ressort. »

« A. Paragraaf 2 van het voorgestelde artikel 207nonies aan te vullen als volgt:

« In spoedgevallen of bij ontdekking op heterdaad kunnen de ambtenaren een beredeneerde aangifte doen bij de procureur des Konings van het rechtsgebied. »

« B. Remplacer le § 3 de l'article 207nonies proposé par ce qui suit:

« § 3. A moins que sa connaissance des faits résulte d'une plainte déposée ou d'une dénonciation faite par les fonctionnaires des administrations fiscales du ministère des Finances, dûment autorisé, le procureur du Roi peut dans le cadre des poursuites pour des faits pénalement punissables aux termes du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution, demander l'avis du directeur régional de l'Inspection spéciale des impôts compétent.

Le procureur du Roi joint à sa demande d'avis les éléments de fait dont il dispose. Le directeur régional doit, dans le mois de la date de sa réception, répondre à la demande qui lui aura été adressée. »

« B. Paragraaf 3 van het voorgestelde artikel 207nonies te vervangen als volgt:

« § 3. Tenzij de procureur des Konings met de feiten bekend is geraakt ingevolge een klacht die is ingediend of een aangifte die is gedaan door ambtenaren van de belastingbesturen van het ministerie van Financiën die daartoe behoorlijk gemachtigd zijn, kan hij, in het kader van een vervolging wegens feiten die naar luid van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten strafrechtelijk strafbaar zijn, het advies van de bevoegde gewestelijke directeur van de Bijzondere Belastinginspectie vragen.

De procureur des Konings voegt het feitenmateriaal waarover hij beschikt bij zijn verzoek om advies. De gewestelijke directeur moet binnen een maand na de ontvangst van het aan hem gerichte verzoek hierop antwoorden. »

« C. Supprimer les §§ 4 et 5. »

« C. Paragrafen 4 en 5 te doen vervallen. »

Le vote sur les amendements est réservé.

De stemming over de amendementen is aangehouden.

M. Moureaux et consorts présentent subsidiairement à l'amendement de M. Lallemand et consorts, l'amendement que voici:

« Remplacer le § 2 de l'article 207nonies proposé par cet article par ce qui suit:

« Sans préjudice des articles 24 et 112 de la Constitution, 29, 59, 61, 127 et suivants du Code d'instruction criminelle, 1^{er}, 6 et 8 de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive, le ministère public ne pourra engager de poursuites pour les infractions purement fiscales, avant d'avoir recueilli l'avis prévu au § 3, si les faits sont venus à sa connaissance à la suite d'une plainte ou d'une dénonciation d'un fonctionnaire dépourvu de l'autorisation nécessaire. »

« Paragraaf 2 van artikel 207nonies, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt:

« Onverminderd de artikelen 24 en 112 van de Grondwet, de artikelen 29, 59, 61, 127 en volgende van het Wetboek van strafvordering, de artikelen 1, 6 en 8 van de wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis, kan het openbaar ministerie de vervolging wegens louter fiscale misdrijven eerst instellen na het advies bedoeld in § 3 te hebben ontvangen, wanneer het gaat om feiten waarvan het kennis heeft gekregen tengevolge van een klacht of een aangifte van een ambtenaar die niet de vereiste machtiging had. »

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 81 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 81 zijn aangehouden.

L'article 82 est ainsi rédigé:

Art. 82. Dans le titre XV du même Code, il est inséré un article 207decies rédigé comme suit:

« Art. 207decies. Sous peine de nullité de l'acte de procédure, les fonctionnaires de l'administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines et de l'administration de l'Inspection spéciale des impôts ne peuvent être entendus que comme témoins. »

Art. 82. In titel XV van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 207decies ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 207decies. De ambtenaren van de administratie van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen en van de administratie van de Bijzondere Belastinginspectie mogen, op straffe van nietigheid van de akte van rechtspleging, slechts als getuige worden gehoord. »

De heer De Smeyter, de heer Lallemand c.s. alsmede de heer Trussart stellen voor dit artikel te doen vervallen.

M. De Smeyter, M. Lallemand et consorts ainsi que M. Trussart proposent la suppression de cet article.

De stemming over die amendementen is aangehouden.

Le vote sur ces amendements est réservé.

De heer De Smeyter stelt volgend subsidiair amendement voor:

« Het artikel 82 op overeenkomstige wijze te vervangen. »

« Remplacer en conséquence l'article 82. »

De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

M. Lallemand et consorts présentent l'amendement subsidiaire que voici:

« Remplacer l'article 207decies proposé par cet article par la disposition suivante:

« Les fonctionnaires de l'administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines et de l'administration de l'Inspection spéciale des impôts peuvent être requis à tout moment d'apporter leur concours au ministère public. »

« Artikel 207decies, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt :

« De ambtenaren van de administratie van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen en van de administratie van de Bijzondere Belastinginspectie kunnen te allen tijde verzocht worden hun medewerking te verlenen aan het openbaar ministerie. »

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 82 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 82 zijn aangehouden.

Par voie d'amendement subsidiaire, M. Trussart propose l'insertion d'un article 82bis (nouveau) que voici :

« Dans le même Code, il est inséré un article 207undecies et un article 207duodecies rédigés comme suit :

« Art. 207undecies. ... »

(Même texte que celui de l'article 350ter proposé à l'article 63bis).

« Art. 207duodecies. ... »

(Même texte que celui de l'article 350quater proposé à l'article 63bis). »

« In hetzelfde Wetboek worden een artikel 207undecies en een artikel 207duodecies ingevoegd, luidende :

« Artikel 207undecies. ... »

(Zelfde tekst als artikel 350ter bij artikel 63bis).

« Artikel 207duodecies. ... »

(Zelfde tekst als artikel 350quater bij artikel 63bis). »

Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement is aangehouden.

Par voie d'amendement, M. Lallemand et consorts proposent l'insertion d'un article 82bis (nouveau) que voici :

« Le même Code est complété par un article 207undecies libellé comme suit :

« Le Roi peut, sur proposition conjointe des ministres de la Justice et des Finances, désigner des agents de l'administration de l'Inspection spéciale des impôts, ayant au moins un grade de niveau 1, comme officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi. Ils ont pour mission de rechercher et de constater les infractions aux lois fiscales. »

Lorsqu'ils agissent en qualité d'officier de police judiciaire, les agents sont placés sous l'autorité et la surveillance du procureur général du ressort et agissent sous la direction du procureur du Roi qui requiert leur assistance. Ils restent sous l'autorité hiérarchique du ministre des Finances pour accomplir leur mission générale. »

« Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 207undecies, luidende :

« De Koning kan op gezamenlijk voorstel van de ministers van Justitie en Financiën, ambtenaren van de administratie van de Bijzondere Belastinginspectie aanwijzen met ten minste een graad van niveau 1, als officier van gerechtelijke politie hulpofficier van de procureur des Konings. Zij zijn belast met de opsporing en de vaststelling van de overtredingen van de belastingwetten. »

Wanneer zij optreden in de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, staan die ambtenaren onder het gezag en toezicht van de procureur-generaal van het rechtsgebied, en werken ze onder leiding van de procureur des Konings, die om hun bijstand vraagt. Voor het vervullen van hun algemene opdracht blijven zij onder het hiërarchische gezag van de minister van Financiën. »

Cet amendement est retiré.

Dit amendement is ingetrokken.

Modifications au Code des droits d'enregistrement,
d'hypothèque et de greffe

Art. 83. Dans l'article 206 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, remplacé par l'article 13 de la loi du 10 février 1981, les mots « ou de l'une de ces peines seulement » sont insérés entre les mots « 500 000 francs » et « celui qui ».

Wijzigingen aan het Wetboek der registratie-,
hypotheek- en griffierechten

Art. 83. Artikel 206 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, vervangen door artikel 13 van de wet van 10 februari 1981, wordt aangevuld met de woorden « of met één van die straffen alleen ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 84. A l'article 206bis du même Code, inséré par l'article 13 de la loi du 10 février 1981, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou de l'une de ces peines seulement » sont insérés entre les mots « 500 000 francs » et « celui qui » ;

2° L'alinéa 2 est complété par les mots « ou de l'une de ces peines seulement ».

Art. 84. In artikel 206bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 13 van de wet van 10 februari 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, worden tussen de woorden « 500 000 frank » en « wordt gestraft », de woorden « of met één van die straffen alleen » ingevoegd ;

2° Het tweede lid wordt aangevuld met de woorden « of met één van die straffen alleen ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 85. L'article 207bis du même Code, inséré par l'article 13 de la loi du 10 février 1981, est complété par les mots « ou de l'une de ces peines seulement ».

Art. 85. Artikel 207bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 13 van de wet van 10 februari 1981, wordt aangevuld met de woorden « of met één van die straffen alleen ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 86. A l'article 207ter du même Code, inséré par l'article 13 de la loi du 10 février 1981 et modifié par l'article 4 de l'arrêté royal n° 41 du 2 avril 1982, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 1^{er}, les mots « Sous réserve de la dérogation prévue au § 4 » sont supprimés ;

2° Les §§ 2 et 4 sont abrogés.

Art. 86. In artikel 207ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 13 van de wet van 10 februari 1981 en gewijzigd bij artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 41 van 2 april 1982, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 worden de woorden « Onder voorbehoud van de afwijking waarin § 4 voorziet, zijn » geschrapt en wordt tussen de woorden « artikel 85 » en « van toepassing » het woord « zijn » ingevoegd ;

2° De §§ 2 en 4 worden opgeheven.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 87 est ainsi libellé :

Art. 87. L'article 207septies du même Code, inséré par l'article 13 de la loi du 10 février 1981, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 207septies. § 1^{er}. L'action publique est exercée par le ministère public.

§ 2. Toutefois, le ministère public ne pourra engager de poursuites si les faits sont venus à sa connaissance à la suite d'une plainte ou d'une dénonciation d'un fonctionnaire dépourvu de l'autorisation dont il est question à l'article 29, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle.

§ 3. A moins que sa connaissance des faits ne résulte d'une plainte déposée ou d'une dénonciation faite par les fonctionnaires des administrations fiscales du ministère des Finances, dûment autorisés, le procureur du Roi doit, s'il veut engager des poursuites pour des faits pénalement punissables aux termes du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution, demander l'avis du directeur régional de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, compétent. Le procureur du Roi joint à sa demande d'avis les éléments de fait dont il dispose; le directeur régional doit, dans les quatre mois de la date de sa réception, répondre à la demande qui lui aura été adressée.

§ 4. Si, avant la clôture des débats devant une juridiction répressive, une autre autorité judiciaire est saisie d'une contestation qui porte sur l'application d'une disposition du présent Code ou d'un arrêté pris pour son exécution, le juge saisi de l'action publique doit, si la solution de la contestation lui paraît de nature à exercer une influence sur cette action, surseoir à statuer sur les préventions ou sur l'une d'elles, jusqu'à ce qu'il ait été mis fin à la contestation par une décision coulée en force de chose jugée. Pendant la durée de la surséance, la prescription de l'action publique est suspendue.

§ 5. Dans le cas visé au § 3, la prescription de l'action publique est suspendue entre la date de la demande d'avis et celle à laquelle le directeur régional de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, donne cet avis.

La durée de cette suspension ne peut excéder quatre mois. »

Art. 87. Artikel 207septies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 13 van de wet van 10 februari 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 207septies. § 1. De strafvordering wordt uitgeoefend door het openbaar ministerie.

§ 2. Het openbaar ministerie kan echter geen vervolging instellen indien het kennis heeft gekregen van de feiten tengevolge van een klacht of een aangifte van een ambtenaar die niet de machtiging had waarvan sprake is in artikel 29, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering.

§ 3. Tenzij de procureur des Konings met de feiten bekend is geraakt ingevolge een klacht die is ingediend of een aangifte die is gedaan door ambtenaren van de belastingbesturen van het ministerie van Financiën die daartoe behoorlijk gemachtigd zijn, moet hij, indien hij een vervolging wil instellen wegens feiten die naar luid van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten strafrechtelijk strafbaar zijn, het advies van de bevoegde gewestelijke directeur van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen, vragen. De procureur des Konings voegt het feitenmateriaal waarover hij beschikt bij zijn verzoek om advies; de gewestelijke directeur dient binnen vier maanden na de ontvangst van het aan hem gerichte verzoek hierop te antwoorden.

§ 4. Indien, vóór het sluiten van de debatten voor een strafrechter, bij een andere gerechtelijke overheid een geschil aanhangig wordt gemaakt over de toepassing van een bepaling van dit Wetboek of van een ter uitvoering ervan genomen besluit, moet de rechter bij wie de strafvordering aanhangig is, indien de oplossing van het geschil hem van die aard schijnt te zijn dat ze een invloed kan hebben op de strafvordering, de uitspraak over de tenlasteleggingen of over één ervan uitstellen totdat aan het geschil een einde is gemaakt door een in kracht van gewijsde gegane beslissing. Tijdens dat uitstel is de verjaring van de strafvordering geschorst.

§ 5. In het geval bedoeld in § 3, wordt de verjaring van de strafvordering geschorst tussen de datum van het verzoek om advies en die waarop de gewestelijke directeur van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen dit advies uitbrengt.

Deze schorsing mag niet langer duren dan vier maanden. »

De heer De Smeyter alsmede de heer Lallemand c.s. stellen voor dit artikel te doen vervallen.

M. De Smeyter ainsi que M. Lallemand et consorts proposent la suppression de cet article.

De stemming over die amendementen is aangehouden.

Le vote sur ces amendements est réservé.

De heer De Smeyter stelt volgend subsidiair amendement voor:

« Het artikel 87 op overeenkomstige wijze te vervangen. »

« Remplacer en conséquence l'article 87. »

De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

M. Lallemand et consorts présentent les amendements subsidiaires que voici:

« A. Compléter le § 2 de l'article 207septies proposé par ce qui suit:

« En cas d'urgence ou de flagrant délit, les fonctionnaires pourront déposer une dénonciation motivée auprès du procureur du Roi du ressort. »

« A. Paragraaf 2 van het voorgestelde artikel 207septies aan te vullen als volgt:

« In spoedgevallen of bij ontdekking op heterdaad kunnen de ambtenaren een beredeneerde aangifte doen bij de procureur des Konings van het rechtsgebied. »

« B. Remplacer le § 3 de l'article 207septies proposé par ce qui suit:

« § 3. A moins que sa connaissance des faits résulte d'une plainte déposée ou d'une dénonciation faite par les fonctionnaires des administrations fiscales du ministère des Finances, dûment autorisés, le procureur du Roi peut, dans le cadre des poursuites pour des faits pénalement punissables aux termes du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution, demander l'avis du directeur régional de l'Inspection spéciale des impôts compétent.

Le procureur du Roi joint à sa demande d'avis les éléments de fait dont il dispose. Le directeur régional doit, dans le mois de la date de sa réception, répondre à la demande qui lui aura été adressée. »

« B. Paragraaf 3 van het voorgestelde artikel 207septies te vervangen als volgt:

« § 3. Tenzij de procureur des Konings met de feiten bekend is geraakt ingevolge een klacht die is ingediend of een aangifte die is gedaan door ambtenaren van de belastingbesturen van het ministerie van Financiën die daartoe behoorlijk gemachtigd zijn, kan hij, in het kader van een vervolging wegens feiten die naar luid van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten strafrechtelijk strafbaar zijn, het advies van de bevoegde gewestelijke directeur van de Bijzondere Belastinginspectie vragen.

De procureur des Konings voegt het feitenmateriaal waarover hij beschikt bij zijn verzoek om advies. De gewestelijke directeur moet binnen een maand na de ontvangst van het aan hem gerichte verzoek hierop antwoorden. »

« C. Supprimer les §§ 4 et 5. »

« C. Paragrafen 4 en 5 te doen vervallen. »

Le vote sur les amendements est réservé.

De stemming over de amendementen is aangehouden.

M. Moureaux et consorts présentent subsidiairement à l'amendement subsidiaire de M. Lallemand et consorts, l'amendement que voici:

« Remplacer le § 2 de l'article 207septies proposé par cet article par ce qui suit:

« Sans préjudice des articles 24 et 112 de la Constitution, 29, 59, 61, 127 et suivants du Code d'instruction criminelle, 1, 6 et 8 de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive, le ministère public ne pourra engager de poursuites pour les infractions purement fiscales, avant d'avoir recueilli l'avis prévu au § 3, si les faits sont venus à

sa connaissance à la suite d'une plainte ou d'une dénonciation d'un fonctionnaire dépourvu de l'autorisation nécessaire.»

« Paragraaf 2 van artikel 207septies, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt:

« Onverminderd de artikelen 24 en 112 van de Grondwet, de artikelen 29, 59, 61, 127 en volgende van het Wetboek van strafvordering, de artikelen 1, 6 en 8 van de wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis, kan het openbaar ministerie de vervolging wegens louter fiscale misdrijven eerst instellen na het advies bedoeld in § 3 te hebben ontvangen, wanneer het gaat om feiten waarvan het kennis heeft gekregen ten gevolge van een klacht op een aangifte van een ambtenaar die niet de vereiste machtiging had.»

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 87 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 87 zijn aangehouden.

L'article 88 est ainsi rédigé:

Art. 88. Dans le titre I^{er}, chapitre XII, du même Code, il est inséré un article 207octies, rédigé comme suit:

« Art. 207octies. Sous peine de nullité de l'acte de procédure, les fonctionnaires de l'administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines et de l'administration de l'Inspection spéciale des impôts ne peuvent être entendus que comme témoins.»

Art. 88. In titel I, hoofdstuk XII, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 207octies ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 207octies. De ambtenaren van de administratie van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen en van de administratie van de Bijzondere Belastinginspectie mogen, op straffe van nietigheid van de akte van rechtspleging, slechts als getuige worden gehoord.»

De heer De Smeyter, de heer Lallemand c.s. alsmede de heer Trussart stellen voor dit artikel te doen vervallen.

M. De Smeyter, M. Lallemand et consorts ainsi que M. Trussart, proposent la suppression de cet article.

De stemming over die amendementen is aangehouden.

Le vote sur ces amendements est réservé.

De heer De Smeyter stelt volgend subsidiair amendement voor:

« Het artikel 88 op overeenkomstige wijze te vervangen.»

« Remplacer en conséquence l'article 88.»

De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

M. Lallemand et consorts présentent l'amendement subsidiaire que voici:

« Remplacer l'article 207octies proposé par cet article par la disposition suivante:

« Les fonctionnaires de l'administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines et de l'administration de l'Inspection spéciale des impôts peuvent être requis à tout moment d'apporter leur concours au ministère public.»

« Artikel 207octies, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt:

« De ambtenaren van de administratie van de Belastingen over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen en van de administratie van de Bijzondere Belastinginspectie kunnen te allen tijde verzocht worden hun medewerking te verlenen aan het openbaar ministerie.»

La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Cette question a déjà été abordée.

Il s'agit en fait de l'amendement que M. Lallemand dit inspiré des propositions des procureurs généraux.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 88 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 88 zijn aangehouden.

Par voie d'amendement subsidiaire, M. Trussart propose l'insertion d'un article 88bis (nouveau) que voici:

« Dans le même Code, il est inséré un article 207nonies et un article 207decies, rédigés comme suit:

« Art. 207nonies. ...»

(Même texte que celui de l'article 350ter proposé à l'article 63bis.)

« Art. 207decies. ...»

(Même texte que celui de l'article 350quater proposé à l'article 63bis.)»

« In hetzelfde Wetboek worden een artikel 207nonies en een artikel 207decies ingevoegd, luidende:

« Art. 207nonies. ...»

(Zelfde tekst als artikel 350ter bij artikel 63bis.)

« Art. 207decies. ...»

(Zelfde tekst als artikel 350quater bij artikel 63bis.)»

Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement is aangehouden.

Par voie d'amendement, M. Lallemand et consorts proposent l'insertion d'un article 88bis (nouveau) que voici:

« Le même Code est complété par un article 207nonies libellé comme suit:

« Le Roi peut, sur proposition conjointe des ministres de la Justice et des Finances, désigner des agents de l'administration de l'Inspection spéciale des impôts, ayant au moins un grade de niveau 1, comme officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi. Ils ont pour mission de rechercher et de constater les infractions aux lois fiscales.

Lorsqu'ils agissent en qualité d'officier de police judiciaire, les agents sont placés sous l'autorité et la surveillance du procureur général du ressort et agissent sous la direction du procureur du Roi qui requiert leur assistance. Ils restent sous l'autorité hiérarchique du ministre des Finances pour accomplir leur mission générale.»

« Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 207nonies, luidende:

« De Koning kan op gezamenlijk voorstel van de ministers van Justitie en Financiën, ambtenaren van de administratie van de Bijzondere Belastinginspectie aanwijzen met ten minste een graad van niveau 1, als officier van gerechtelijke politie hulpofficier van de procureur des Konings. Zij zijn belast met de opsporing en de vaststelling van de overtredingen van de belastingwetten.

Wanneer zij optreden in de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, staan die ambtenaren onder het gezag en toezicht van de procureur-generaal van het rechtsgebied, en werken ze onder leiding van de procureur des Konings, die om hun bijstand vraagt. Voor het vervullen van hun algemene opdracht blijven zij onder het hiërarchische gezag van de minister van Financiën.»

L'amendement de M. Lallemand et consorts tendant à l'insertion d'un article 88bis (nouveau) est retiré par son auteur.

Art. 89. L'article 218 du même Code est complété par l'alinéa suivant:

« Dans les limites prévues par la loi, le montant des amendes fiscales proportionnelles et des accroissements prévus par le présent Code ou par les arrêtés pris pour son exécution, est fixé selon une échelle dont les graduations sont déterminées par le Roi.»

Art. 89. Artikel 219 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid:

«Binnen de door de wet gestelde grenzen, wordt het bedrag van de proportionele fiscale boeten en de vermeerderingen vastgesteld in dit Wetboek of in de ter uitvoering ervan genomen besluiten, bepaald volgens een schaal waarvan de trappen door de Koning worden vastgesteld.»

— Adopté.

Aangenomen.

Modifications au Code des droits de succession

Art. 90. Dans l'article 133 du Code des droits de succession, remplacé par l'article 16 de la loi du 10 février 1981, les mots «ou de l'une de ces peines seulement» sont insérés entre les mots «500 000 francs» et «celui qui».

Wijzigingen aan het Wetboek der successierechten

Art. 90. Artikel 133 van het Wetboek der successierechten, vervangen door artikel 16 van de wet van 10 februari 1981, wordt aangevuld met de woorden «of met één van die straffen alleen».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 91. A l'article 133bis du même Code, inséré par l'article 16 de la loi du 10 février 1981, les modifications suivantes sont apportées:

1° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots «ou de l'une de ces peines seulement» sont insérés entre les mots «500 000 francs» et «celui qui»;

2° L'alinéa 2 est complété par les mots «ou de l'une de ces peines seulement».

Art. 91. In artikel 133bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 16 van de wet van 10 februari 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In het eerste lid worden tussen de woorden «500 000 frank» en «wordt gestraft», de woorden «of met één van die straffen alleen» ingevoegd;

2° Het tweede lid wordt aangevuld met de woorden «of met één van die straffen alleen».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 92. L'article 133quater du même Code, inséré par l'article 16 de la loi du 10 février 1981, est complété par les mots «ou de l'une de ces peines seulement».

Art. 92. Artikel 133quater van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 16 van de wet van 10 februari 1981, wordt aangevuld met de woorden «of met één van die straffen alleen».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 93. A l'article 133quinquies du même Code, inséré par l'article 16 de la loi du 10 février 1981 et modifié par l'article 5 de l'arrêté royal n° 41 du 2 avril 1982, les modifications suivantes sont apportées:

1° Dans le § 1^{er}, les mots «Sous réserve de la dérogation prévue au § 4» sont supprimés;

2° Les §§ 2 et 4 sont abrogés.

Art. 93. In artikel 133quinquies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 16 van de wet van 10 februari 1981 en gewijzigd bij artikel 5 van het koninklijk besluit nr. 41 van 2 april 1982, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In § 1 worden de woorden «Onder voorbehoud van de afwijking waarin § 4 voorziet, zijn» geschrapt en wordt tussen de woorden «artikel 85» en «van toepassing» het woord «zijn» ingevoegd;

2° De §§ 2 en 4 worden opgeheven.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 94 est ainsi rédigé:

Art. 94. L'article 133nonies du même Code, inséré par l'article 16 de la loi du 10 février 1981, est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 133nonies. § 1^{er}. L'action publique est exercée par le ministère public.

§ 2. Toutefois, le ministère public ne pourra engager de poursuites si les faits sont venus à sa connaissance à la suite d'une plainte ou d'une dénonciation d'un fonctionnaire dépourvu de l'autorisation dont il est question à l'article 29, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle.

§ 3. A moins que sa connaissance des faits ne résulte d'une plainte déposée ou d'une dénonciation faite par les fonctionnaires des administrations fiscales du ministère des Finances, dûment autorisés, le procureur du Roi doit, s'il veut engager des poursuites pour des faits pénalement punissables aux termes du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution, demander l'avis du directeur régional de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, compétent. Le procureur du Roi joint à sa demande d'avis les éléments de fait dont il dispose; le directeur régional doit, dans les quatre mois de la date de sa réception, répondre à la demande qui lui aura été adressée.

§ 4. Si, avant la clôture des débats devant une juridiction répressive, une autre autorité judiciaire est saisie d'une contestation qui porte sur l'application d'une disposition du présent Code ou d'un arrêté pris pour son exécution, le juge saisi de l'action publique doit, si la solution de la contestation lui paraît de nature à exercer une influence sur cette action, surseoir à statuer sur les préventions ou sur l'une d'elles, jusqu'à ce qu'il ait été mis fin à la contestation par une décision coulée en force de chose jugée. Pendant la durée de la surséance, la prescription de l'action publique est suspendue.

§ 5. Dans le cas visé au § 3, la prescription de l'action publique est suspendue entre la date de la demande d'avis et celle à laquelle le directeur régional de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, donne cet avis.

La durée de cette suspension ne peut excéder quatre mois.»

Art. 94. Artikel 133nonies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 16 van de wet van 10 februari 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling:

«Art. 133nonies. § 1. De strafvordering wordt uitgeoefend door het openbaar ministerie.

§ 2. Het openbaar ministerie kan echter geen vervolging instellen indien het kennis heeft gekregen van de feiten tengevolge van een klacht of een aangifte van een ambtenaar die niet de machtiging had waarvan sprake is in artikel 29, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering.

§ 3. Tenzij de procureur des Konings met de feiten bekend is geraakt ingevolge een klacht die is ingediend of een aangifte die is gedaan door ambtenaren van de belastingbesturen van het ministerie van Financiën die daartoe behoorlijk gemachtigd zijn, moet hij, indien hij een vervolging wil instellen wegens feiten die naar luid van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten strafrechtelijk strafbaar zijn, het advies van de bevoegde gewestelijke directeur van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen, vragen. De procureur des Konings voegt het feitenmateriaal waarover hij beschikt bij zijn verzoek om advies; de gewestelijke directeur dient binnen vier maanden na de ontvangst van het aan hem gerichte verzoek hierop te antwoorden.

§ 4. Indien, vóór het sluiten van de debatten voor een strafrechter, bij een andere gerechtelijke overheid een geschil aanhangig wordt gemaakt over de toepassing van een bepaling van dit Wetboek of van een ter uitvoering ervan genomen besluit, moet de rechter bij wie de strafvordering aanhangig is, indien de oplossing van het geschil hem van die aard schijnt te zijn dat ze een invloed kan hebben op de strafvordering, de uitspraak over de tenlasteleggingen of over één ervan uitstellen totdat aan het geschil een einde is gemaakt door een in kracht van gewijsde gegane beslissing. Tijdens dat uitstel is de verjaring van de strafvordering geschorst.

§ 5. In het geval bedoeld in § 3, wordt de verjaring van de strafvordering geschorst tussen de datum van het verzoek om advies en die waarop

de gewestelijke directeur van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen dit advies uitbrengt.

Deze schorsing mag niet langer duren dan vier maanden.»

De heer De Smeyter alsmede de heer Lallemand c.s. stellen voor dit artikel te doen vervallen.

M. De Smeyter ainsi que M. Lallemand et consorts proposent la suppression de cet article.

De stemming over die amendementen is aangehouden.

Le vote sur ces amendements est réservé.

De heer De Smeyter stelt volgend subsidiair amendement voor:

« Het artikel 94 op overeenkomstige wijze te vervangen. »

« Remplacer en conséquence l'article 94. »

De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

M. Lallemand et consorts présentent les amendements subsidiaires que voici:

« A. Compléter le § 2 de l'article 133nonies proposé par ce qui suit:

« § 2. En cas d'urgence ou de flagrant délit, les fonctionnaires pourront déposer une dénonciation motivée auprès du procureur du Roi du ressort. »

« A. Paragraaf 2 van het voorgestelde artikel 133 nonies aan te vullen als volgt:

« § 2. In spoedgevallen of bij ontdekking op heterdaad kunnen de ambtenaren een beredeneerde aangifte doen bij de procureur des Konings van het rechtsgebied. »

« B. Remplacer le § 3 de l'article 133nonies proposé par ce qui suit:

« § 3. A moins que sa connaissance des faits ne résulte d'une plainte déposée ou d'une dénonciation faite par les fonctionnaires des administrations fiscales du ministère des Finances, dûment autorisés, le procureur du Roi peut, dans le cadre des poursuites pour des faits pénalement punissables aux termes du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution, demander l'avis du directeur régional de l'Inspection spéciale des impôts compétent.

Le procureur du Roi joint à sa demande d'avis les éléments de fait dont il dispose. Le directeur régional doit, dans le mois de la date de sa réception, répondre à la demande qui lui aura été adressée. »

« B. Paragraaf 3 van het voorgestelde artikel 133nonies te vervangen als volgt:

« § 3. Tenzij de procureur des Konings met de feiten bekend is geraakt ingevolge een klacht die is ingediend of een aangifte die is gedaan door ambtenaren van de belastingbesturen van het ministerie van Financiën die daartoe behoorlijk gemachtigd zijn, kan hij, in het kader van een vervolging wegens feiten die naar luid van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten strafrechtelijk strafbaar zijn, het advies van de bevoegde gewestelijke directeur van de Bijzondere Belastinginspectie vragen.

De procureur des Konings voegt het feitenmateriaal waarover hij beschikt bij zijn verzoek om advies. De gewestelijke directeur moet binnen een maand na de ontvangst van het aan hem gerichte verzoek hierop antwoorden. »

« C. Supprimer les §§ 4 et 5. »

« C. Paragrafen 4 en 5 te doen vervallen. »

Le vote sur les amendements est réservé.

De stemming over de amendementen is aangehouden.

M. Moureaux et consorts présentent, subsidiairement à l'amendement de M. Lallemand et consorts, l'amendement que voici:

« Remplacer le § 2 de l'article 133nonies proposé par cet article par ce qui suit:

« Sans préjudice des articles 24 et 112 de la Constitution, 29, 59, 61, 127 et suivants du Code d'instruction criminelle, 1^{er}, 6 et 8 de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive, le ministère public ne pourra engager de poursuites pour les infractions purement fiscales, avant d'avoir recueilli l'avis prévu au § 3, si les faits sont venus à sa connaissance à la suite d'une plainte ou d'une dénonciation d'un fonctionnaire dépourvu de l'autorisation nécessaire. »

« Paragraaf 2 van artikel 133nonies, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt:

« Onverminderd de artikelen 24 en 112 van de Grondwet, de artikelen 29, 59, 61 127 en volgende van het Wetboek van strafvordering, de artikelen 1, 6 en 8 van de wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis, kan het openbaar ministerie de vervolging wegens louter fiscale misdrijven eerst instellen na het advies bedoeld in § 3 te hebben ontvangen, wanneer het gaat om feiten waarvan het kennis heeft gekregen tengevolge van een klacht of een aangifte van een ambtenaar die niet de vereiste machtiging had. »

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 94 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 94 zijn aangehouden.

L'article 95 est ainsi rédigé:

Art. 95. Dans le livre I^{er}, chapitre XIII, section II, du même Code, il est inséré un article 133decies, rédigé comme suit:

« Art. 133decies. Sous peine de nullité de l'acte de procédure, les fonctionnaires de l'administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines et de l'administration de l'Inspection spéciale des impôts ne peuvent être entendus que comme témoins. »

Art. 95. In het eerste boek, hoofdstuk XIII, afdeling II van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 133decies ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 133decies. De ambtenaren van de administratie van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen en van de administratie van de Bijzondere Belastinginspectie mogen, op straffe van nietigheid van de akte van rechtspleging, slechts als getuige worden gehoord. »

De heer De Smeyter, de heer Lallemand c.s. alsmede de heer Trussart stellen voor dit artikel te doen vervallen.

M. De Smeyter, M. Lallemand et consorts ainsi que M. Trussart proposent la suppression de cet article.

De stemming over die amendementen is aangehouden.

Le vote sur ces amendements est réservé.

De heer De Smeyter stelt volgend subsidiair amendement voor:

« Het artikel 95 op overeenkomstige wijze te vervangen. »

« Remplacer en conséquence l'article 95. »

De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

M. Lallemand et consorts présentent l'amendement subsidiaire que voici:

« Remplacer l'article 133decies proposé par cet article par la disposition suivante:

« Les fonctionnaires de l'administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines et de l'administration de l'Inspection spéciale des impôts peuvent être requis à tout moment d'apporter leur concours au ministère public. »

« Artikel 133decies, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt:

« De ambtenaren van de administratie van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen en van de administratie van de Bijzondere Belastinginspectie kunnen te allen tijde verzocht worden hun medewerking te verlenen aan het openbaar ministerie. »

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 95 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 95 zijn aangehouden.

Par voie d'amendement subsidiaire M. Trussart propose l'insertion d'un article 95bis (nouveau) que voici:

« Dans le même Code, il est inséré un article 133undecies et un article 133duodecies, rédigés comme suit:

« Art. 133undecies. ... »

(Même texte que celui de l'article 350ter proposé à l'article 63bis).

« Art. 133duodecies. ... »

(Même texte que celui de l'article 350quater proposé à l'article 63bis).

« In hetzelfde Wetboek worden een artikel 133undecies en een artikel 133duodecies ingevoegd, luidende:

« Artikel 133 undecies. ... »

(Zelfde tekst als artikel 350ter bij artikel 63bis).

« Artikel 133duodecies. ... »

(Zelfde tekst als artikel 350quater bij artikel 63bis). »

Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement is aangehouden.

Par voie d'amendement, M. Lallemand et consorts proposent l'insertion d'un article 95bis (nouveau) que voici:

« Le même Code est complété par un article 133undecies libellé comme suit:

« Le Roi peut, sur proposition conjointe des ministres de la Justice et des Finances, désigner des agents de l'administration de l'Inspection spécial des impôts, ayant au moins un grade de niveau 1, comme officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi. Ils ont pour mission de rechercher et de constater les infractions aux lois fiscales.

Lorsqu'ils agissent en qualité d'officier de police judiciaire, les agents sont placés sous l'autorité et la surveillance du procureur général du ressort et agissent sous la direction du procureur du Roi qui requiert leur assistance. Ils restent sous l'autorité hiérarchique du ministre des Finances pour accomplir leur mission générale. »

« Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 133undecies, luidende:

« De Koning kan op gezamenlijk voorstel van de ministers van Justitie en Financiën, ambtenaren van de administratie van de Bijzondere Belastinginspectie aanwijzen met ten minste een graad van niveau 1, als officier van gerechtelijke politie hulpofficier van de procureur des Konings. Zij zijn belast met de opsporing en de vaststelling van de overtredingen van de belastingwetten.

Wanneer zij optreden in de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, staan die ambtenaren onder het gezag en toezicht van de procureur-generaal van het rechtsgebied, en werken onder leiding van de procureur des Konings, die om hun bijstand vraagt. Voor het vervullen van hun algemene opdracht blijven zij onder het hiërarchische gezag van de minister van Financiën. »

Cet amendement est retiré.

Dit amendement is ingetrokken.

Art. 96. L'article 141 du même Code est complété par l'alinéa suivant:

« Dans les limites prévues par la loi, le montant des amendes fiscales proportionnelles prévues par le présent Code ou par les arrêtés pris pour son exécution, est fixé selon une échelle dont les graduations sont déterminées par le Roi. »

Art. 96. Artikel 141 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid:

« Binnen de door de wet gestelde grenzen, wordt het bedrag van de proportionele fiscale boeten vastgesteld in dit Wetboek of in de ter uitvoering ervan genomen besluiten, bepaald volgens een schaal waarvan de trappen door de Koning worden vastgesteld. »

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 97 est ainsi rédigé:

Art. 97. Dans le titre I^{er}, chapitre XVI, du même Code, il est inséré un article 141bis, rédigé comme suit:

« Art. 141bis. Dans les cas spéciaux, le directeur régional de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines compétent peut accorder, aux conditions qu'il détermine, l'exonération de tout ou partie des intérêts prévus par l'article 81. »

Art. 97. In titel I, hoofdstuk XVI van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 141bis ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 141bis. In bijzondere gevallen mag de bevoegde gewestelijke directeur van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen, onder door hem bepaalde voorwaarden, vrijstelling verlenen voor alle in artikel 81 bedoelde interesten of voor een deel ervan. »

De heren De Smeyter en Kenzeler stellen voor dit artikel te doen vervallen.

MM. De Smeyter et Kenzeler proposent la suppression de cet article.

Le vote sur ces amendements et le vote sur l'article 97 sont réservés.

De stemming over die amendementen en de stemming over artikel 97 zijn aangehouden.

Modifications au Code des droits de timbre

Art. 98. Dans l'article 66 du Code des droits de timbre, remplacé par l'article 18 de la loi du 10 février 1981, les mots « ou de l'une de ces peines seulement » sont insérés entre les mots « 500 000 francs » et « celui qui ».

Wijzigingen aan het Wetboek der zegelrechten

Art. 98. Artikel 66 van het Wetboek der zegelrechten, vervangen door artikel 18 van de wet van 10 februari 1981, wordt aangevuld met de woorden « of met één van die straffen alleen ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 99. A l'article 66bis du même Code, inséré par l'article 18 de la loi du 10 février 1981, les modifications suivantes sont apportées:

1^o Dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou de l'une de ces peines seulement » sont insérés entre les mots « 500 000 francs » et « celui qui »;

2^o L'alinéa 2 est complété par les mots « ou de l'une de ces peines seulement ».

Art. 99. In artikel 66bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 18 van de wet van 10 februari 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o In het eerste lid worden tussen de woorden « 500 000 frank » en « wordt gestraft », de woorden « of met één van die straffen alleen » ingevoegd;

2^o Het tweede lid wordt aangevuld met de woorden « of met één van die straffen alleen ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 100. L'article 67quater du même Code, inséré par l'article 20 de la loi du 10 février 1981, est complété par les mots « ou de l'une de ces peines seulement ».

Art. 100. Artikel 67^{quater} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 20 van de wet van 10 februari 1981, wordt aangevuld met de volgende woorden « of met één van die straffen alleen ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 101. A l'article 67^{quinquies} du même Code, inséré par l'article 20 de la loi du 10 février 1981 et modifié par l'article 6 de l'arrêté royal n° 41 du 2 avril 1982, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 1^{er}, les mots « Sous réserve de la dérogation prévue au § 4 » sont supprimés;

2° Les §§ 2 et 4 sont abrogés.

Art. 101. In artikel 67^{quinquies} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 20 van de wet van 10 februari 1981 en gewijzigd bij artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 41 van 2 april 1982, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 worden de woorden « Onder voorbehoud van de afwijking waarin § 4 voorziet, zijn » geschrapt en wordt tussen de woorden « artikel 85 » en « van toepassing » het woord « zijn » ingevoegd;

2° De §§ 2 en 4 worden opgeheven.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 102 est ainsi rédigé.

Art. 102. L'article 67^{nonies} du même Code, inséré par l'article 20 de la loi du 10 février 1981, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 67^{nonies}. § 1^{er}. L'action publique est exercée par le ministère public.

§ 2. Toutefois, le ministère public ne pourra engager de poursuites si les faits sont venus à sa connaissance à la suite d'une plainte ou d'une dénonciation d'un fonctionnaire dépourvu de l'autorisation dont il est question à l'article 29, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle.

§ 3. A moins que sa connaissance des faits ne résulte d'une plainte déposée ou d'une dénonciation faite par les fonctionnaires des administrations fiscales du ministère des Finances, dûment autorisés, le procureur du Roi doit, s'il veut engager des poursuites pour des faits pénalement punissables aux termes du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution, demander l'avis du directeur régional de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, compétent. Le procureur du Roi joint à sa demande d'avis les éléments de fait dont il dispose; le directeur régional doit, dans les quatre mois de la date de sa réception, répondre à la demande qui lui aura été adressée.

§ 4. Si, avant la clôture des débats devant une juridiction répressive, une autre autorité judiciaire est saisie d'une contestation qui porte sur l'application d'une disposition du présent Code ou d'un arrêté pris pour son exécution, le juge saisi de l'action publique doit, si la solution de la contestation lui paraît de nature à exercer une influence sur cette action, surseoir à statuer sur les préventions ou sur l'une d'elles, jusqu'à ce qu'il ait été mis fin à la contestation par une décision coulée en force de chose jugée. Pendant la durée de la surséance, la prescription de l'action publique est suspendue.

§ 5. Dans le cas visé au § 3, la prescription de l'action publique est suspendue entre la date de la demande d'avis et celle à laquelle le directeur régional de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, donne cet avis.

La durée de cette suspension ne peut excéder quatre mois. »

Art. 102. Artikel 67^{nonies} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 20 van de wet van 10 februari 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 67^{nonies}. § 1. De strafvordering wordt uitgeoefend door het openbaar ministerie.

§ 2. Het openbaar ministerie kan echter geen vervolging instellen indien het kennis heeft gekregen van de feiten tengevolge van een klacht of een aangifte van een ambtenaar die niet de machtiging had waarvan sprake is in artikel 29, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering.

§ 3. Tenzij de procureur des Konings met de feiten bekend is geraakt ingevolge een klacht die is ingediend of een aangifte die is gedaan door ambtenaren van de belastingbesturen van het ministerie van Financiën

die daartoe behoorlijk gemachtigd zijn, moet hij, indien hij een vervolging wil instellen wegens feiten die naar luid van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten strafrechtelijk strafbaar zijn, het advies van de bevoegde gewestelijke directeur van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen, vragen. De procureur des Konings voegt het feitenmateriaal waarover hij beschikt bij zijn verzoek om advies; de gewestelijke directeur dient binnen vier maanden na de ontvangst van het aan hem gerichte verzoek hierop te antwoorden.

§ 4. Indien, vóór het sluiten van de debatten voor een strafrechter, bij een andere gerechtelijke overheid een geschil aanhangig wordt gemaakt over de toepassing van een bepaling van dit Wetboek of van een ter uitvoering ervan genomen besluit, moet de rechter bij wie de strafvordering aanhangig is, indien de oplossing van het geschil hem van die aard schijnt te zijn dat ze een invloed kan hebben op de strafvordering, de uitspraak over de tenlasteleggingen of over één ervan uitstellen totdat aan het geschil een einde is gemaakt door een in kracht van gewijsde gegane beslissing. Tijdens dat uitstel is de verjaring van de strafvordering geschorst.

§ 5. In het geval bedoeld in § 3, wordt de verjaring van de strafvordering geschorst tussen de datum van het verzoek om advies en die waarop de gewestelijke directeur van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen dit advies uitbrengt.

Deze schorsing mag niet langer duren dan vier maanden. »

De heer De Smeyter alsmede de heer Lallemand c.s. stellen voor dit artikel te doen vervallen.

M. De Smeyter ainsi que M. Lallemand et consorts proposent la suppression de cet article.

De stemming over die amendementen is aangehouden.

Le vote sur ces amendements est réservé.

De heer De Smeyter stelt volgend subsidiair amendement voor:

« Het artikel 102 op overeenkomstige wijze te vervangen. »

« Remplacer en conséquence l'article 102. »

De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

M. Lallemand et consorts présentent les amendements subsidiaires que voici:

« A. Compléter le § 2 de l'article 67^{nonies} proposé par ce qui suit:

« En cas d'urgence ou de flagrant délit, les fonctionnaires pourront déposer une dénonciation motivée auprès du procureur du Roi du ressort. »

« A. Paragraaf 2 van het voorgestelde artikel 67^{nonies} aan te vullen als volgt:

« In spoedgevallen of bij ontdekking op heterdaad kunnen de ambtenaren een beredeneerde aangifte doen bij de procureur des Konings van het rechtsgebied. »

« B. Remplacer le § 3 de l'article 67^{nonies} proposé par ce qui suit:

« § 3. A moins que sa connaissance des faits résulte d'une plainte déposée ou d'une dénonciation faite par les fonctionnaires des administrations fiscales du ministère des Finances, dûment autorisés, le procureur du Roi peut, dans le cadre des poursuites pour des faits pénalement punissables aux termes du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution, demander l'avis du directeur régional de l'Inspection spéciale des impôts compétent.

Le procureur du Roi joint à sa demande d'avis les éléments de fait dont il dispose. Le directeur régional doit, dans le mois de la date de sa réception, répondre à la demande qui lui aura été adressée. »

« B. Paragraaf 3 van het voorgestelde artikel 67^{nonies} te vervangen als volgt:

« § 3. Tenzij de procureur des Konings met de feiten bekend is geraakt ingevolge een klacht die is ingediend of een aangifte die is gedaan door ambtenaren van de belastingbesturen van het ministerie van Financiën die daartoe behoorlijk gemachtigd zijn, kan hij, in het kader van een

vervolging wegens feiten die naar luid van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten strafrechtelijk strafbaar zijn, het advies van de bevoegde gewestelijke directeur van de Bijzondere Belastinginspectie vragen.

De procureur des Konings voegt het feitenmateriaal waarover hij beschikt bij zijn verzoek om advies. De gewestelijke directeur moet binnen een maand na de ontvangst van het aan hem gerichte verzoek hierop antwoorden.»

« C. Supprimer les §§ 4 et 5. »

« C. Paragrafen 4 en 5 te doen vervallen. »

M. le Président. — Le vote sur les amendements est réservé.

De stemming over de amendementen is aangehouden.

M. Moureaux et consorts présentent, subsidiairement à l'amendement subsidiaire de M. Lallemand et consorts, l'amendement que voici :

« Remplacer le § 2 de l'article 67nonies proposé par cet article par ce qui suit :

« Sans préjudice des articles 24 et 112 de la Constitution, 29, 59, 61, 127 et suivants du Code d'instruction criminelle, 1^{er}, 6 et 8 de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive, le ministère public ne pourra engager de poursuites pour les infractions purement fiscales, avant d'avoir recueilli l'avis prévu au § 3, si les faits sont venus à sa connaissance à la suite d'une plainte ou d'une dénonciation d'un fonctionnaire dépourvu de l'autorisation nécessaire. »

« Paragraaf 2 van artikel 67nonies, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt :

« Onverminderd de artikelen 24 en 112 van de Grondwet, de artikelen 29, 59, 61, 127 en volgende van het Wetboek van strafvordering, de artikelen 1, 6 en 8 van de wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis, kan het openbaar ministerie de vervolging wegens louter fiscale misdrijven eerst instellen na het advies bedoeld in § 3 te hebben ontvangen, wanneer het gaat om feiten waarvan het kennis heeft gekregen tengevolge van een klacht of een aangifte van een ambtenaar die niet de vereiste machtiging had. »

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 102 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 102 zijn aangehouden.

L'article 103 est ainsi rédigé :

Art. 103. Dans le chapitre X du même Code, il est inséré un article 67decies, rédigé comme suit :

« Art. 67decies. Sous peine de nullité de l'acte de procédure, les fonctionnaires de l'administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines et de l'administration de l'Inspection spéciale des impôts ne peuvent être entendus que comme témoins. »

Art. 103. In hoofdstuk X van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 67decies ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 67decies. De ambtenaren van de administratie van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen en van de administratie van de Bijzondere Belastinginspectie mogen, op straffe van nietigheid van de akte van rechtspleging, slechts als getuige worden gehoord. »

De heer De Smeyter, de heer Lallemand c.s. alsmede de heer Trussart stellen voor dit artikel te doen vervallen.

M. De Smeyter, M. Lallemand et consorts ainsi que M. Trussart proposent la suppression de cet article.

De stemming over die amendementen is aangehouden.

Le vote sur ces amendements est réservé.

De heer De Smeyter stelt volgend subsidiair amendement voor :

« Het artikel 103 op overeenkomstige wijze te vervangen. »

« Remplacer en conséquence l'article 103. »

De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

M. Lallemand et consorts présentent l'amendement subsidiaire que voici :

« Remplacer l'article 67decies proposé par cet article par la disposition suivante :

« Les fonctionnaires de l'administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines et de l'administration de l'Inspection spéciale des impôts peuvent être requis à tout moment d'apporter leur concours au ministère public. »

« Artikel 67decies, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt :

« De ambtenaren van de administratie van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen en van de administratie van de Bijzondere Belastinginspectie kunnen te allen tijde verzocht worden hun medewerking te verlenen aan het openbaar ministerie. »

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 103 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 103 zijn aangehouden.

Par voie d'amendement subsidiaire, M. Trussart propose l'insertion d'un article 103bis (nouveau) ainsi libellé :

« Dans le même Code, il est inséré un article 67undecies et un article 67duodecies, rédigés comme suit :

« Art. 67undecies. ... »

(Même texte que celui de l'article 350ter proposé à l'article 63bis.)

« Art. 67duodecies. ... »

(Même texte que celui de l'article 350quater proposé à l'article 63bis.) »

« In hetzelfde Wetboek worden een artikel 67undecies en een artikel 67duodecies ingevoegd, luidende :

« Art. 67undecies. ... »

(Zelfde tekst als artikel 350ter bij artikel 63bis.)

« Art. 67duodecies. ... »

(Zelfde tekst als artikel 350quater bij artikel 63bis.) »

Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement is aangehouden.

Par voie d'amendement, M. Lallemand et consorts proposent l'insertion d'un article 103bis (nouveau) ainsi rédigé :

« Le même Code est complété par un article 67undecies libellé comme suit :

« Le Roi peut, sur proposition conjointe des ministres de la Justice et des Finances, désigner des agents de l'administration de l'Inspection spéciale des impôts, ayant au moins un grade de niveau 1, comme officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi. Ils ont pour mission de rechercher et de constater les infractions aux lois fiscales. »

Lorsqu'ils agissent en qualité d'officier de police judiciaire, les agents sont placés sous l'autorité et la surveillance du procureur général du ressort et agissent sous la direction du procureur du Roi qui requiert leur assistance. Ils restent sous l'autorité hiérarchique du ministre des Finances pour accomplir leur mission générale. »

« Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 67undecies, luidende :

« De Koning kan op gezamenlijk voorstel van de ministers van Justitie en Financiën, ambtenaren van de administratie van de Bijzondere Belastinginspectie aanwijzen met ten minste een graad van niveau 1, als officier van gerechtelijke politie hulpofficier van de procureur des Konings. Zij

zijn belast met de opsporing en de vaststelling van de overtredingen van de belastingwetten.

Wanneer zij optreden in de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, staan die ambtenaren onder het gezag en toezicht van de procureur-generaal van het rechtsgebied, en werken onder leiding van de procureur des Konings, die om hun bijstand vraagt. Voor het vervullen van hun algemene opdracht blijven zij onder het hiërarchische gezag van de minister van Financiën.»

Cet amendement est retiré.

Dit amendement is ingetrokken.

Art. 104. L'article 74 du même Code est complété par l'alinéa suivant :

« Dans les limites prévues par la loi, le montant des amendes fiscales proportionnelles prévues par le présent Code ou par les arrêtés pris pour son exécution, est fixé selon une échelle dont les graduations sont déterminées par le Roi. »

Art. 104. Artikel 74 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid :

« Binnen de door de wet gestelde grenzen, wordt het bedrag van de proportionele fiscale boeten vastgesteld in dit Wetboek of in de ter uitvoering ervan genomen besluiten, bepaald volgens een schaal waarvan de trappen door de Koning worden vastgesteld. »

— Adopté.

Aangenomen.

Modification au Code pénal

Art. 105. L'article 100, alinéa 2, du Code pénal est abrogé.

Wijzigingen aan het Strafwetboek

Art. 105. Artikel 100, tweede lid, van het Strafwetboek wordt opgeheven.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 106 est ainsi rédigé :

Modifications à la loi du 29 juin 1964
concernant la suspension, le sursis et la probation

Art. 106. Les articles 3, alinéa 6, et 8, § 4, de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, sont abrogés.

Wijzigingen aan de wet van 29 juni 1964
betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie

Art. 106. De artikelen 3, zesde lid, en 8, § 4, van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, worden opgeheven.

De heren De Smeyter en Pataer stellen volgend amendement voor :

« Dit artikel alsmede het opschrift « Wijzigingen aan de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie » te doen vervallen. »

« Supprimer cet article ainsi que l'intitulé « Modifications à la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation. »

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 106 sont réservés.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1985-1986
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1985-1986

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 106 zijn aangehouden.

L'article 107 est ainsi rédigé.

Modification au Code d'instruction criminelle

Art. 107. A l'article 29 du Code d'instruction criminelle, il est ajouté un alinéa rédigé comme suit :

« Toutefois les fonctionnaires de l'administration des Contributions directes et les fonctionnaires de l'administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, ne peuvent, sans autorisation du directeur régional dont ils dépendent, porter à la connaissance du procureur du Roi les faits pénalement punissables aux termes des lois fiscales et des arrêtés pris pour leur exécution. Les mêmes faits ne peuvent être portés à la connaissance du procureur du Roi par les fonctionnaires de l'administration de l'Inspection spéciale des impôts sans l'autorisation du directeur général de cette administration. »

Wijziging aan het Wetboek van strafvordering

Art. 107. Aan artikel 29 van het Wetboek van strafvordering wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De ambtenaren van de administratie der Directe Belastingen en de ambtenaren van de administratie van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen, kunnen echter de feiten die, naar luid van de belastingwetten en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten, strafrechtelijk strafbaar zijn, niet zonder machtiging van de gewestelijke directeur, onder wie zij ressorteren, ter kennis brengen van de procureur des Konings. Dezelfde feiten kunnen door de ambtenaren van de administratie der Bijzondere Belastinginspectie niet zonder machtiging van de directeur-generaal van die administratie ter kennis van de procureur des Konings worden gebracht. »

A cet article plusieurs amendements ont été déposés.

L'avis du Conseil d'Etat a été demandé aux sujet de l'amendement de M. Moureaux et consorts.

Nous examinerons cet article et les amendements y relatifs quand nous serons en possession de cet avis.

Bij dit artikel werden verschillende amendementen ingediend.

In verband met het amendement van de heer Moureaux c.s. op dit artikel, werd het advies van de Raad van State gevraagd.

Wij bespreken derhalve dit artikel en de amendementen die daarop betrekking hebben nadat het advies van de Raad van State in ons bezit zal zijn.

L'article 108 est ainsi rédigé.

Mesures diverses

Art. 108. Les arrêtés pris pour l'exécution des lois fiscales ne disposent que pour l'avenir; ils n'ont pas d'effet rétroactif, sauf dérogation expresse prévue par la loi.

Diverse maatregelen

Art. 108. De ter uitvoering van de belastingwetten genomen besluiten beschikken alleen voor het toekomstige; zij hebben geen terugwerkende kracht, behoudens uitdrukkelijke afwijking in de wet bepaald.

De heren De Smeyter en Pataer stellen voor dit artikel te doen vervallen.

MM. De Smeyter et Pataer proposent la suppression de cet article.

De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

M. Moureaux et consorts présentent l'amendement que voici :

« Compléter cet article par ce qui suit :

« et sans préjudice de l'applicabilité immédiate de nouvelles règles plus favorables au contribuable. »

« Aan het slot van dit artikel de volgende woorden toe te voegen :

« en onverminderd de onmiddellijke toepasbaarheid van nieuwe regels die gunstiger zijn voor de belastingplichtige. »

La parole est à M. Moureaux.

M. Moureaux. — Monsieur le Président, je tiens à préciser que cet amendement n'est pas du tout le même que celui qui avait été déposé en commission. Il a été sensiblement modifié et amélioré, pour tenir compte de vos observations, monsieur le ministre.

Si le ministre et la majorité avaient vraiment le souci de la défense du contribuable, ils accepteraient cet amendement, car il améliore le texte dans le sens que le gouvernement prétend vouloir suivre. Le rejet de cet amendement signifierait que les intentions du gouvernement et de la majorité ne sont peut-être pas celles qu'ils disent avoir.

Après le principe général de la non-rétroactivité des lois, on va encore plus loin. A la suite des avis du conseil d'Etat, le texte a d'ailleurs été modifié par le gouvernement. Il vise à enlever tout effet rétroactif aux dispositions d'exécution des lois fiscales.

Nous avons souligné en commission que le texte, tel qu'il est rédigé, comporte indiscutablement un risque. Il ne s'agit pas d'une invention de l'opposition mais d'une réalité vécue.

Les arrêtés d'application des lois fiscales ont très souvent un effet rétroactif. Vous précisez dans votre exposé des motifs que le fait de rétroagir en début d'année lorsqu'on prend un arrêté le 27 décembre n'est pas une rétroactivité véritable. Cet article est dès lors un faux-semblant quand on le confronte avec l'exposé des motifs.

De plus, ce texte, pris à la lettre, risque d'avoir des effets pervers lorsque les dispositions des arrêtés d'application sont, notamment en matière de règle de procédure, plus favorables au contribuable.

Ainsi, puisque les arrêtés n'ont pas d'effets rétroactifs, dans le cas d'une modification de délai, l'ancien délai s'appliquera dans une affaire qui n'est pas terminée et le fisc pourra refuser de donner au contribuable le bénéfice du prolongement de délai résultant de la modification de l'arrêté.

C'est pour éviter ce risque que nous avons déposé cet amendement qui ne devrait pas gêner le gouvernement si ces intentions sont pures. Je fais appel dans ce cas, non à la bonne foi du gouvernement, qui est toujours entière, mais à sa collaboration. Il ne s'agit pas de faire de la politique politicienne ou de pratiquer une opposition viscérale, mais de donner des garanties aux citoyens et d'aller dans le sens de ce que vous dites être vos intentions. Je demande donc au gouvernement et à la majorité de ne pas rejeter cet amendement sans réflexion car celui-ci tient compte très précisément du cours de droit que vous avez donné en commission, monsieur le ministre, et qui était justifié. Nous proposons, en effet, de compléter cet article par ce qui suit : « et sans préjudice de l'applicabilité immédiate de nouvelles règles plus favorables au contribuable. »

Ce système correspond, vous l'avez dit, à la pratique normale. Il est vrai que l'effet rétroactif de l'applicabilité immédiate est une difficulté majeure de droit et presque un cas d'école pour exégèse de thèse de doctorat. J'ai d'ailleurs plaidé ce sujet devant la Cour d'arbitrage. Mon intervention ici n'est nullement simpliste ou improvisée.

Pour ma part, j'ai beaucoup apprécié votre réponse improvisée, elle, en commission car elle prouvait votre très grande connaissance du sujet et je ne vous critique donc pas dans votre science.

Je demande au ministre de se rendre compte, étant donné la manière dont sont interprétées les notions de rétroactivité dans la pratique judiciaire, du risque qu'il y a de voter le texte tel qu'il est présenté et d'accepter, dès lors, mon amendement.

M. le Président. — La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Monsieur le Président, je pense que les précisions

qu'apporte le texte de M. Moureaux vont de soi. En effet, les nouvelles règles sont toujours d'application immédiate.

La loi peut décider que les arrêtés favorables au contribuable peuvent rétroagir et les nouvelles règles sont, je le répète, d'application immédiate.

M. Moureaux. — Je vous demande de le dire clairement, monsieur le ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — J'ai l'impression que notre texte répond à votre souci. Je suis d'accord avec vous sur l'analyse mais je ne vois pas la nécessité d'amender le texte.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 108 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 108 zijn aangehouden.

L'article 109 est ainsi rédigé :

Art. 109. Chaque fois qu'une administration fiscale adresse à un contribuable un avis par lequel il lui est réclamé une amende administrative, cet avis mentionne les faits constitutifs de l'infraction et la référence aux textes légaux ou réglementaires dont il a été fait application, et donne les motifs qui ont servi à déterminer le montant de l'amende.

Art. 109. Telkens wanneer een belastingadministratie aan een belastingplichtige een bericht zendt, waarbij hem een administratieve boete wordt opgelegd, vermeldt dit bericht de feiten die de overtreding opleveren en de verwijzing naar de toegepaste wet- of verordeningsteksten, en geeft de motieven op die gediend hebben om het bedrag van de boete vast te stellen.

Bij dit artikel werden twee amendementen ingediend.

In verband met het amendement van de heer Van In op dit artikel, werd het advies van de Raad van State gevraagd.

Wij bespreken derhalve dit artikel en de amendementen die daarop betrekking hebben nadat het advies van de Raad van State in ons bezit zal zijn.

A cet article deux amendements ont été déposés.

L'avis du Conseil d'Etat a été demandé au sujet de l'amendement de M. Van In.

Nous examinerons cet article et les amendements y relatifs quand nous serons en possession de cet avis.

L'article 110 est ainsi rédigé :

Section 2. — Création de la fonction de substitut du procureur du Roi, spécialisé en matière fiscale

Art. 110. Les chiffres figurant dans la sixième colonne « substituts du procureur du Roi » du tableau III, intitulé « Tribunaux de première instance », annexé à la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, modifié par les lois des 1^{er} août 1985 et 23 septembre 1985, sont remplacés par les chiffres suivants :

« Siège »	Substituts du procureur du Roi
Anvers	39
Malines	7
Turnhout	8
Hasselt	9
Tongres	8
Bruxelles	67
Louvain	10
Nivelles	9
Charleroi	23
Mons	15
Tournai	8

« Sièges »	Substituts du procureur du Roi
Bruges	16
Courtrai	12
Furnes	4
Ypres	4
Audenarde	6
Gand	27
Termonde	17
Huy	4
Liège	30
Verviers	6
Eupen	2
Arlon	3
Marche-en-Famenne	3
Neufchâteau	3
Namur	8
Dinant	5.»

Afdeling 2.— Instelling van het ambt van substituut-procureur des Konings, gespecialiseerd in fiscale aangelegenheden

Art. 110. De cijfers die voorkomen in de zesde kolom « substituut-procureurs des Konings » van tabel III, met als opschrift « Rechterbanken van eerste aanleg », gevoegd bij de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting, gewijzigd bij de wetten van 1 augustus 1985 en 23 september 1985, worden vervangen door de volgende cijfers:

« Zetel »	Substituut-procureurs des Konings
Antwerpen	39
Mechelen	7
Turnhout	8
Hasselt	9
Tongeren	8
Brussel	67
Leuven	10
Nijvel	9
Charleroi	23
Bergen	15
Doornik	8
Brugge	16
Kortrijk	12
Veurne	4
Ieper	4
Oudenaarde	6
Gent	27
Dendermonde	17
Hoei	4
Luik	30
Verviers	6
Eupen	2
Aarlen	3
Marche-en-Famenne	3
Neufchâteau	3
Namen	8
Dinant	5.»

De heer Verschueren c.s. stelt volgend amendement voor:

« De cijfers in dit artikel te vervangen als volgt:

« Zetel »	Substituut-procureurs des Konings
Antwerpen	39 (+ 3)
Mechelen	8 (+ 1)
Turnhout	9 (+ 1)
Hasselt	10 (+ 1)
Tongeren	9 (+ 1)
Brussel	67 (+ 4)
Leuven	12 (+ 1)
Nijvel	10 (+ 1)
Charleroi	25 (+ 2)
Bergen	15 (+ 2)
Doornik	9 (+ 1)
Brugge	17 (+ 1)
Kortrijk	13 (+ 1)
Veurne	5 (+ 1)
Ieper	5 (+ 1)
Oudenaarde	7 (+ 1)
Gent	27 (+ 3)
Dendermonde	18 (+ 1)
Hoei	5 (+ 1)
Luik	30 (+ 3)
Verviers	7 (+ 1)
Eupen	3 (+ 1)
Aarlen	4 (+ 1)
Marche-en-Famenne	4 (+ 1)
Neufchâteau	4 (+ 1)
Namen	9 (+ 1)
Dinant	6 (+ 1).»

« Remplacer les chiffres de cet article comme suit:

« Sièges »	Substituts du procureur du Roi
Anvers	39 (+ 3)
Malines	8 (+ 1)
Turnhout	9 (+ 1)
Hasselt	10 (+ 1)
Tongres	9 (+ 1)
Bruxelles	67 (+ 4)
Louvain	12 (+ 1)
Nivelles	10 (+ 1)
Charleroi	25 (+ 2)
Mons	15 (+ 2)
Tournai	9 (+ 1)
Bruges	17 (+ 1)
Courtrai	13 (+ 1)
Furnes	5 (+ 1)
Ypres	5 (+ 1)
Audenarde	7 (+ 1)
Gand	27 (+ 3)
Termonde	18 (+ 1)
Huy	5 (+ 1)
Liège	30 (+ 3)
Verviers	7 (+ 1)
Eupen	3 (+ 1)
Arlon	4 (+ 1)

« Sièges »	Substituts du procureur du Roi
Marche-en-Famenne	4 (+ 1)
Neufchâteau	4 (+ 1)
Namur	9 (+ 1)
Dinant	6 (+ 1).»

Het woord is aan de heer De Smeyter.

De heer De Smeyter. — Mijnheer de Voorzitter, collega Verschuere heeft onze amendementen bij artikel 110 tijdens zijn uiteenzetting in de bespreking van het verslag verdedigd.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement is aangehouden.
Le vote sur l'amendement est réservé.

De heer Verschuere c.s. stelt een eerste subsidiair amendement voor, dat luidt:

« De cijfers te vervangen als volgt:

« Zetel »	Substituut-procureurs des Konings
Antwerpen	38
Mechelen	8
Turnhout	9
Hasselt	10
Tongeren	9
Brussel	66
Leuven	12
Nijvel	10
Charleroi	24
Bergen	14
Doornik	9
Brugge	17
Kortrijk	13
Veurne	5
Ieper	5
Oudenaarde	7
Gent	26
Dendermonde	18
Hoei	5
Luik	29
Verviers	7
Eupen	3
Aarlen	4
Marche-en-Famenne	4
Neufchâteau	4
Namen	9
Dinant	6.»

« Remplacer les chiffres comme suit:

« Sièges »	Substituts du procureur du Roi
Anvers	38
Malines	8
Turnhout	9
Hasselt	10
Tongres	9

« Sièges »	Substituts du procureur du Roi
Bruxelles	66
Louvain	12
Nivelles	10
Charleroi	24
Mons	14
Tournai	9
Bruges	17
Courtrai	13
Furnes	5
Ypres	5
Audenarde	7
Gand	26
Termonde	18
Huy	5
Liège	29
Verviers	7
Eupen	3
Arlon	4
Marche-en-Famenne	4
Neufchâteau	4
Namur	9
Dinant	6.»

De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

De heer Verschuere c.s. stelt een tweede subsidiair amendement voor, dat luidt:

« De cijfers te vervangen als volgt:

« Zetel »	Substituut-procureurs des Konings
Antwerpen	37
Mechelen	8
Turnhout	9
Hasselt	10
Tongeren	9
Brussel	64
Leuven	12
Nijvel	10
Charleroi	24
Bergen	14
Doornik	9
Brugge	17
Kortrijk	13
Veurne	5
Ieper	5
Oudenaarde	7
Gent	25
Dendermonde	18
Hoei	5
Luik	28
Verviers	7
Eupen	3
Aarlen	4
Marche-en-Famenne	4
Neufchâteau	4
Namen	9
Dinant	6.»

« Remplacer les chiffres comme suit :

« Siègle	Substituts du procureur du Roi
Anvers	37
Malines	8
Turnhout	9
Hasselt	10
Tongres	9
Bruxelles	64
Louvain	12
Nivelles	10
Charleroi	24
Mons	14
Tournai	9
Bruges	17
Courtrai	13
Furnes	5
Ypres	5
Audenarde	7
Gand	25
Termonde	18
Huy	5
Liège	28
Verviers	7
Eupen	3
Arlon	4
Marche-en-Famenne	4
Neufchâteau	4
Namur	9
Dinant	6.»

De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

De heer Verschueren c.s. stelt een derde subsidiair amendement voor, dat luidt:

« De cijfers te vervangen als volgt:

« Zetel	Substituut-procureurs des Konings
Antwerpen	39 (+ 3)
Mechelen	7
Turnhout	8
Hasselt	9
Tongeren	8
Brussel	67 (+ 4)
Leuven	12 (+ 1)
Nijvel	9
Charleroi	25 (+ 2)
Bergen	15 (+ 2)
Doornik	8
Brugge	17 (+ 1)
Kortrijk	13 (+ 1)
Veurne	4
Ieper	4
Oudenaarde	6
Gent	27 (+ 3)
Dendermonde	18 (+ 1)

« Zetel

Substituut-procureurs des Konings

Hoei	4
Luik	30 (+ 3)
Verviers	6
Eupen	2
Aarlen	3
Marche-en-Famenne	3
Neufchâteau	3
Namen	8
Dinant	5.»

« Remplacer les chiffres comme suit :

« Siègle

Substituts du procureur du Roi

Anvers	39 (+ 3)
Malines	7
Turnhout	8
Hasselt	9
Tongres	8
Bruxelles	67 (+ 4)
Louvain	12 (+ 1)
Nivelles	9
Charleroi	25 (+ 2)
Mons	15 (+ 2)
Tournai	8
Bruges	17 (+ 1)
Courtrai	13 (+ 1)
Furnes	4
Ypres	4
Audenarde	6
Gand	27 (+ 3)
Termonde	18 (+ 1)
Huy	4
Liège	30 (+ 3)
Verviers	6
Eupen	2
Arlon	3
Marche-en-Famenne	3
Neufchâteau	3
Namur	8
Dinant	3.»

De stemming over het amendement en de stemming over het artikel 110 zijn aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 110 sont réservés.

L'article 111 est ainsi rédigé:

Art. 111. Le tableau intitulé « Nombre de premiers substituts du procureur du Roi dans les tribunaux de première instance », annexé à la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, modifié par les lois des 1^{er} août 1985 et 23 septembre 1985, est remplacé par le tableau suivant :

« Nombre de premiers substitués du procureur du Roi dans les tribunaux de premières instance »

« Tribunaux — Siège »	Nombre maximum de premiers substitués du procureur du Roi
Anvers	13
Malines	2
Turnhout	2
Hasselt	3
Tongres	2
Bruxelles	22
Louvain	3
Nivelles	3
Charleroi	7
Mons	5
Tournai	2
Bruges	5
Courtrai	4
Furnes	1
Ypres	1
Audenarde	2
Gand	9
Termonde	5
Huy	1
Liège	10
Verviers	2
Eupen	1
Arlon	1
Marche-en-Famenne	1
Neufchâteau	1
Namur	2
Dinant	1.»

Art. 111. De tabel met als opschrift « Aantal eerste substituut-procureurs des Konings in de rechtbanken van eerste aanleg », gevoegd bij de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting, gewijzigd bij de wetten van 1 augustus 1985 en 23 september 1985, wordt vervangen door de volgende tabel:

« Aantal eerste substituut-procureurs des Konings in de rechtbanken van eerste aanleg »

« Rechtbanken — Zetel »	Maximumaantal eerste substituut-procureurs des Konings
Antwerpen	13
Mechelen	2
Turnhout	2
Hasselt	3
Tongeren	2
Brussel	22
Leuven	3
Nijvel	3
Charleroi	7
Bergen	5
Doornik	2
Brugge	5
Kortrijk	4
Veurne	1
Ieper	1
Oudenaarde	2

« Rechtbanken — Zetel »

Maximumaantal eerste substituut-procureurs des Konings

Gent	9
Dendermonde	5
Hoei	1
Luik	10
Verviers	2
Eupen	1
Aarlen	1
Marche-en-Famenne	1
Neufchâteau	1
Namen	2
Dinant	1.»

De heer Verschueren c.s. stelt volgend amendement voor:

« De cijfers in de tabel te wijzigen als volgt: »

« Rechtbanken — Zetel »

Maximumaantal eerste substituut-procureurs des Konings

Antwerpen	13
Mechelen	2
Turnhout	3
Hasselt	3
Tongeren	3
Brussel	22
Leuven	4
Nijvel	3
Charleroi	8
Bergen	5
Doornik	3
Brugge	5
Kortrijk	4
Veurne	1
Ieper	1
Oudenaarde	2
Gent	9
Dendermonde	6
Hoei	1
Luik	10
Verviers	2
Eupen	1
Aarlen	1
Marche-en-Famenne	1
Neufchâteau	1
Namen	3
Dinant	2.»

« Remplacer les chiffres du tableau comme suit: »

« Tribunaux — Siège »

Nombre maximum de premiers substitués du procureur du Roi

Anvers	13
Malines	2
Turnhout	3

« Tribunaux — Siège	Nombre maximum de premiers substitués du procureur du Roi
Hasselt	3
Tongres	3
Bruxelles	22
Louvain	4
Nivelles	3
Charleroi	8
Mons	5
Tournai	3
Bruges	5
Courtrai	4
Furnes	1
Ypres	1
Audenarde	2
Gand	9
Termonde	6
Huy	1
Liège	10
Verviers	2
Eupen	1
Arlon	1
Marche-en-Famenne	1
Neufchâteau	1
Namur	3
Dinant	2.»

De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

De heer Verschueren c.s. stelt volgend subsidiair amendement voor:

« De cijfers in de tabel te vervangen als volgt:

« Rechtbanken — Zetel	Maximumaantal eerste substituut-procureurs des Konings
Antwerpen	13
Mechelen	2
Turnhout	2
Hasselt	3
Tongeren	2
Brussel	22
Leuven	4 (+ 1)
Nijvel	3
Charleroi	8 (+ 1)
Bergen	5
Doornik	2
Brugge	5
Kortrijk	4
Veurne	1
Ieper	1
Oudenaarde	2
Gent	9
Dendermonde	6 (+ 1)
Hoei	1
Luik	10
Verviers	2
Eupen	1

« Rechtbanken — Zetel	Maximumaantal eerste substituut-procureurs des Konings
Aarlen	1
Marche-en-Famenne	1
Neufchâteau	1
Namen	2
Dinant	1.»

« Remplacer les chiffres du tableau comme suit:

« Tribunaux — Siège	Nombre maximum de premiers substitués du procureur du Roi
Anvers	13
Malines	2
Turnhout	2
Hasselt	3
Tongres	2
Bruxelles	22
Louvain	4 (+ 1)
Nivelles	3
Charleroi	8 (+ 1)
Mons	5
Tournai	2
Bruges	5
Courtrai	4
Furnes	1
Ypres	1
Audenarde	2
Gand	9
Termonde	6 (+ 1)
Huy	1
Liège	10
Verviers	2
Eupen	1
Arlon	1
Marche-en-Famenne	1
Neufchâteau	1
Namur	2
Dinant	1.»

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 111 zijn aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 111 sont réservés.

Bij wijze van amendement, stelt de heer Verschueren c.s. voor een artikel 111bis (nieuw) in te lassen, dat luidt:

« Overeenkomstig artikel 182 van het Gerechtelijk Wetboek benoemt de Koning het bijkomend personeel van de parketten, in overeenstemming met de kaderuitbreiding voorzien in artikel 110. »

« Conformément à l'article 182 du Code judiciaire, le Roi nomme le personnel complémentaire des parquets, dans les limites de l'extension de cadre prévue à l'article 110. »

De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

L'article 112 est ainsi rédigé:

Art. 112. L'article 151 du Code judiciaire est complété par l'alinéa suivant:

« Les substituts du procureur du Roi spécialisés en matière fiscale sont, dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, au nombre de 4, dans les arrondissements judiciaires d'Anvers, de Gand et de Liège au nombre de 3 et, dans l'arrondissement judiciaire de Mons, au nombre de 2. »

Art. 112. Aan artikel 151 van het Gerechtelijk Wetboek wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt:

« De substituut-procureurs des Konings gespecialiseerd in fiscale aangelegenheden zijn, in het gerechtelijk arrondissement Brussel ten getale van 4, in de gerechtelijke arrondissementen Antwerpen, Gent en Luik ten getale van 3 en in het gerechtelijke arrondissement Bergen ten getale van 2. »

De heer Verschueren c.s. stelt volgend amendement voor:

« Dit artikel te wijzigen als volgt:

« Aan artikel 151 van het Gerechtelijk Wetboek wordt een lid toegevoegd, luidende:

« Bij elke rechtbank van eerste aanleg is een substituut-procureur des Konings gespecialiseerd in belastingzaken in de zin van artikel 194bis; bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel evenwel zijn zij ten getale van 4, bij de rechtbanken van eerste aanleg te Antwerpen, Gent en Luik ten getale van 3 en bij de rechtbanken van eerste aanleg te Bergen en Charleroi ten getale van 2. »

« Remplacer cet article comme suit:

« A l'article 151 du Code judiciaire, il est ajouté un alinéa rédigé comme suit:

« Dans chaque tribunal de première instance, un substitut du procureur du Roi est spécialisé en matière fiscale au sens de l'article 194bis; au tribunal de première instance de Bruxelles il y en a toutefois 4, aux tribunaux de première instance d'Anvers, de Gand et de Liège, il y en a 3, et aux tribunaux de première instance de Mons et de Charleroi il y en a 2. »

De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

De heer Verschueren c.s. stelt een eerste subsidiair amendement voor, dat luidt:

« Dit artikel te wijzigen als volgt:

« Aan artikel 151 van het Gerechtelijk Wetboek wordt een lid toegevoegd, luidende:

« Bij elke rechtbank van eerste aanleg is een substituut-procureur des Konings gespecialiseerd in belastingzaken in de zin van artikel 194bis; bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel evenwel zijn zij ten getale van 3, bij de rechtbanken van eerste aanleg te Antwerpen, Gent en Luik ten getale van 2. »

« Remplacer cet article comme suit:

« A l'article 151 du Code judiciaire, il est ajouté un alinéa rédigé comme suit:

« Dans chaque tribunal de première instance, un substitut du procureur du Roi est spécialisé en matière fiscale au sens de l'article 194bis; au tribunal de première instance de Bruxelles, il y en a toutefois 3, aux tribunaux de première instance d'Anvers, de Gand et de Liège, il y en a 2. »

De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

De heer Verschueren c.s. stelt een tweede subsidiair amendement voor, dat luidt:

« Dit artikel te wijzigen als volgt:

« Aan artikel 151 van het Gerechtelijk Wetboek wordt een lid toegevoegd, luidende:

« Bij elke rechtbank van eerste aanleg is een substituut-procureur des Konings gespecialiseerd in belastingzaken in de zin van artikel 194bis. »

« Remplacer cet article comme suit:

« A l'article 151 du Code judiciaire, il est ajouté un alinéa rédigé comme suit:

« Dans chaque tribunal de première instance, un substitut du procureur du Roi est spécialisé en matière fiscale au sens de l'article 194bis. »

De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

De heer Verschueren c.s. stelt een derde subsidiair amendement voor, dat luidt:

« Dit artikel te wijzigen als volgt:

« Aan artikel 151 van het Gerechtelijk Wetboek wordt een lid toegevoegd, luidende:

« De substituut-procureurs des Konings gespecialiseerd in belastingzaken in de zin van artikel 194bis zijn bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel ten getale van 4, bij deze van Antwerpen, Gent en Luik ten getale van 3, bij deze van Bergen en Charleroi ten getale van 2 en bij deze van Leuven, Brugge, Kortrijk en Dendermonde ten getale van 1. »

« Remplacer cet article comme suit:

« A l'article 151 du Code judiciaire, il est ajouté un alinéa rédigé comme suit:

« Les substituts du procureur du Roi spécialisés en matière fiscale au sens de l'article 194bis sont au nombre de 4 au tribunal de première instance de Bruxelles, au nombre de 3 aux tribunaux de première instance d'Anvers, de Gand et de Liège, au nombre de 2 aux tribunaux de première instance de Mons et de Charleroi et il n'y en a qu'un au tribunaux de première instance de Louvain, de Bruges, de Courtrai et de Termonde. »

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 112 zijn aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 112 sont réservés.

L'article 113 est ainsi rédigé:

Art. 113. Un article 151bis, rédigé comme suit, est inséré dans le Code judiciaire:

« L'action publique du chef d'une infraction aux lois et règlements en matière fiscale peut être exercée par les substituts spécialisés en matière fiscale devant les tribunaux des arrondissements judiciaires situés dans le ressort de la cour d'appel de l'arrondissement où ils ont été nommés.

Lorsqu'ils sont appelés à exercer leurs fonctions dans un arrondissement qui n'est pas celui dans lequel ils ont été nommés, ils sont placés sous la surveillance et la direction immédiate du procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel ils exercent ces fonctions. »

Art. 113. In het Gerechtelijk Wetboek wordt een artikel 151bis ingevoegd, luidend als volgt:

« De strafvordering wegens een overtreding van de wetten en verordeningen in fiscale aangelegenheden kan uitgeoefend worden door de substituten gespecialiseerd in fiscale aangelegenheden voor de rechtbanken van de gerechtelijke arrondissementen gelegen in het rechtsgebied van het hof van beroep van het arrondissement waar zij benoemd zijn.

Wanneer zij hun ambt moeten uitoefenen in een ander arrondissement dan datgene waarin zij benoemd zijn, worden zij geplaatst onder het toezicht en de rechtstreekse leiding van de procureur des Konings van het arrondissement waar zij dat ambt uitoefenen. »

De heer Verschueren c.s. stelt voor dit artikel te doen vervallen.

De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

De heer Verschuereen c.s. stelt volgend subsidiair amendement voor:

« Artikel 151bis van het Gerechtelijk Wetboek, zoals voorgesteld in dit artikel, te doen luiden als volgt:

« De substituten gespecialiseerd in belastingzaken bij de rechtbanken van eerste aanleg te Brussel, Antwerpen, Gent en Luik oefenen tevens de openbare rechtsvordering uit wegens een overtreding van de wetten en verordeningen in belastingzaken bij de rechtbanken van eerste aanleg, gelegen in het rechtsgebied van de respectieve hoven van beroep, waarbij geen substituuut gespecialiseerd in belastingzaken is aangesteld. »

« Rédiger l'article 151bis du Code judiciaire, proposé par cet article, comme suit:

« Les substituts spécialisés en matière fiscale près les tribunaux de première instance de Bruxelles, d'Anvers, de Gand et de Liège, exercent en même temps l'action publique du chef d'une infraction aux lois et règlements en matière fiscale devant les tribunaux de première instance situés dans le ressort des cours d'appel respectives dans lesquels aucun substitut spécialisé en matière fiscale n'a été nommé. »

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 113 zijn aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 113 sont réservés.

L'article 114 est ainsi rédigé:

Art. 114. A l'article 194 du Code judiciaire il est inséré un troisième alinéa, rédigé comme suit:

« Sans préjudice des conditions fixées à l'alinéa premier, le substitut du procureur du Roi spécialisé en matière fiscale doit être porteur d'un diplôme attestant d'une formation spécialisée en droit fiscal, délivré par une université belge ou par un établissement d'enseignement supérieur non universitaire repris dans une liste établie par le Roi, ou avoir exercé, dans le domaine fiscal, les fonctions juridiques visées à l'alinéa premier. »

Art. 114. Aan artikel 194 van het Gerechtelijk Wetboek wordt een derde lid toegevoegd, luidende:

« Onverminderd de voorwaarden gesteld in het eerste lid moet de substituuut-procureur des Konings, gespecialiseerd in fiscale aangelegenheden, houder zijn van een diploma waaruit een gespecialiseerde opleiding in het fiscaal recht blijkt, afgegeven door een Belgische universiteit of door een niet-universitaire instelling voor hoger onderwijs die is opgenomen in een door de Koning opgestelde lijst, dan wel het in het eerste lid bedoelde juridisch ambt in fiscale zaken hebben vervuld. »

De heer Verschuereen c.s. stelt volgend amendement voor:

« Het derde lid van artikel 194 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals voorgesteld in dit artikel, te wijzigen als volgt:

« ... fiscaal recht en voldoen aan de voorwaarden inzake specialisatie in belastingzaken, vastgelegd bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit. »

« Remplacer le membre de phrase suivant les mots « droit fiscal » par le texte suivant:

« et remplir les conditions relatives à la spécialisation en matière fiscale, fixées par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. »

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 114 zijn aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 114 sont réservés.

Art. 115. A l'article 43 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, modifié par les lois des 10 octobre 1967, 15 juillet 1970 et 23 septembre 1985, les modifications suivantes sont apportées:

1° Le § 1^{er} est complété par les alinéas suivants:

« Un substitut du procureur du Roi de Mons, spécialisé en matière fiscale, doit en outre justifier de la connaissance du néerlandais.

Un substitut du procureur du Roi de Liège, spécialisé en matière fiscale, doit en outre justifier de la connaissance de l'allemand; »

2° Le § 2 est complété par l'alinéa suivant:

« Un substitut du procureur du Roi d'Anvers, spécialisé en matière fiscale, doit en outre justifier de la connaissance du français; »

3° Au § 5, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3:

« En outre, deux substituts du procureur du Roi de Bruxelles, spécialisés en matière fiscale, doivent justifier par leur diplôme qu'ils ont subi les examens de la licence en droit, l'un en langue française, l'autre en langue néerlandaise. »

Art. 115. In artikel 43 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, gewijzigd bij de wetten van 10 oktober 1967, 15 juli 1970 en 23 september 1985, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° § 1 wordt aangevuld met de volgende leden:

« Een substituuut-procureur des Konings te Bergen, gespecialiseerd in fiscale aangelegenheden, moet bovendien het bewijs leveren van de kennis van het Nederlands.

Een substituuut-procureur des Konings te Luik, gespecialiseerd in fiscale aangelegenheden, moet bovendien het bewijs leveren van de kennis van het Duits; »

2° § 2 wordt aangevuld met het volgende lid:

« Een substituuut-procureur des Konings te Antwerpen, gespecialiseerd in fiscale aangelegenheden, moet bovendien het bewijs leveren van de kennis van het Frans; »

3° In § 5 wordt het volgende lid ingevoegd tussen het tweede en het derde lid:

« Bovendien moeten twee substituuut-procureurs des Konings te Brussel, gespecialiseerd in fiscale aangelegenheden, door hun diploma bewijzen dat zij de examens van de licentie in de rechten, de ene in het Nederlands, de andere in het Frans, hebben afgelegd. »

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Par voie d'amendement, M. Trussart propose l'insertion d'un article 115bis (nouveau) que voici:

« Sous l'intitulé nouveau ci-après: « Dispositions communes à tous les droits fiscaux », insérer un article 115bis (nouveau) libellé comme suit:

« § 1^{er}. En matière administrative, le recouvrement des impôts et taxes, ainsi que des amendes et intérêts y afférents, se prescrit par dix ans.

§ 2. Par dérogation à l'article 21 des dispositions préliminaires du Code d'instruction criminelle, l'action publique sera prescrite après dix ans à compter du jour où l'infraction a été commise, lorsque cette infraction constitue un délit en matière fiscale. »

« Onder het nieuwe opschrift « Bepalingen gemeen aan alle fiscale rechten » in te voegen een artikel 115bis (nieuw), luidende:

« § 1. Op het administratieve vlak verjaart de invordering van de belastingen en de rechten, evenals van boeten en interesten die erop betrekking hebben, door verloop van tien jaren.

§ 2. In afwijking van artikel 21 van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering, verjaart de strafvordering door verloop van tien jaren, te rekenen van de dag waarop het strafbaar feit is gepleegd, wanneer dat feit een misdrijf in fiscale aangelegenheden is. »

Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement is aangehouden.

Au chapitre III, M. de Wasseige et consorts proposent l'insertion d'une section IIbis.

Cet amendement est soumis pour avis au Conseil d'Etat.

Section 3. — Entrée en vigueur

Art. 116. L'article 53 de la présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1987.

Les articles 54 à 61, 66 à 70, 74, 76 à 80, 83 à 86, 90 à 93, 97 à 101, 105, 106, 108 et 109 à 115 de la présente loi entrent en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Les articles 62 à 65, 71 à 73, 75, 81 et 82, 87 à 89, 94 à 96, 102 à 104 et 107 de la présente loi entrent en vigueur le premier jour du sixième mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge*.

L'article 277, § 3, 2^o, du Code des impôts sur les revenus, inséré par l'article 54 de la présente loi, est applicable aux cotisations enrôlées au titre des exercices d'imposition 1986 et suivants.

Afdeling 3. — Inwerkingtreding

Art. 116. Artikel 53 van deze wet treedt in werking op 1 januari 1987.

De artikelen 54 tot 61, 66 tot 70, 74, 76 tot 80, 83 tot 86, 90 tot 93, 97 tot 101, 105, 106, 108 en 109 tot 115 van deze wet treden in werking op de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

De artikelen 62 tot 65, 71 tot 73, 75, 81 en 82, 87 tot 89, 94 tot 96, 102 tot 104 en 107 van deze wet treden in werking op de eerste dag van de zesde maand die volgt op de maand van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Artikel 277, § 3, 2^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen dat door artikel 54 van deze wet is ingevoegd, is van toepassing op de aanslagen ingekohierd voor de aanslagjaren 1986 en volgende.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement aux votes réservés.

De aangehouden stemmingen hebben later plaats.

Nous avons ainsi terminé l'examen des articles du chapitre III, à l'exception de ceux auxquels se rattachent des amendements envoyés pour avis au Conseil d'Etat.

Hiermede is de bespreking van de artikelen van hoofdstuk III beëindigd, met uitzondering van de artikelen waarop amendementen betrekking hebben in verband waarmee het advies van de Raad van State is gevraagd.

ORDRE DES TRAVAUX

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

M. Lallemand. — Monsieur le Président, j'aimerais savoir comment vous comptez organiser la journée de demain.

M. le Président. — Je voulais précisément en parler : demain matin, à 10 heures, nous aborderons la discussion sur l'ensemble des chapitres I, II, IV et V. Les chapitres IV et V ne comportent chacun qu'un seul article. C'est d'ailleurs à la demande des présidents des commissions concernées que nous procéderons de cette façon.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, le chapitre I comporte une série de mesures bien spécifiques. Je crois qu'il serait intéressant de prévoir une discussion mesure par mesure. Il y en a une dizaine.

M. le Président. — Vous êtes un grand défenseur de notre règlement, monsieur de Wasseige. Nous devons examiner successivement les articles mais nous n'allons pas couper la discussion en dix morceaux ! Chacun sera libre de prendre la parole dans la discussion sur l'ensemble de ces articles.

Vous êtes vraiment l'exception, parce que tout le monde demande une discussion unique.

M. Lallemand. — De grâce, qu'on discute le tout parce que tout est lié.

Lorsqu'on arrivera au premier article concernant une matière, on pourrait éventuellement développer une argumentation qui porte sur tous les articles relatifs à cette matière. Mais évidemment, pour les articles suivants, on ne reprendrait plus l'argumentation.

M. le Président. — Aucun des orateurs inscrits — il sont une trentaine — n'a demandé à parler d'un sujet déterminé. Ils sont inscrits dans une discussion sur l'ensemble des quatre chapitres.

Nous commencerons donc cette discussion demain à 10 heures.

Les votes pourraient avoir lieu l'après-midi vers 15 heures.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, je me permets de vous rappeler que demain, la commission du Nucléaire doit se réunir à 10 heures. Peut-être pourrait-on la reporter à midi, par exemple, afin de permettre à nos commissaires d'être présents ici, où ils doivent intervenir dans la discussion. Il y aurait peut-être moyen d'organiser nos travaux de façon que ni M. Moureaux, ni M. de Wasseige ne soient appelés à la tribune au moment où cette commission se réunira.

M. le Président. — Je vais prendre contact avec M. Langendries à ce sujet.

Je demanderai également à M. le ministre Eyskens de vouloir bien être présent ici demain matin, à 10 heures.

Le Sénat se réunira demain, jeudi 17 juillet 1986, à 10 heures.

De Senaat vergadert opnieuw morgen, donderdag 17 juni 1986, te 10 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 22 h 20 m.)

(De vergadering wordt gesloten te 22 u. 20 m.)